

مكتبة المشرق

LE MONDE SANS VISA : Madagascar, la Grande Ile à l'abandon

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE N° 13007 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - SAMEDI 22 NOVEMBRE 1986

Euro-réalisme

Que les députés français aient ratifié à leur tour, dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 novembre, le projet d'Acte unique européen n'a rien d'inattendu. Ils avaient été précédés dans cette voie par leurs collègues de la plupart des autres pays de la Communauté, et il aurait été fâcheux pour la continuité de l'action diplomatique de la France que l'engagement souscrit par M. Mitterrand lors du sommet de Luxembourg, en décembre 1985, ne fût pas confirmé. Ce dont on se réjouira en revanche dans bon nombre de capitales de la Communauté, où l'on redoutait de voir ce débat ressusciter de vieux affrontements entre partisans et adversaires de la construction européenne. C'est l'ampleur du vote favorable : 498 voix pour, sur un effectif parlementaire total de 672.

Certes, il est des quasi-unanimités qui ne doivent pas faire illusion : la nature des sentiments que l'on porte dans telle ou telle partie de l'Europe à cet « union européenne » qu'il s'agit d'instituer progressivement reste à l'évidence fort différente. Il n'est pas moins que, pays après pays, la ratification du texte si laborieusement mis au point par les États membres de la CEE vient confirmer que, si elle reste souvent hésitante et difficile, la voie est en avant de l'Europe d'aujourd'hui bien dans l'air du siècle.

Il est vrai que cet Acte unique, à la dénomination vaguement frauduleuse, n'a rien de révolutionnaire. Pris au pied de la lettre, il appelle davantage les membres de la CEE à un meilleur respect du traité de Rome qu'à un véritable bond en avant : après tout, le retour à des pratiques de vote moins paralysantes qu'une perpétuelle recherche d'unanimité ou l'établissement d'un grand marché intérieur d'ici à 1992 visent plus à corriger des dérives de procédure ou à accélérer certaines évolutions qu'à bouleverser le cadre institutionnel de la Communauté.

Ne parlait-on pas déjà au début des années 60 de Marché commun ? Le précédent « compromis de Luxembourg », visant à limiter la recherche de l'unanimité aux questions les plus importantes, ne date-t-il pas de plus de vingt ans ? A-t-on attendu de voir l'Acte unique mettre l'accent sur des secteurs d'avance comme la technologie, pour développer des programmes comme Airbus, Ariane ou l'ensemble de l'opération Eurêka - dans un cadre qui était d'ailleurs tantôt plus restreint, tantôt plus large, que celui de la CEE ?

Compte tenu du long processus qui, de sommet en comité, a conduit à l'accord ainsi ratifié, le résultat peut sembler malgré au regard des ambitions des « européens » les plus impatientes. Il a du moins le mérite de s'inscrire dans cette longue suite de petits pas qui, en trente ans, ont fait de la Communauté européenne, d'ores et déjà, un ensemble géopolitique sans précédent dans l'histoire et sans équivalent dans le monde.

Entre l'euro-pessimisme et des uns et l'optimisme naïf des autres, l'Acte unique constitue une manifestation modeste, et qu'il faut espérer féconde, d'euro-réalisme.

(Lire nos informations pages 6 et 7.)

Une recommandation de M. Chirac

Salaires du secteur public : + 3 % au maximum en 1987

Les hausses de salaire, dans le secteur public, ne devront pas dépasser en 1987 la hausse des prix. C'est ce qu'a recommandé le premier ministre dans une note adressée aux membres du gouvernement chargés des entreprises publiques. En tenant compte de certains avantages, comme l'ancienneté, cette hausse ne devrait donc pas être supérieure à 3 % pour l'année prochaine.

M. Jacques Chirac a adressé, le 12 novembre dernier, aux ministres et secrétaires d'État ayant sous leur tutelle des entreprises publiques ses recommandations pour la politique salariale 1987 dans le secteur public. Les directives, qui n'ont pas été rendues publiques, ont donc précédé, contrairement à ce que l'on avait cru, les recommandations du CNRF pour le secteur privé.

Dans sa recommandation, le premier ministre rappelle que la politique salariale est un élément essentiel de la politique économique de lutte contre l'inflation. Il indique que pour 1987 le pouvoir d'achat des agents du secteur public devra être maintenu en masse, c'est-à-dire par rapport à l'objectif de hausse moyenne des prix de 2 %. Mais en tout état de

cause, il recommande de ne pas dépasser une norme de 3 % en moyenne pour l'évolution de la masse salariale. Cela ne signifie pas pour autant que le gouvernement incite le secteur public à donner plus de pouvoir d'achat puisque la masse salariale doit comprendre le « GVT positif » (glissement vieillesse technique) et les mesures catégorielles.

Dans cette circulaire de deux feuillets, M. Chirac souhaite également que le calendrier de programmation des hausses de salaires concorde avec les relevements sur le second semestre de 1987. Cela diminuera d'autant l'effet de report de ces augmentations sur 1988, année qui sera à plus d'un titre importante.

M. N.

L'opposition à la loi de M. Devaquet

Réforme des universités : les grèves d'étudiants s'étendent

Les grèves s'étendent dans les universités de Paris et en province à quelques jours du débat à l'Assemblée nationale sur la réforme de M. Devaquet. Une manifestation devrait avoir lieu le 27 novembre devant le Palais-Bourbon. D'autre part, la FEN appelle à un rassemblement, à Paris, dimanche 23 novembre, contre la politique de M. Monory.

A force de fermer la marmite, on finit par la faire exploser. MM. René Monory et Alain Devaquet ont jusqu'à présent mené leur barque avec habileté : le ministre de l'éducation nationale, bonhomme et mûr, en décapant en rondelles son opposition syndicale au point que la FEN (Fédération de l'éducation nationale) en est restée longtemps interdite ; le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, discret jusqu'à l'annonce, en donnant des gages à ses amis politiques, qui trouvaient son projet de réforme trop timoré et en esquivant tout débat avec ceux qui jugeaient son texte inutile ou dangereux. Mais la semaine qui vient s'annonce décisive.

L'agitation étudiante contre le projet de réforme universitaire, sporadique et incertaine il y a quelques jours, commence à faire tâche d'huile et à s'organiser. Parti brutalement, lundi dernier, de l'université Paris-XIII (Villetaneuse), le principe de la grève des cours et des travaux dirigés a été, depuis, voté par huit autres universités : Censier (Paris-III), Vincennes-Saint-Denis (Paris-VIII), Nanterre (Paris-X), Caen, Dijon, Amiens et Tolbiac (Paris-D). La réalité de ces grèves est encore assez incertaine, mais tout indique qu'elles vont gagner en densité.

PHILIPPE BERNARD et GÉRARD COURTOIS.
(Lire la suite page 23.)

Les élections législatives du 23 novembre en Autriche

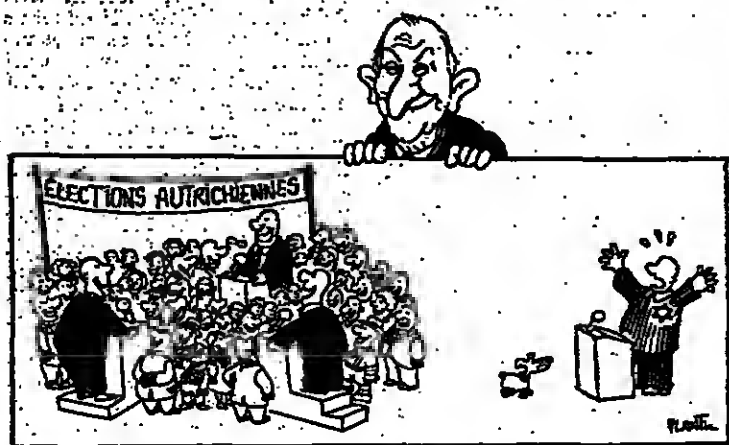
L'ombre obsédante de Kurt Waldheim

Des élections législatives anticipées auront lieu le dimanche 23 novembre en Autriche. Les deux principaux partis - les socialistes (SPO) du chancelier Franz Vranitzky et les populistes conduits par M. Alois Mock - sont en coupe à coudre. Mais les libéraux de M. Jörg Haider et les écologistes pourraient jouer les trouble-fête.

VIENNE
de notre envoyé spécial

M. Kurt Waldheim est seul en son palais impérial, et de lui, ici, on ne veut pas parler, ou fort peu. Alors que s'apprêtent de nouvelles élections, l'Autriche - vieux réflexe - s'efforce d'oublier les dernières, celles qui portèrent M. Waldheim à la présidence à l'issue de la plus détestable des campagnes qu'il ait jamais connues la République.

Par un cruel paradoxe, c'est pour flatter l'orgueil d'une nation travaillée par son complexe de petit pays que le Parti populiste



avait choisi de mettre en piste cet homme froid, plutôt hautain et volontiers autoritaire qui n'est pas de l'étoffe dont on fait traditionnellement les présidents autrichiens, mais qui était auréolé de sa prestigieuse carrière internationale. Le projet ne pouvait pas plus mal tourner. L'Autriche mise à

l'index, brutalement renvoyée à elle-même et à son passé, s'est bécotée dans un violent sursaut de défense et de chauvinisme braché, et il semble aujourd'hui que rien n'ait vraiment changé au fond et que si c'était à refaire, elle recommencerait.

Et pourtant, quelle amère victoire, quels ravages, quelle persis-

tante humiliation ! On a beau se dire et répéter que le verdict du suffrage universel a définitivement classé l'affaire Waldheim, on a beau faire silence sur ses derniers développements (hormis un entre-filet dans un seul quotidien, la presse autrichienne n'a pipé mot des dernières révélations du Washington Post et du Congrès juif mondial), quelque chose ne va pas du côté du palais qui explique vraisemblablement les maux d'estomac dont on dit que M. Waldheim souffre.

Ce président n'est pas conforme. Il est très diplomatiquement mis en quarantaine, non par tout le monde certes, mais par les alliés les plus proches de l'Autriche, et réduit à solliciter en vain le droit de visite en Suisse tandis que des ministres des affaires étrangères de passage à Vienne évitent de lui rendre les civilités d'usage, comme on l'a vu récemment lors de l'ouverture de la CSCE.

CLAIRE TRÉAN.
(Lire la suite page 2.)

Le gouvernement et le commerce extérieur

« Nous n'avons pas envie de voir se perpétuer des déséquilibres que ne justifient pas les lois du marché », nous déclare M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur.

PAGE 27

Le pape en Océanie

Jean-Paul II « adopté » par les Fidjiens...

PAGE 4

La crise économique au Liban

Pénuries, paupérisation, chute dramatique de la livre...

PAGE 3

Collectif budgétaire

D'abondantes plus-values fiscales.

PAGE 30

Crise

à « la Marseillaise »
Des journalistes contestent la direction, et le rédacteur en chef envisage de partir.

PAGE 9

Carrefour du développement

Les « vrais-faux » papiers de M. Yves Châlier.

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 32

MICHEL HOST

Valet de nuit

ROMAN

PRIX GONCOURT

GRASSI

Interdépendance et non-coopération

Un monde schizophrène

par Pierre Drouin

Le Plan se meurt, le Plan est mort... Au même moment, la communauté internationale, immergée de réseaux d'interdépendance de plus en plus foisonnants, se demande où elle va et souhaite entrevoir des objectifs à moyen terme. L'Allemagne et les États-Unis, qui ne juraient jusqu'ici que par le marché, ne sont pas les derniers à souhaiter que l'on se mette à diriger un peu mieux les concertations épisodiques vers des buts plus assurés. Comme le disait récemment à Atlanta M. de Larosière, directeur général du Fonds monétaire jusqu'à la fin de l'année : « La compatibilité des taux de change, des taux d'intérêt et des politiques fiscale et monétaire ne se réalisera pas spontané-

ment et il importe que les grands pays industrialisés parviennent à une coordination accrue de leurs politiques économiques. »

Un symposium organisé à la fin du mois dernier pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de l'OCDE a mis l'accent, lui aussi, sur la nécessité d'une coopération multilatérale plus étroite du fait des imbrications fantastiques nées des technologies nouvelles de la communication et des mutations financières. Mais qui écoute ? Se rend-on bien compte d'abord du degré atteint par ces interpénétrations.

Le commerce mondial s'est accru dans des proportions très importantes durant les dernières décennies.

(Lire la suite page 28.)

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 625 fr. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 25 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 9.000 LL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2,5 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 sh. ; Suisse, 1,50 F. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Etranger

PAR

• HJ
des V
Saint-J
• C
14 h 30
qu et
• E
14 h
(M-F)
• C
tagne
metro
• L
dovan
• L
(M-F)
• L
101,
decom

JOI

So
des 1
1986
DES
• app
garr
rism
• la vi

EN

et f
repr
14
les
l'ég
mar
une
at 19
D
ley
B
na
Fra
red
me
des
Me
dit
D
Lat

Ter
sur
C
13
(1)

Un fonctionnaire de l'UNESCO d'origine soviétique est séparé de sa famille depuis cinq ans

Engène Soloviev, fonctionnaire international de l'UNESCO à Paris depuis 1977, est séparé de sa famille depuis juillet 1981 : sa femme et sa fille, qui étaient allées à l'époque passer des vacances à Moscou, s'étaient vu retirer leur passeport, tandis qu'on faisait savoir à M. Soloviev qu'il devait rentrer en URSS s'il voulait les revoir. Son tort était sans doute d'avoir pour ami un compatriote, Alex Plechakov, qui avait demandé l'asile politique en France en mai 1981, à l'expiration de son contrat avec l'UNESCO.

Devant les menaces formulées à son égard, M. Soloviev demanda et obtint à son tour l'asile politique en France le 10 décembre 1981. Quatre ans plus tard, le gouvernement français lui accordait la nationalité française, ainsi qu'à sa fille, qui est fiancée à un Français.

Depuis cinq ans, cet homme se bat pour tenter de récupérer sa famille. Il est le seul fonctionnaire international soviétique ayant

obtenu le droit d'asile qui ait réussi à garder son poste : malgré les pressions exercées par la délégation soviétique, la durée de son contrat avec l'UNESCO a été prorogée. Or les quatre demandes de départ définitif faites par M. Soloviev ont été rejetées : les démarches diplomatiques au plus haut niveau sont restées sans effet.

Le comportement de l'URSS dans cette affaire est une violation flagrante des statuts de la fonction publique internationale. Selon les dispositions de l'acte constitutif de l'UNESCO (chapitre IV, paragraphe 5) et de la charte des Nations unies (art. 100), les Etats membres se sont engagés à ne pas chercher à influencer les fonctionnaires internationaux dans l'accomplissement de leurs tâches. Sous prétexte de la violation flagrante du droit à la réunion des familles prévu dans l'acte final de la conférence d'Helsinki.

Am. B.

RFA

Réouverture du procès d'un membre de la Fraction armée rouge

Düsseldorf. — Condamné à la prison à vie en mars 1985 pour l'enlèvement et le meurtre de Hanne-Martin Schleyer et de quatre de ses gardes du corps, Rolf Clemens Wagner, quarante-deux ans, membre de la Fraction armée rouge (RAF), comparait pour la deuxième fois depuis jeudi 20 novembre, devant la justice allemande. La cour d'appel fédérale avait déclaré irrecevable un enregistrement de la voix de Wagner pris en cachette pendant sa détention.

Hanne-Martin Schleyer, le « patron des patrons » allemands avait été enlevé le 5 septembre 1977 à Cologne par un commando de la RAF qui demandait la libération de onze terroristes et une rançon de 1,1 million de deutschemarks. Après

le détournement manqué d'un avion de la Lufthansa par des Palestiniens et la mort, en prison, de trois membres de la RAF (dont Andreas Baader), le commando tuait M. Schleyer de plusieurs balles dans la tête. A Düsseldorf, la réouverture du procès s'est déroulée dans un vacarme provoqué par l'accusé et une cinquantaine de sympathisants. Confirmant son soutien à « la lutte contre l'impérialisme », Wagner est sorti de la salle le poing levé.

L'ancien agent de voyage est déjà condamné à la prison à vie, en Suisse, pour le meurtre d'une passante lors du hold-up d'une banque à Zurich, en 1979. Il a été extradé en RFA pour la durée du procès.

A TRAVERS LE MONDE

Japon

Démission du président du Parti bouddhiste

Tokyo. — M. Yoshikatsu Takeiri, président du Komeito (Parti bouddhiste), a annoncé, jeudi 20 novembre, qu'il quittait ses fonctions, qu'il avait occupées pendant vingt ans. Il sera remplacé par M. Junya Yano, actuel secrétaire général, dont la nomination devrait être approuvée par le prochain congrès du Komeito, le 4 décembre.

M. Takeiri est l'homme qui a fait du Parti Komeito, issu de la secte bouddhique Soka Gakkai, la seconde formation d'opposition au Japon après le PS. Il est considéré comme un proche collaborateur de M. Daisaku Ikeda, président honoraire de la Soka Gakkai. Officiellement, il n'y a pas de liens entre le parti et la secte, mais en réalité le premier est clairement le bras séculier de la Soka Gakkai. En dépit des succès obtenus par M. Takeiri, une nouvelle génération de politiciens souhaiterait son départ depuis le léger recul enregistré par le Komeito aux élections du 6 juillet dernier ; le nombre de ses députés à la Chambre basse est passé de soixante à cinquante-sept. — (Corresp.)

Tunisie

Le gendre de M. Mzali condamné pour escroquerie

Tunis. — Le tribunal correctionnel de Tunis a condamné mercredi 19 novembre M. Rifaat Dali, gendre de l'ancien premier ministre, M. Mohamed Mzali, à trois ans de prison pour escroquerie. M. Rifaat Dali était jugé pour avoir simulé en juin 1985 un accident de la circulation, afin de se faire rembourser par une compagnie d'assurance la réparation des dommages subis dans d'autres circonstances par son auto.

M. Rifaat Dali aura également à répondre prochainement devant les tribunaux de détournement de fonds dans la gestion d'une société qu'il dirigeait jusqu'à l'été dernier. Le gendre de M. Mzali est aussi accusé d'avoir animé à partir de janvier 1984, sur les instigations de son beau-père, « un réseau de renseignements » parallèle aux services officiels du ministère de l'intérieur (le Monde du 14 octobre).

D'autre part, la chambre criminelle de Tunis a examiné ces jours derniers la cas de l'un des fils de l'ancien premier ministre, M. Mokhtar Mzali, ex-PDG de la Société tunisienne des industries laitières, accusé d'abus de confiance, de mauvaise gestion et de détournement de fonds publics. — (Corresp.)

MICHEL SWISS

VOUS ACCORDE
LES MEMES
REMISES EXCEPTIONNELLES
QU'aux TOURISTES ETRANGERS

PARFUMS
toutes les
GRANDES MARQUES

ACCESSOIRES HAUTE-COUTURE
PRODUITS DE BEAUTE
PORCELAINE - MAROQUINERIE

Jours d'ouverture :
du lundi au samedi de 9 h à 18 h 30
sans interruption

16, RUE DE LA PAIX-PARIS

TEL. 42.61.61.11

(Suite de la première page.)

Quand, à l'inauguration du Festival de Salzbourg, le public debout dans la salle lui fait une frénétique ovation tandis que dans la rue s'agitent des petits groupes de manifestants, c'est beaucoup trop de tapage pour un président autrichien dont la fierté est traditionnellement d'échapper aux passions et aux polémiques, et qui ne devrait susciter ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Et quand il est présent à tel colloque sur l'antisémitisme, faisant fuir l'un des orateurs — Simon Wiesenthal — puis assistant aux débats mais sans rien trouver à dire, c'est plus que maladroit, et cela ne fait qu'aggraver le malaise. M. Waldheim peut bien s'offrir de temps à autre des bains de foule en inaugurant les chrysothèmes, cela n'empêche pas qu'il gêne, qu'il encombre, qu'il soit seul.

Agitation viennoise

Cinq mois après l'élection présidentielle, on n'est donc pas revenu purement et simplement à la normalité comme l'espèrent naïvement la majorité des Autrichiens. Mais on ne voit pas non plus l'émotion de la grande cure d'hygiène mentale qu'attendaient certains, pensant que l'électrochoc de l'affaire Waldheim allait enfin déclencher ce travail de mise à jour du passé dont l'Autriche a, jusqu'ici, fait l'économie.

Un livre de Bernard Cohen et Luc Rosenzweig

« Le Mystère Waldheim »

Peut-on vraiment parler d'un « mystère Waldheim » à propos de l'irrésistible ascension, depuis 1945, de l'actuel président de la République autrichienne ? Tel que le présente Bernard Cohen et Luc Rosenzweig, on y verrait plutôt une histoire parfaitement symbolique, presque une allégorie du chemin de tant d'habiles dans l'univers occidental.

Comme le héros lui-même, l'aventure est très médiocre, mais elle trace le cours de l'histoire réelle de l'Europe, non pas celle que racontent les survivants vainqueurs, ou vaincus, aussi purgés les uns que les autres de leurs illusions et de leurs amertumes. Des vérités qu'ils ont connues et tues sortent explicitement.

Par le cadre d'abord, celui du mythe de l'Autriche. Dépeçée puis abandonnée par les vainqueurs de la première guerre mondiale dans des conditions aussi stupides qu'ignominieuses, dictées par l'aveuglement ou l'ignorance de son appartenance à l'espace germanophone, elle n'a préservé son vouloir-vivre qu'à force de compromis. Elle acclama Hitler entrant à Vienne, participait sans réserves à l'entreprise impérialiste allemande. Et, en 1945, il devint peu convenable de se souvenir à quel point le national-socialisme s'y était forgé, comme en Bavière.

Jonant très finement de son statut officiel de « première victime » du nazisme, la seconde République autrichienne fut la pierre de touche de la détente après la mort de Staline. L'expression même d'un consensus entre l'Est et l'Ouest. Les vertus d'une démocratie pacifique et paysanne, les roqueries démocratocristiennes, le génie aussi d'un grand chancelier socialiste, qui laissent à l'entrepreneur impérialiste ses lazzis, ses coups de langue, ses intrigues juives, cimentèrent petit à petit une amitié attendrie, presque un snobisme, pour la nouvelle Autriche, admirée au surplus pour sa stabilité économique.

Une édifiante manipulation

Du fait qu'il était enfin viable et cohérent, ce tronç d'empire devint Etat et nation, justifiait à long terme le découpage du traité de 1919. Le tout s'enroula dans l'explosion d'intérêt intellectuel qui traversa les réalités politiques : tous les héros de la Vienne de 1900, Freud, Mahler, Kraus, Schnitzler, und so weiter, entourèrent Kreisky pour parrainer en cette nouvelle Autriche la mère, la maîtresse, ou l'héritière bien lité de la relativisation de ce passé des années 40, celui de la banalisation du mal par lassitude et de son lien avec la raison d'Etat. Il était nécessaire que l'inspiration libertaire de Bernard Cohen et Luc Rosenzweig vienne y remettre en cause le cynisme ou la réconciliation.

Les seuls à appeler les choses par leur nom sont aujourd'hui les Verts, qui sont entrés en campagne contre un antisémitisme dont le regain de vigueur est patent, et l'association Nouvelle Autriche, née d'une pétition lancée au mois de mars pour réclamer le retrait de la candidature Waldheim et qui est en train de rassembler toute la fine fleur de l'intelligentsia viennoise. Ses animateurs ont organisé récemment avec des étudiants et des lycéens une manifestation publique sur les pogroms de la Nuit de cristal du 9 novembre 1938, puis un symposium sur l'état de l'Autriche auquel ont assisté environ mille cinq cents personnes. C'est peu, relativement, mais la façon dont ils sont courtois par le Parti socialiste montre que ce sont des gens qui comptent, et le secrétaire général du Parti populiste, M. Michael Graff, a sans doute manqué une occasion de se taire lorsqu'il les a traités récemment de « traitres à la patrie ».

A part cette petite agitation viennoise, rien. Les quatre épisodes du film Shoah diffusé par la télévision se sont égarés sans un bruit, à une heure, il est vrai, tardive, dans les édredons autrichiens. On ne veut pas entendre parler de ce passé-là et on ne comprend toujours pas pourquoi, si ce n'est par perfidie, l'étranger continue de s'acharner contre l'Autriche, encore une fois victime.

Dans les deux grands partis, le mot d'ordre était donc de ne sur-

AUTRICHE

Les élections législatives du 23 novembre

tout pas évoquer cette affaire pendant la campagne électorale. Il fut enfreint à plusieurs reprises par certains dirigeants du Parti populiste qui, ne pouvant s'empêcher de jouer sur cette corde-là, tellement bénéfique lors de l'élection présidentielle, s'en prirent à l'Etat d'Israël et à son « ingérence » dans les affaires autrichiennes.

Aucune réflexion critique sur les responsabilités des partis n'a été amorcée, aucune dissidence ne s'est manifestée. La discipline partisane et la compétition électorale semblent l'avoir résolulement emporté sur le malaise de ceux qui, chez les populistes comme chez les socialistes, se recommandent malgré tout d'une tradition antifasciste et qui ont très mal vécu ces derniers mois.

Vers une

« grande coalition »

Du côté socialiste, outre que des hommes ont changé, outre que le chancelier Franz Vranitzky a multiplié les gestes de fraternisation envers la petite communauté juive de Vienne, on se flatte d'avoir rompu avec le partenaire de la coalition gouvernementale, le Parti libéral, lorsque celui-ci s'est donné pour président M. Jörg Haider, représentant l'aile droite du parti, celle qui draine encore bon nombre de nostalgiques du national-socialisme. Cette rupture de la coalition qui est à l'origine des élections anticipées de dimanche est censée laver le parti de toutes les compromissions passées — de l'affaire Peter, de l'affaire Roder, préjudes à l'affaire Waldheim — mais force est bien de constater qu'elle est aussi indispensable pour préparer une grande coalition avec les populistes, seul moyen sans doute pour les socialistes de se maintenir au pouvoir, où ils sont depuis seize ans.

Alors, de quoi parle-t-on en cette veille d'élections ? D'abord, on parle peu. La campagne est morose, sans beaucoup d'affiches, sans grands meetings, sans passion. Est-ce parce que la situation économique est à ce point précaire que les mêmes remèdes s'imposent, quel que soit le gouvernement qui les mettra en œuvre ? Le Parti socialiste a en effet dû, ces derniers mois, renoncer au placard ses vieux dogmes, en raison notamment de la crise de l'important secteur de l'industrie nationalisée, pour une ligne

plus libérale et plus austère que plus rien ne distingue de celle des populistes... Mais tout est relatif : le chômage que l'on présente ici comme une catastrophe ne touche à ce jour que 5 % de la population active, et la situation n'est pas de celles qui ailleurs appelleraient la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Un système en panne

Si l'Autriche se renvoyait à une grande coalition qu'elle a déjà connue et dont elle garde plutôt un mauvais souvenir, c'est aussi parce que le système politique est en panne. Aucun des deux grands partis n'est aujourd'hui en mesure de remporter la majorité. La seule autre constellation possible serait donc une petite coalition entre populistes et libéraux. Ni les uns ni les autres ne l'ont a priori exclue, mais on songe à l'image qu'offrirait ce pays avec à sa présidence M. Waldheim et au gouvernement M. Jörg Haider, qui bien qu'insistant sur le fait qu'il est né dans les années 50, n'a pas moins clairement choisi les siens, notamment en acclamant le retour en Autriche du criminel de guerre Walter Rader.

Surtout, cette coalition aurait bien de la peine à se faire entendre des syndicats de l'industrie, qui avoueraient d'autant mieux la potion qu'elle leur sera administrée avec la bénédiction du Parti socialiste. Les forces laïques, syndicats et patronat, par souci d'efficacité mais aussi parce qu'il n'y a rien dans ce pays que l'on déteste autant que les conflits sociaux ou autres, poussent donc vers l'alliance des deux grands partis. C'est pain béni pour M. Haider, qui a beau jeu de rappeler le temps où ces deux partis se partageaient l'Etat, où l'accès au moindre poste de travail supposait qu'on présentât sa carte d'adhérent au parti dominant dans le secteur où dans la région. Le jeune chef du Parti libéral, qui ne recule ni devant la démagogie, ni devant l'opportunisme, semble en passe de se tailler dimanche un beau succès poujadiste. Les sondages donnent les Partis socialiste et populiste quasiment à égalité, et la presse se perd en conjectures devant une opinion bien lasse sur ce qui pourrait résulter de l'avance de l'un ou de l'autre. L'Autriche n'est décidément pas à l'heure d'un nouveau départ.

CLAIRE TRÉAN.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
Télécopieur : (1) 45-23-96-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Robert Beuve-Méry (1944-1969)

Directeur adjoint : Jacques Fauriol (1969-1982)

Directeur adjoint : André Laurens (1982-1985)

Directeur de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Robert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Sola

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ETRANGER (par mandat)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : veuillez nous en adresser un avis écrit, accompagné de votre ancienne adresse, pour éviter tout retard.

Joindre le dernier numéro d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les numéros de vos commandes d'abonnement.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 35-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde (USPS 705-610) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-49 36th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpost, P.O. Box 45-49 36th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

الشرق الأوسط

Les relations de l'Iran avec les Etats occidentaux

Plusieurs pays, dont la France auraient livré des armes à Téhéran selon le « Los Angeles Times »

Il s'est refusé à démentir l'état d'ébriété était le *« pays »* auquel le président américain Ronald Reagan, a fait référence sans le nommer — comme intermédiaire pour la livraison d'armes à un régime islamique de l'ayatollah Khomeïni.

Toutefois, M. Shamir a reconnu que si la fourniture d'armes à l'Iran pouvait permettre aux juifs de quitter librement leur pays — *« il faudrait examiner les problèmes sous ses aspects. Mais il est impossible de se livrer à des spéculations de ce type »*.

Il n'a fait remarquer que, selon les informations, la situation de la communauté juive iranienne ne *« s'est pas détériorée »* ces temps derniers prenant le contre-pied d'informations publiées par le *New York Times*. *« Nous suivons leur situation et nous devons être de faire ce que nous pouvons pour aider les juifs d'Iran »*, a-t-il ajouté.

[Au ministère des affaires étrangères à Paris, on dément catégoriquement l'information du *Los Angeles Times* selon laquelle la France avait livré des armes à l'Iran.]

entre Jérusalem et Colombe
raélien. M. Herzog

La coopération militaire entre Jérusalem et Colombo

Le président israélien, M. Herzog a effectué une visite-surprise à Sri-Lanka

titulaire à rang d'ambassadeur, pes empêché Sri-Lanka, confront la rébellion tamoule, de faire ap services de l'Elat juif. Coum l'Etat admet, dès août 1978, M. Douglass, ancien ambassade hankais à Jérusalem, Israël associe l'organisation des services de renseignements » de l'île et « fait pro Sri-Lanka de son immense ex rience dans la lutte contre le ter risme ». Israël a fourni à Sri-L vedettes affectées à la surve lance de ses côtes et qui visent empêcher le ravitaillement en ar et le renfort en hommes de la ré lion à partir du sud de l'Inde. Israël possède depuis 1964 un « bur d'Israël » semblable à ceux qu entretient dans une dizaine de p africains.

L'escale air-landaise de M. F zag met certes en présence de m causes à Israël par l'annula en extrins, pour cause d'instabi locale, de la visite prévue au P tines. Le séjour du président l'Elat juif à Manille aurait été principal temps fort d'un voyage A conduit successivement en A

Pénuries, chute dramatique de la livre et paupérisation

Sad (FINUL) a en trois mois trois blessés, des soldats fidjien dans l'explosion d'une voiture piégée. Les autres appartiennent à l'armée. Ces « accidents » risquent en tout cas de relancer le harcèlement dont FINUL était l'objet depuis que l'Iran avait proclamé en août dernier son rejet de la résolution 425 du Conseil de sécurité régissant la présence de la FINUL dans le sud du Liban.

Selon la version fournie par le Nations unies, la voiture piégée, un Mercedes ayant deux personnes à bord, était en train d'être fouillé par un coiffeur, au poste fidjien de la FINUL sur la route côtière, lorsqu'elle a explosé, tuant trois soldats de la FINUL et blessant trois autres. Les deux occupants de la voiture piégée sont également morts.

Bien qu'officiellement la France désavoue de la FINUL, continue de proclamer son intention de ne pas retirer son contingent, il est loisible d'être acquis que la Force des Nations unies sera maintenue l'expiration du son mandat, le 19 janvier 1987, dans moins de deux semaines. Le problème ne sera pas résolu avec la pause sur le terrain depuis le début d'octobre. Si la voiture piégée de ce jeudi devait marquer une reprise des harcèlements, se reposerait avec acuité.

Le sud du Liban demeure également la cible privilégiée de l'aviation israélienne qui multiplie les raids contre des positions palestiniennes ou considérées comme telles. Jeudi, une vingtaine d'hélicoptères ont bombardé à la roquette le port de Sidra, faisant trois morts. C'était le troisième raid en une semaine.

LUCIEN GEORGE

**été le théâtre
s anti-arabes**

juifs. Blessé à la tête, le député de « Liste des droits civiques » a transporté vers un hôpital proche.

Un activiste du mouvement d'opposition raciste anti-arabe Kach, rabbin Meir Kahane a été arrêté près des lieux en possession d'un couteau. Près de quatre cents policiers ont pris position jeudi soir. Shimon Hanevi pour éviter de nouveaux incidents. Par ailleurs, un Palestinien âgé de quatorze ans a été arrêté par la police à Jérusalem pour avoir proféré des « menaces mort » contre des Israéliens.

Le maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, a dénoncé jeudi les attaques anti-arabes, après avoir condamné « la lâche attente contre l'état d'indivision ». M. Kollek a estimé que les juifs qui se laissent de des actes de représailles aveugles « faisaient le jeu de l'OLP » démontrant que la coexistence juido-arabe est impossible à Jérusalem. Il a rappelé l'opposition de municipalité à la présence de l'Organisation de libération de la Palestine, en plein cœur du quartier musulman. — (A.F.P.)

Monde

TELEVISION

MUNICATION

Diplomatie

Onzième sommet franco-britannique

M^{me} Thatcher à Paris

M^{me} Thatcher est arrivée ce vendredi 21 novembre à Paris, pour y prendre part au onzième sommet franco-britannique (ces consultations régulières ont été instituées en 1976). Elle est accompagnée de quatre de ses ministres : Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, MM. Younger (défense), Jopling (agriculture) et Channon (industrie et commerce). Ceux-ci devaient s'entretenir avec leurs collègues français respectifs, MM. Jean-Bernard Raimond (auparavant M. Bernard Bosson, secrétaire d'Etat aux affaires européennes), André Girard, François Guillaume, Alain Madelin et Michel Noir.

Le premier ministre britannique a été reçu en tête à tête par M. Mitterrand à l'Élysée dans la matinée, puis, avant de revenir au palais pré-

sidentiel pour le déjeuner, par M. Chirac à Matignon. Une séance plénière de travail devait ensuite réunir les deux délégations, avant la traditionnelle conférence de presse commune à l'Élysée. Après un dîner de travail restreint avec M. Chirac, de nouveaux à l'hôtel Matignon, M^{me} Thatcher devait regagner Londres le soir-même.

Les affaires stratégiques figuraient en tête de l'ordre du jour de ces échanges de vues (le Monde du 21 novembre), après le récent voyage du premier ministre britannique à Washington. Les entretiens devaient également porter sur la lutte contre le terrorisme, la préparation du prochain conseil européen (envisagé à Londres les 5 et 6 décembre) et sur le tunnel sous la Manche.

Aux Nations unies

La motion condamnant le raid américain d'avril contre Tripoli n'a été votée que par soixante-dix-neuf pays

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, jeudi 20 novembre, une résolution condamnant le raid effectué le 15 avril dernier par l'aviation américaine contre la Libye. Présenté par plusieurs pays idéologiquement proches de Tripoli, ce texte s'appuyait sur la déclaration adoptée par l'Organisation de l'unité africaine lors de son sommet annuel. Mais, tandis que le texte de l'OUA était particulièrement dur à l'égard des États-Unis, celui qu'a adopté l'ONU évite toute condamnation directe de Washington et se borne à demander au gouvernement américain de « ne pas recourir à l'emploi ou à la menace de la force pour le règlement de litiges et de différends avec la Libye ».

Bien que la résolution fasse clairement référence à la charte de l'ONU et au droit international — qui, tous deux, regroupent ce genre d'attaque punitive — soixante-dix-neuf pays seulement y ont trouvé des raisons suffisantes pour soutenir ce qui était, à l'évidence, destiné à gêner les États-Unis. Vingt-huit pays ont voté contre le texte, trente-trois se sont abstenus, et dix-neuf n'ont pas pris part au vote.

Aussi la Libye est-elle soutenue essentiellement par les pays du bloc soviétique et les amis de celui-ci dans le tiers-monde, auxquels s'ajoutent certaines régions dites « progressistes ». Son soutien naturel, celui du monde arabe, a fait particulièrement défaut à Tripoli : trois membres de la Ligue arabe — Tunisie, Oman et Bahreïn — ont été absents au moment du vote, et l'Égypte s'est abstenue.

Côté africain, c'est l'échec : une seule voix contre, celle du Tchad, mais dix abstentions et six sièges vides, dont ceux du Sénégal et du Mali. Il est intéressant de noter que ces « non » déguisés se recrutent essentiellement en Afrique francophone, particulièrement visée, il est

vrai, par l'activisme du colonel Kadhafi, et que le groupe africain semble vouloir ménager les États-Unis un moment où il tente de mettre sur pied un débat au Conseil de sécurité sur les sanctions contre l'Afrique du Sud. La préparation de ce débat — pour lequel l'appui américain est essentiel — semble particulièrement difficile.

Surprise inverse pour l'Amérique latine : alors que l'Argentine a voté « oui » (sans doute en raison des Malvinas), la plupart des pays, y compris le Brésil et le Mexique, se sont abstenus. Les pays occidentaux ont voté contre le texte ; seules la Grèce et l'Irlande se sont abstenues. Les rares orateurs de l'Ouest ont expliqué leur vote par l'absence de référence au terrorisme : « Ce débat est faux, car il s'agit d'abord de terrorisme », a déclaré par exemple le délégué canadien.

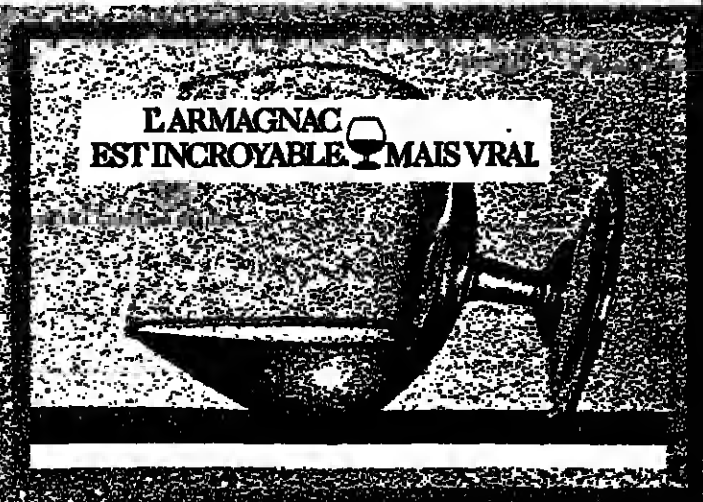
CHARLES LESCAUT.

● LIBÉRIA : pacte de non-agression avec la Sierra-Leone et la Guinée. — Les présidents Samuel Doe, du Libéria, Joseph Momoh, de Sierra-Leone, et Lansana Conté, de Guinée, ont signé, jeudi 20 novembre, à Monrovia, un pacte de non-agression et de coopération en matière de sécurité, prévoyant que l'un quelconque de leurs États ne pourra pas servir de sanctuaire pour des actions de déstabilisation visant un autre État. Il y a un an, le Libéria avait accusé la Sierra-Leone d'avoir accueilli une base d'entraînement de commandos ayant participé à une tentative de coup d'État contre le président Doe. — (UPI.)

● M. DELORS À L'ÉLYSÉE. — Le président de la Commission européenne de Bruxelles, M. Jacques Delors, a été reçu jeudi 20 novembre à l'Élysée par M. Mitterrand. L'entretien a été principalement consacré à la préparation du prochain sommet des Douze, qui aura lieu à Londres les 5 et 6 décembre prochain. M. Delors doit également rencontrer, avant la réunion de ce conseil européen, M^{me} Thatcher et le chancelier Kohl.

(Publié)
L.I.C.R.A.
(Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme)
XXXVI^e CONGRÈS NATIONAL
GRAND HOTEL 1, rue Auber - DIMANCHE 23 NOVEMBRE, à 15 heures
Colloque « LE DÉFI DES TERRORISTES »
présidé par SIMONE VEIL

AVEZ-VOUS VU LA CAMPAGNE D'AFFICHAGE POUR L'ARMAGNAC ?



L'amateur d'Armagnac sait bien que d'autres ne savent pas. Il sait préférer la saveur subtile à la séduction tapageuse. Sachez apprécier et consommer avec modération.

Océanie

Le voyage du pape

Jean-Paul II « adopté » par les Fidjiens

SUVA
de notre envoyé spécial

Jean-Paul II a été, vendredi 21 novembre, « adopté » par les Fidjiens. Sur le terrain de cricket, situé en plein centre de Suva, la modeste capitale de l'archipel, plus de cinq cents Fidjiens et Fidjiennes ont directement mis en œuvre le yaqona, la « cérémonie d'accueil » traditionnelle.

Les insulaires ont offert au pape, comme le faisaient leurs ancêtres, ce qu'ils avaient de mieux : des dents de baleine, le « pierre précieuse » de l'île ; le « kava », une amère décoction de poivre dont le pape but un bol entier sans sourciller ; un cocon grillé auquel il ne toucha point ; et un « meke », c'est-à-dire une danse très virevoltante de combats héroïques.

Que les rites expriment la vérité profonde des peuples, on le vit bien à Fidji, puisqu'il y eut, en réalité,

deux manifestations de bienvenue : avant le yaqona de la moitié fidjienne, c'est-à-dire mélanésienne, de la population, il y avait eu, en effet, une brève « bénédiction par le feu » de la part de ravissantes jeunes femmes en sur, au nom de cette autre moitié des citoyens fidjiens que sont les Indiens — arrivés dans l'archipel en siècle dernier comme travailleurs sous contrat dans les plantations et qui ont beaucoup prospéré depuis. Cette communauté, qui ne jouit pas aujourd'hui encore d'une totale égalité des droits (elle ne peut pas, par exemple, acquérir de terres), était, elle, venue accueillir le pontife à l'aéroport.

Jean-Paul II y a été reçu à l'aéroport en sa qualité de chef d'État par le gouverneur général Sir Ponia Ganan, qui représente la reine Elizabeth, demeurée chef de l'État après l'indépendance acquise en 1970.

Si Jean-Paul II avait choisi cette escale, c'est bien parce que, d'une part, l'archevêque de Suva, Mgr Petero Masera, a été élu président de la conférence épiscopale du Pacifique sud et que, d'autre part, la ville abrite un séminaire formant des prêtres pour une dizaine d'archipels « voisins » — de Samna aux Nouvelles-Hébrides en passant par Tonga, Wallis, les Carolines, Tahiti et la Nouvelle-Calédonie (1).

Jean-Paul II a semblé tout à fait convaincu qu'il y avait là un terrain où faire prospérer ses oisilles. Tout en assurant que « l'un des principaux buts de son pontificat était d'avancer sur le chemin de l'unité » des chrétiens, le pape n'a pas moins consacré son homélie à « l'exemple de la très Sainte Marie », un thème pas précisément océanique, en terre à dominante réformée.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Le pape a adressé un salut en français aux « pèlerins de Tahiti, des Îles Marquises, de Vanuatu, de Wallis-et-Futuna et de Nouvelle-Calédonie ».

Asie

AFGHANISTAN

M. Karmal abandonne ses fonctions de chef de l'État

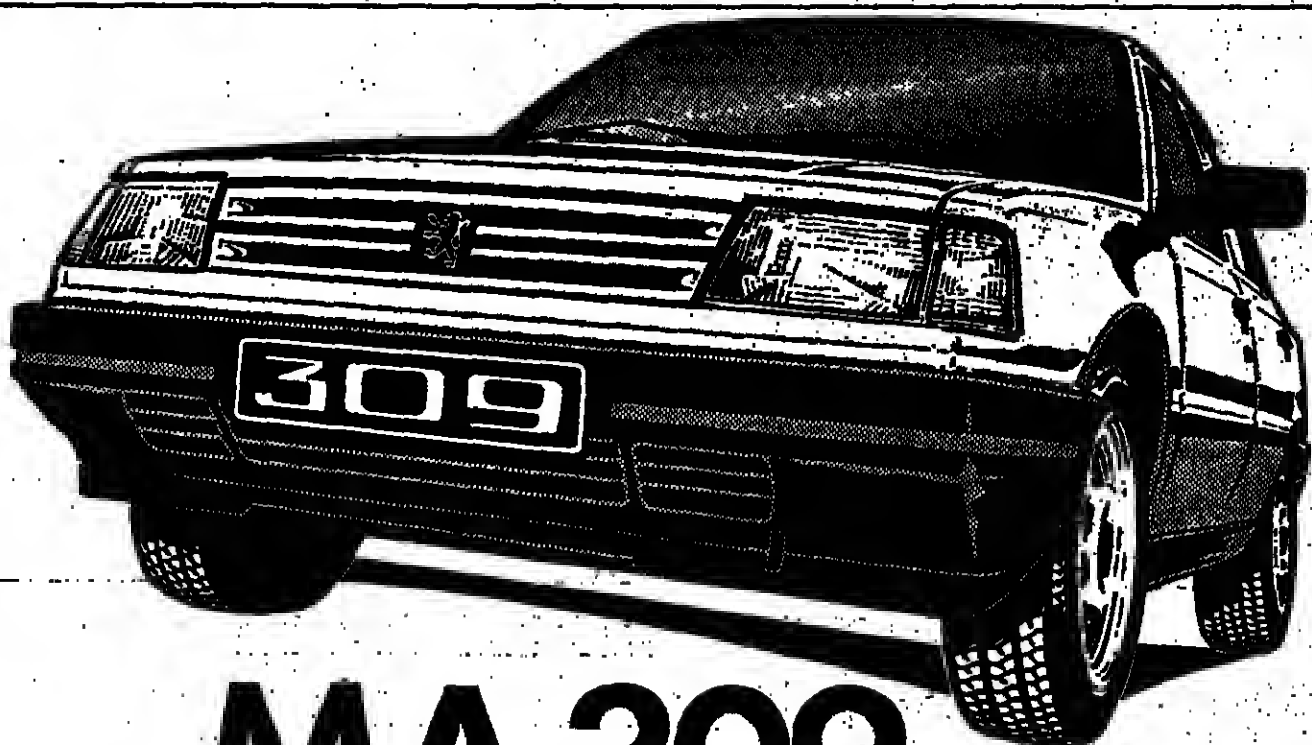
Le président afghan, M. Babrak Karmal, déjà remplacé en mai dernier à la tête du Parti démocratique du peuple afghan, le Parti communiste pro-soviétique au pouvoir à Kaboul, a été relevé, jeudi 20 novembre des dernières fonctions qu'il conservait au sein du régime, celles de chef de l'État et de membre du bureau politique du parti, a annoncé Radio-Kaboul. Le nouvel homme fort du régime, M. Najibullah, a expliqué que M. Karmal, âgé de cinquante-huit ans, avait présenté sa démission en raison de son état de santé, qui « se détériore de jour en jour ».

M. Karmal s'était rendu en Union soviétique à plusieurs reprises pour y subir des traitements médicaux depuis son accession au pouvoir en décembre 1979, lors de l'invasion du pays par l'armée rouge. Son éviction du poste de chef du parti, le 4 mai

dernier, avait déjà été présentée comme une démission pour raisons de santé à la suite d'un tel séjour à Moscou. Les fonctions qu'il avait conservées étaient essentiellement honorifiques et son départ définitif était inévitable. Son remplacement par M. Najibullah est apparu comme le résultat d'un renforcement de l'influence soviétique sur le régime de Kaboul. M. Karmal avait, le mois dernier, créé la surprise en dérangeant l'ordonnance du défilé militaire marquant le départ d'une unité soviétique de Kaboul sous la présidence de M. Najibullah, lorsqu'il s'était fait acclamer de façon impromptue par ses propres partisans. Cette manifestation spontanée de popularité pour l'ancien chef du régime avait été interprétée comme un signe des difficultés de la ligne la plus pro-soviétique du parti à s'imposer.

Les autorités de Kaboul n'ont pas sur le moment nommé de successeur au poste de président du Conseil révolutionnaire, organe suprême de l'État afghan. La séance du Conseil durant laquelle la démission de M. Karmal a été entérinée s'est tenue sous la présidence de M. Nur Ahmad Nur, un des membres du bureau politique du parti.

A Moscou, l'agence Tass a annoncé qu'un plénum du comité central du parti afghan, tenu le même jour, avait élu le ministre de la sécurité d'État, M. Gulistan Faruq Yaqubi, membre du bureau politique. Le ministre de l'Intérieur, M. Sayed Mohammad Gulabov, et le premier secrétaire de la Ligue démocratique de la jeunesse, M. Farid Mazdak, ont été élus membres suppléants du bureau politique. — (AFP, Reuters.)



MA 309
POUR 25 F PENDANT 59 MOIS
PAR JOUR.

C'est pas du cinéma!

Jusqu'au 15 décembre 86, le réseau Peugeot Talbot vous propose une location avec promesse de vente* à décaisser les budgets!
Avec un dépôt de garantie de 8 520 F et un 1^{er} loyer de 14 200 F. Et ensuite seulement 750 F par mois, pendant 59 mois, soit 25 F par jour. Valeur de rachat en fin de contrat : 11 360 F (dont 8 520 F de dépôt de garantie déjà versé). Coût total en cas d'acquisition : 69 810 F.

Faites vos comptes ! Une 309 pour 25 F par jour pendant 59 mois, ça, c'est pas du cinéma !

* Sous réserve d'acceptation de votre dossier par LOCADIN.

Modèle présenté : 309 A.M. 87. Prix tarifé au 14.11.86 : 56 800 F.



RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

مكتبة المجلد

Amériques

CHILI

Les partis socialistes s'interrogent sur la nécessité d'union de l'opposition

Alors que le dialogue se poursuit entre les partis d'opposition modérés et certains membres de la gauche chilienne, les mouvements de gauche s'interrogent sur la nécessité de l'union de l'opposition. Plusieurs dirigeants du PS-Brillantes (qui appartient à l'Alliance démocratique regroupant des partis de droite et du centre) terminent en

ce moment une tournée européenne qui les a conduits en Allemagne, en Italie, au Luxembourg, en Suède, en France et finalement en Espagne. M. Ricardo Nunez, président du parti, a insisté au cours de ce voyage sur « les risques d'une bipolarisation de la politique chilienne autour du problème de la lutte armée contre le général Pinochet ». Il

a souligné « la nécessité d'une issue politique pacifique grâce au dialogue avec les militaires, alliés à la mobilisation sociale ». A Santiago, le dirigeant du Mouvement démocratique populaire (MDP), gauche alliée au Parti communiste, M. German Correa, a de même écarté toute stratégie insurrectionnelle.

SANTIAGO-DU-CHILI
correspondance

Libre depuis seulement quelques jours, German Correa, président du Mouvement démocratique populaire, confesse en souriant que les deux mois de détention qui lui ont été infligés en vertu de l'état de siège lui auront au moins permis d'écouter plusieurs opéras à la radio. Mais le sourire du président du MDP s'efface vite lorsqu'il dénonce la répression qui s'est abattue sur les forces de gauche depuis septembre, et évoque la mort de son ami José Carrasco, journaliste communiste et membre du conseil national du MDP, assassiné par un commando non identifié quelques heures après la promulgation de l'état de siège.

Reconnaissant avoir été correctement traité durant sa détention, M. Correa précise que le commissariat où il a été « retenu » en compagnie d'autres dirigeants d'organisations politiques ou sociales, sans qu'aucune charge ait été produite contre eux, avait été spécialement équipé au début de l'année pour recevoir jusqu'à deux cents personnes, « ce qui indique clairement que la dictature n'a pas improvisé son coup de force contre le mouvement populaire ».

German Correa, qui est aussi l'un des principaux dirigeants d'un courant du Parti socialiste conduit par Clodomiro Almeyda, ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, estime que son premier objectif est de refaire l'unité de l'opposition, divisée aujourd'hui parce que « la démocratie chrétienne a rompu avec la gauche et s'efforce d'améliorer son image vis-à-vis des

forces armées ». « Les négociations amorcées entre partis du centre et militaires, dans les pires conditions qui soient, ne peuvent mener qu'à un échec ou à une complète capitulation, dit-il. Nous recherchons en permanence un accord entre la gauche et la DC pour constituer une force historique, nouvelle, telle qu'elle avait été esquissée en 1969 grâce au rapprochement pragmatique entre Allende et Torric ». (ce dernier était alors le candidat démocrate-chrétien à l'élection présidentielle).

Mais selon M. Correa, la division des forces d'opposition a été considérablement aggravée par la politique du PC. Le PS-Almeyda écarte, en effet, toute stratégie insurrectionnelle dans les circonstances actuelles et reproche à son allié communiste d'appliquer une ligne militariste « qui renforce la dynamique d'exclusion des partis du centre, et se trouve à son tour renforcée par celle-ci ». Revenant sur l'attentat contre le général Pinochet, le président du MDP insiste : « Ce n'est pas le chemin que nous voulons suivre,

notre politique repose sur la force et la conscience des masses ».

Sous-cieux de se démarquer des communistes, les socialistes sont bien décidés à accentuer leur autonomie au sein du MDP et à faire pression sur eux pour qu'ils reconsidèrent leur position. Cette espérance est fondée sur l'impression que le débat à l'intérieur du PC pourrait être plus vif qu'il n'y paraît. Ne dit-on pas, d'ailleurs, qu'un groupe de cadres de direction, dont la tête serait l'ancien sénateur Alejandro Toro, remettrait fortement en cause la ligne dite de « rébellion populaire » ?

Cette recherche de la différence dans l'union est pour le moment bénéfique pour le PS-Almeyda, dont le candidat aux élections internes à la Fédération des étudiants de l'université du Chili (FECH) vient d'obtenir le meilleur résultat à gauche, devant pour la première fois son collègue communiste. Si l'on ajoute au score almeydiste celui du PS membre de l'Alliance démocratique — ce qui, pour le moment, tient plus de l'arithmétique que de la politique — on constate que, malgré sa crise interne, le socialisme chilien est la première force universitaire. La réunification du parti n'est cependant pas envisageable dans l'immédiat, même si German Correa, qui a eu l'occasion de s'entretenir longuement avec Ricardo Lagos, dirigeant des socialistes de l'Alliance et détenu lui aussi pendant les premières années de l'état de siège, admet qu'il existe entre les deux secteurs « des points d'accord dans l'analyse de la situation nationale ».

GILLES BAUDIN.

CANADA

La fureur des Indiens du Labrador contre l'OTAN

Il faut se méfier des idées reçues et ne pas croire, par exemple, que le Labrador est un espace déspeuplé voué au silence éternel des étendues glacées. Pour les douze mille Atikamek et Montagnais, peuplades amérindiennes qui sont les habitants originels de ces vastes contrées du nord du Québec, la région est même devenue de moins en moins vivable au raison du vacarme que font au-dessus de leurs têtes les bombardiers de la base militaire située à Goose-Bay.

Créée en 1941 à la suite d'une entente entre les gouvernements britannique, canadien et américain, la base de Goose-Bay, établie sur la rive nord du lac Melville, un fjord profond dans lequel se jette la Churchill River et qui s'ouvre sur la mer du Labrador, a connu pendant la seconde guerre mondiale une intense activité. Elle servait alors au ravitaillement des chasseurs et bombardiers entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Douze mille militaires, à cette époque, y résidaient. Au cours des trois décennies qui ont suivi la fin des hostilités, la base perdit progressivement de son importance.

Mais, en 1981, les activités militaires de Goose Bay étaient relancées. Deux aires d'entraînement pour des vols à basse altitude représentant une superficie totale de quelque 50 000 m² étaient mises à la disposition de plusieurs pays de l'OTAN. A l'heure actuelle, la présence la plus importante est celle de la République fédérale qui y stationne vingt-deux F-4 et jets Alpha. Des Tornados britanniques, des C-130 et des C-141 participent aussi quotidiennement à des vols à basse altitude et à des exercices communs. Au total, la base compte aujourd'hui un personnel permanent de six cent trente personnes et accueille annuellement un millier de militaires pour des périodes plus ou moins longues.

En principe, les vols ne doivent pas se faire à proximité des campements de trappeurs et de chasseurs indiens. Des directives existent fixant des distances

minimales. Les Indiens Inuits (autre nom des Montagnais) se plaignent toutefois que ces ordres ne soient pas respectés, parfois, estimant-ils, intentionnellement. Il en résulte, affirment-ils, pour la population inuit, surtout pour les enfants et les vieillards, des réactions de panique, des psychoses, sans compter les dommages sur l'environnement (pollution des rivières et des lacs par les gaz d'échappement des appareils militaires, perturbation de la faune, source de revenus appréciables des populations non sédentaires).

L'indignation des Amérindiens est alimentée par les projets de l'OTAN de développer la base de Goose-Bay en y installant en permanence cent vingt appareils d'entraînement. Le nombre des sorties quotidiennes d'avions, qui est actuellement de trente à cinquante, passerait à environ deux cents, dont la moitié serait des vols à basse altitude. Jeudi 20 novembre, une délégation du conseil Atikamek-Montagnais, conduite par son président, le chef Gaston McKenzie et M. Bernard Cleary, coordonnateur des négociations avec les autorités canadiennes sur le dossier territorial, a remis à l'OTAN, à Bruxelles, une requête exprimant l'opposition catégorique des Inuits au projet d'extension de Goose-Bay.

Les Inuits demandant que rien ne soit entrepris par le gouvernement fédéral canadien à Goose-Bay tant que les négociations territoriales acceptées par Ottawa en 1979 et qui sont entrées depuis six mois dans une phase plus active ne seront pas terminées.

Si l'activité militaire de Goose-Bay est très mal supportée par les Inuits pour des raisons culturelles, sociales et écologiques, il faut toutefois noter que, pour la communauté « blanche » de la ville (sept mille habitants), le développement de la base est plutôt perçu comme un bienfait économique, notamment pour les conséquences qui en sont attendues en matière d'emploi.

MANUEL LUCBERT.

Un prêt de 250 millions de dollars de la Banque mondiale

Washington. — La Banque mondiale a approuvé, jeudi 20 novembre, l'octroi au Chili d'un prêt d'ajustement structurel de 250 millions de dollars, en dépit de l'abstention des Etats-Unis, qui ont exprimé à cette occasion leur « grave préoccupation » quant à la situation des droits de l'homme dans ce pays. La position américaine a cependant connu un certain assouplissement. A la fin du mois de juillet, le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines avait déclaré devant le Congrès qu'il recommanderait un vote « négatif » s'il devait alors prendre une décision.

Selon des sources proches de la Banque mondiale, seuls l'Italie, le Danemark, la Suède et la Norvège ont voté contre. La France,

la Canada, l'Autriche, l'Espagne et les Pays-Bas s'abstenant avec les Etats-Unis, ce prêt a pu être approuvé — de justesse — par le conseil des administrateurs de l'institution internationale.

M. Charles Radman, porte-parole du département d'Etat américain, n'a pas indiqué pour quoi le gouvernement américain avait finalement décidé de s'abstenir. Tout en notant que les Etats-Unis sont conscients des « mérites » de ce prêt et de la politique de libéralisme économique poursuivie par Santiago, le porte-parole a souligné l'importance que Washington attache à « l'absence d'un climat politique de liberté » et à « la persistance de problèmes de droits de l'homme » au Chili. — (AFP, UPI.)

Rio: 5850 F avec Jumbo Charter. Seuls les oiseaux paient moins cher



70 destinations (15 de nombreuses autres en prévision). Des vols directs de Paris, sans détour par Bruxelles, vers 3614 Jumbo, Paris 47 05 01 95 / Lyon 78 42 60 77. Les vols Amsterdam. Des billets en vente dans toutes les agences de voyages agréées. La sécurité en ligne. Marseille 91 22 19 19 / Nice 93 82 11 75. St-Etienne 77 32 39 81 / Lyon 21 78 37 15 59.

Jumbo
CHARTER

Politique

la ratification de l'Acte unique européen

qu'il est « un pas extrêmement dangereux dans la voie de l'intégration capitaliste sur les plans économique, politique et militaire ».

C'est M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF, Puy-de-Dôme) qui lui répond. Il affirme que « les nations européennes sont solidaires plus qu'elles ne le croient, plus qu'elles ne le disent, plus qu'elles ne le décrivent ». Puis l'ancien président de la République se félicite que cette ratification « démontre la continuité de la politique européenne de la France ». Il y voit des traces de « certaines propositions faites sous la présidence du général de Gaulle », et la consolidation « des trois avancées françaises : le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, créé en 1974, le système monétaire européen, « que j'ai créé en 1978 avec le chancelier Schmidt », le Parlement européen dont l'élection au suffrage universel fut décidée quand il était à l'Elysée.

L'ancien chef de l'Etat explique aussi que la règle de l'unanimité « a bénéficié à de petits pays en leur permettant de bloquer le fonctionnement de la Communauté pour obtenir des avantages particuliers » et que son utilisation « a été des dernières années en fait contraire à l'intérêt de la France ». Il fait aussi remarquer que l'échec de 1992 pour l'institution d'un marché unique « est loin d'être comparable aux ambitions des signataires du traité, et, parce que l'initiative, il faudra la tenir ». Prenant un exemple, il demande « où est la volonté politique » si l'on ne peut réduire en six ans l'écart de 3 points qui existe sur les taux de TVA. Il demande donc au premier ministre « d'avoir la volonté politique de respecter l'échéance et de ne rien proposer — nous-mêmes étant décidés à ne rien voter — qui trait en sens contraire » d'un rapprochement des structures fiscales et législatives des douze pays européens. Or déjà il s'agit, dans ce cadre, du contenu de la future ordonnance sur le droit de la concurrence.

« Il faut aller plus loin » que l'Acte unique, affirme aussi M. Giscard d'Estaing. Il demande donc à M. Chirac de se fixer « pour objectif » de donner « une monnaie à l'Europe » à la date du 31 décembre 1992, et de prendre « une initiative, au nom de la France, pour proposer une solution assurant une présidence stable au Conseil de l'Europe ». Evoquant la rencontre russo-américaine de Reykjavik, il déclare : « Je souhaite qu'il n'y ait plus de vide et de silence de l'Europe sur les grands problèmes qui touchent à sa sécurité et à sa dignité ».

Soulignant les diverses prises de position sur l'Europe, l'ancien président de la République explique : « Il y a d'un côté ceux pour qui l'Europe est souhaitable ; j'en suis ; et, de l'autre, ceux pour qui elle est inévitable ». Or, pour lui, les Français ne peuvent « être les marges de l'Europe. Nous avons à saisir la chance historique qui s'offre à nous : celle d'être le seul grand pays à pouvoir pour le moment assurer le leadership de l'Europe », car la Grande-Bretagne « ne croit pas à l'Allemagne l'ombre de ce qui s'est passé ».

La question préalable est alors repoussée par 533 voix (PS, RPR, UDF, FN) contre 35 (PC).

Dans la discussion générale M. Bruno Mégret (FN, Isère) explique que son mouvement « accepte la délégation de souveraineté à condition qu'elle s'opère au profit d'institutions qui en valent la peine. Ce n'est pas le cas des institutions de Bruxelles actuelles ». Pour lui, « depuis plus de vingt ans, la Communauté européenne plétine comme un coureur à contre-courant sur un tapis roulant », car « fondée sur les impératifs marchands, l'Europe de Bruxelles est naturellement celle des marchandages. (...) Au lieu d'être une authentique communauté, elle devient un facteur de destruction des identités et s'expose au vent fou de toutes les influences subversives ». Favourable à « la défense européenne de l'Europe », à la coopération politique s'il s'agit « d'une politique de puissance », il ajoute que la France doit « être le fédérateur plus fort et plus déterminé que les autres ».

Mme Catherine Lalumière (PS, Gironde) insiste sur la nécessité de « favoriser une plus grande cohésion économique et sociale » et explique que « l'idéologie libérale s'accroît mal des mécanismes communautaires fondés sur des volontarismes ». Elle constate aussi que les « hésitations (au sein du RPR), pour ne pas dire cette cacophonie, est préjudiciable à l'Europe et à notre pays ».

Effectivement, M. Jean de Gaillet (RPR, Deux-Sèvres) confirme que ce débat lui pose « un problème de conscience, comme il en pose un à la grande famille RPR », car pour lui « cet Acte unique n'a rien qui puisse particulièrement enthousiasmer les Français ». Après avoir défendu l'œuvre européenne de son grand-père, le général de Gaulle, il décrit les nombreuses objections faites à l'Acte unique par certains membres du RPR, mais conclut que le vote de son groupe sera « celui de la confiance à l'égard du gouvernement », étant donné qu'il est sûr que M. Chirac s'opposera « à tout transfert de souveraineté (...) en évoquant chaque fois que cela sera nécessaire l'accord de Luxembourg ».

M. Debré : contraire à la Constitution

A l'inverse M. Jean-Marie Caro (UDF, Bas-Rhin) émet des « réserves » sur « un certain nombre d'insuffisances du texte », regrettant notamment, comme M. Jean-Marie Duillet (UDF, Manche), que les problèmes de sécurité ne soient pas pris en charge par la Communauté européenne.

M. Michel Debré (RPR, la Réunion) s'élève alors que le gouvernement socialiste ait signé « un acte qui se veut un renforcement du marché commun alors que par ailleurs notre situation économique était déplorable ». Soulignant la différence entre la France et ses voisins, il déclare : « Que signifie dès lors l'identité à laquelle on nous convie », alors que « nous ne sommes pas identiques et que nous ne devons pas être identiques ». Il

souligne aussi les « conceptions erronées » et les « contradictions » de l'Acte unique. Il s'interroge surtout de la volonté de certains de « briser » la « déclaration de Luxembourg » — même s'il apprécie la « salubrité » avec laquelle M. Chirac a dit qu'elle « sera maintenue », et réaffirme que le texte en discussion va « à l'encontre de la Constitution », en permettant à « une autorité internationale statuant, le cas échéant, contre l'avis du gouvernement français de modifier une disposition législative ».

M. Jean Foyer (RPR, Maine-et-Loire) développe longuement cette analyse juridique et regrette que le Conseil constitutionnel n'ait pas été saisi.

Dans sa réponse aux intervenants, le ministre des affaires étrangères affirme, après les propos de M. Giscard d'Estaing, qu'il est d'accord pour faire progresser la coopération monétaire, que l'objectif du grand marché en 1992 est « ambitieux mais réaliste », car l'Acte unique donne les moyens de l'atteindre, mais que cette date n'a pas d'effets juridiques. En revanche, il lui paraît difficile de proposer une nouvelle modification du traité pour permettre la « stabilité » de la présidence du conseil européen : de plus, cela serait difficile car il est composé des représentants des Etats membres, et la France tient à cette situation.

Aux orateurs socialistes, M. Raymond Lemaire (PS, Seine-Maritime) réplique que le gouvernement a fait beaucoup pour développer l'action européenne et que le marché intérieur suppose une « convergence des politiques économiques et financières », et que donc « le libéralisme est au cœur du Marché commun ». Quant à M. Bosson, il redit qu'il n'y a pas d'évolution institutionnelle par rapport au traité de Rome. Il affirme qu'il n'y aura pas de règlements européens dans des domaines relevant du pouvoir du Parlement français, et que, si « l'hypothèse d'écoute », cela se produisait, l'arrangement de Luxembourg jouerait.

Après qu'une motion de renvoi en commission défendue par les communistes, a été repoussée, le projet de loi est adopté par 498 voix (PS, RPR, UDF) contre 35 (PC), le FN s'abstenant.

Th. B.

L'aisance de M. Giscard d'Estaing

LES chiffres ne doivent pas camoufler la réalité. Malgré l'opposition des communistes, l'abstention du Front national, plus un seul homme politique n'ose se prononcer contre l'Europe. L'évolution est d'importance. A l'inverse, le vote approuvant commun du PS, du RPR et de l'UDF ne doit pas être traduit comme l'émergence d'un consensus européen en France. Les divergences entre les uns et les autres sont trop fortes pour les passer par pertes et profits. Certes, la grande masse des députés RPR a refusé de suivre M. Michel Debré dans sa fronde anti-européenne. Mais elle a clairement manifesté qu'elle ne suivait le premier ministre qu'en traînant les pieds. Il est vrai que, pour une fois, M. Jacques Chirac n'a pas cherché à lui dire ce qu'elle voulait entendre.

Entre les deux catégories de européens que distingue M. Valéry Giscard d'Estaing, celle du cœur et celle de la raison, le premier ministre annonce qu'il choisit de se ranger dans la première. Alors que la plupart de ses amis se classent dans la seconde. Tous les UDF et tous les socialistes — du moins ceux qui sont intervenus — se situent exceptionnellement dans le même camp que M. Jacques Chirac. Mais, apparemment, ni les uns ni les autres ne sont convaincus par l'engagement verbal du chef du gouvernement. L'ancien président de la République paraît même si peu assuré des convictions de son ancien premier ministre qu'il ne cesse de lui donner des conseils de bon comportement européen.

Fier de l'œuvre européenne qu'il a accomplie, manifestement tout prêt à utiliser encore ses compétences en ce domaine, tant le portrait-robot d'un président du conseil européen qu'il a esquissé était transparent, le député du Puy-de-Dôme a trouvé là

un terrain où il est parfaitement à son aise : il peut à la fois y régler ses comptes de politique intérieure et démontrer sa connaissance des dossiers internationaux. Mais, après tant de discours où les hommes politiques ne savent parler de l'Europe qu'à travers les quotas laitiers, les montants compensatoires monétaires, les quotas de marchés de tapis de Bruxelles, il est réconfortant de s'apercevoir que l'Europe peut avoir aussi une autre dimension : être encore une grande ambition.

THIERRY BRÉHER.

M. Mitterrand ferait un bon président selon la SOFRES

M. François Mitterrand reste la personnalité qui remplirait le mieux les fonctions de président de la République, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le vendredi 20 novembre, dans le *Nouvel Observateur* (1).

Avec 47 % d'avis en sa faveur, le chef de l'Etat perd néanmoins 1 point par rapport aux résultats de l'étude effectuée en septembre (*Le Monde* du 27 septembre). Il est talonné par MM. Michel Rocard (46 %) qui gagne 2 points, et Raymond Barre (45 %) qui en perd 2. Légèrement distancé, M. Jacques Chirac est crédité de 38 % d'avis positifs (au lieu de 37 %). Ce groupe de tête creuse l'écart par rapport à MM. François Léotard (30 %) et Laurent Fabius (28 %) qui perdent tous deux 3 points, et Valéry Giscard d'Estaing qui ne recueille que 24 % d'avis favorables (au lieu de 28 %). M. André Lejolis est toujours en dernière position, avec 5 % d'opinions positives, tandis que M. Jean-Marie Le Pen améliore son crédit (8 %) en gagnant 2 points.

(1) Sondage effectué du 6 au 12 novembre, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

Laser ou jamais !

Comment la Fnac vous aide à passer au laser.



- 36 platines laser sélectionnées dans le dossier Hi-Fi.
- Le crédit spécial « Musique-laser ».
- -20 % sur tous les nouveaux disques compact et sur la sélection des disques de la Fnac.
- Un choix de plus de 10 000 titres.

fnac

Politique

La réforme électorale

Satisfactions et satisfecits

La décision du Conseil constitutionnel approuvant le nouveau découpage des circonscriptions électorales législatives ne doit pas passer inaperçue du grand public. Depuis plusieurs mois, cette réforme ne semblait en effet n'intéresser que la classe politique et les assemblées parlementaires. Maintenant qu'elle est réalisée, c'est la nation tout entière qui est concernée. Tel est le message que le gouvernement souhaite faire passer, et c'est pour cela que M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, a été chargé de dire qu'elle est « un événement considérable qui recouvre l'ensemble du panorama politique et qui aura des conséquences très importantes pour l'avenir ».

L'Hôtel Matignon attache une grande importance au dernier considérant de la décision, qui indique notamment que le Conseil constitutionnel ne se reconnaît pas un « pouvoir général d'appréciation identique à celui du Parlement ». On se félicite donc que les « neuf » du Palais-Royal reconnaissent ainsi solennellement qu'ils ne constituent pas un « gouvernement des juges ». On ne va pas jusqu'à dire que le Conseil constitutionnel fait une sorte de mea culpa, mais on le pense assez fort. On enregistre avec satisfaction que les limites de la compétence du Conseil soient ainsi

publiquement fixées, ce qui pourrait éviter à l'avenir les contestations et les procès d'intention qui ont été récemment faits.

M. Chirac a saisi cette occasion pour faire de nouveau l'éloge du scrutin uninominal majoritaire à deux tours en demandant à M. Baudouin de dire que « le contact entre l'élu et l'électeur va reprendre une importance considérable, que le combat politique va devenir plus clair, que l'électeur saura vraiment qui le représente et que la toute-puissance des états-majors des partis politiques va un peu diminuer ». Le porte-parole du premier ministre n'a pas parlé des conséquences de cette réforme sur la liberté d'action du président de la République qui s'en trouve quelque peu réduite. Il s'est contenté de dire que « sur la cohabitation aussi, l'éclairage change un peu ».

En revanche, M. Chirac n'a pas mesuré ses hommages à M. Pasqua, soulignant « l'excellence de son travail, sa très grande prudence et les précautions minutieuses et multiples qu'il avait prises pour tenir les promesses faites par le gouvernement au pays ».

En somme, cette réforme menée à bien provoque satisfactions et satisfecits.

A.P.

Général André Dubroca

LA FRANCE SANS DEFENSE?

« Pour la première fois, un officier général réagit avec la fraîcheur d'âme d'un jeune capitaine, qui voudrait que la "machine" militaire tourne mieux, qu'elle ait davantage de tonus opérationnel... un "check-up" courageux pour la santé des armées françaises. »

JACQUES ISNARD « LE MONDE »

« Si un conflit majeur éclatait demain, notre pays serait-il en mesure de faire face ? Risquons-nous de connaître un nouveau Mai 40 ? C'est la question à laquelle répond le général Dubroca qui constate que nous ne sommes pas prêts. »

PAUL WERDUS « LE QUOTIDIEN DE PARIS »

PLON

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

À droite, désormais, pèse du même poids de mort que son adversaire. Du moins au chapitre des crimes individualisés. Car, à celui des crimes aveugles, elle a plutôt de l'avance. La droite ne peut plus se draper dans les fautes supposées de ses prédécesseurs pour s'en faire un manteau de Noël volant ses propres débris. Le meurtre du général Audran était un échec du gouvernement d'ailleurs, celui de Georges Besse en est un pour le gouvernement en place. Au pouvoir, on ne s'exonère pas des morts.

Ces morts donnent terriblement tort aux marchands de certitudes. Sur ce terrain, il n'y a que lorsque le résultat est acquis qu'il est honnête de le promettre. M. Joxe observait cette règle de silence à laquelle M. Pasqua (et M. Chirac) aurait pu se rallier sans déroger. Auparavant, il ne peut s'agir que de rumeurs, de montages ou de tromperies. C'est tenir boutique d'illusions. Avant de menacer les coupables des plus sévères sanctions, il faut les attraper. Faute d'y parvenir, il convient de faire montre d'une saine attitude : la modestie. Même si à l'impossible nul n'est tenu, le ministre de l'Intérieur pourrait se faire à cette idée. Ce serait toujours ça.

D'autant qu'il est vain d'imaginer qu'il serait possible de protéger toutes les cibles humaines qui existent sur le territoire français. Il en est trop, de ces dirigeants dont on assassine la fonction autant que la personne. Et quel symbole que celui de Georges Besse, qui réunissait en lui, numéroté un d'une entreprise nationalisée, la plus grande, la plus célèbre, les attributs du capital et ceux de l'État !

Aurait-on, par un calcul affreux, sélectionné les élus de la protection que cela n'apporterait aucune garantie mais la démonstration d'un repli de la puissance publique. Aldo Moro avait été enlevé alors qu'il était entouré d'une glorieuse garde du corps. Ronald Reagan a bien failli périr en dépit de la nuée de policiers qui veillent sur chacun de ses faits et gestes (quant aux paroles, il a d'autres gardiens, à l'efficacité aussi incertaine).

Le jour où des petits plectres de meurtre se prennent pour des grands de la violence politique, où des infirmes de la pensée croient avoir ressuscité Lénine en confondant la République européenne avec la sainte Russie de Nicolas II ; le jour où des rêves sanglants estiment que la violence leur donnera dans l'histoire une place que leurs capacités excluent alors qu'ils sont vivants ; le jour où de tels hommes, ayant rompu toute amitié avec la raison, demandent aux fusils la preuve de leur existence et aux balles la beauté de leur âme, il n'est pas de police qui puisse empêcher de déclencher le pistolet qui sèmera l'effroi et la peine. Dire cela n'est pas une absolue du gouvernement, c'est un constat.

Lorsque viendra le terme de ces Années de plomb à la française, il faudra que leurs auteurs disent pourquoi ils ont eu se bâtir un avenir de la mort des autres, et à quelle fin. Car nul ne peut croire qu'ils aient encore foi dans la finalité politique dont ils se travestissent. Toute révolution est morte dans un pays qui s'enorgueillit du nombre de ses propriétaires immobiliers, toute éducation, dans une nation qui fait de ses embouteillages un événement hebdomadaire. La Révolution ne sera célébrée en 1989 que parce qu'elle est, au Panthéon, enfermée pour toujours.

Ces gens paraissent tuer comme d'autres tombent du haut d'une falaise, agités de mouvements fous dont ils escomptent inutilement un résultat. Faute de pouvoir accomplir leur

été confirmée pour un mineur de quinze ans. Les sept autres auteurs de la fusillade — qui avait fait dix morts mélanésiens, dont les deux frères de Jean-Marie Tjibaou, en décembre 1984 — comparaîtront donc devant la cour d'assises de Nouméa, vraisemblablement au février ou en mars prochains. Ils continueront cependant, au cours de ce délai, de bénéficier de la liberté provisoire.

PRÉCISION. — A la suite de la publication d'un article sur les événements du PCF du Puy-de-Dôme (le Monde du 18 novembre) dans lequel un élu évoquait « la menace de licenciement qui pèserait sur M. Jean-Pierre Antignac, permanent chargé du secrétariat fédéral », M. Guillaume Laybros, secrétaire

fédéral, nous a fait savoir que M. Antignac n'est pas licencié et qu'il n'en a « jamais été question ». Selon lui, il parait toujours son salaire bien qu'il ait démissionné de ses fonctions « de sa propre initiative ». M. Laybros nous a précisé que les instances fédérales font « le maximum » pour aider M. Antignac à trouver un nouvel emploi.

La droite s'est toujours voulue la seule gardienne authentique et respectable des institutions. Non sans raison, puisque c'est elle qui les a voulues en 1958 (avec la bénédiction de la SFIO de Guy Mollet) en foulant aux pieds les institutions de la République précédente. Mais les institutions ne se bornent pas à présider et au Parlement. Le Conseil d'Etat a droit lui aussi à ce nom.

Dans son ardeur à le discréditer — de quoi s'agit-il d'autre ? — le gouvernement applique le proverbe bien connu : « Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. »

Mais comme il serait difficile de faire passer le Conseil d'Etat pour une assemblée d'engagés, le rumeur est lancée, encore plus crûment cette fois-ci, qu'ils sont atteints de politique. La rumeur ? L'affirmation.

Non sans harmonie, MM. Chabanon et Pasqua disent en gros ceci : il faut distinguer le Conseil d'Etat-juge du Conseil d'Etat-conseiller. Le premier est intouchable, le second critiquable, l'un indépendant, l'autre à la botte. Ce que décide le juge n'impose à tous, ce que suggère le conseiller ne vaut pas tripté. A moins que cela ne serve notre cause. D'ailleurs, les avis du conseiller doivent demeurer secrets, sauf si le gouvernement décide de les rendre publics (ce qui est exact). Autrement dit, si l'avis me convient, je le fais connaître, si le gène, je mets la boisson dessus.

Si, défavorable, il est connu contre mon gré, c'est la démonstration que l'Assemblée qui l'a émis est politique. Tenez donc l'Assemblée que toute institution, fût-elle juridictionnelle, qui donne tort à la majorité est ipso facto politique ; ou bien que cette institution a politiquement tort parce qu'elle a juridiquement raison ?

Contestables entretiens que ceux auxquels se livrent ces deux ministres. Mais le Conseil d'Etat pourrait-il en inspirer pour aller se plaindre auprès du garde des sceaux, son protecteur théorique, des injures qu'il subit de la part d'un dirigeant RPR ?

Parce que l'avis du Conseil sur la réforme de la nationalité a été publié dans la presse, M. Pasqua y voit la main de la gauche (pourquoi pas « la main de l'étranger » ?). Il a pourtant bien scrupuleux aux connaissances de la vie administrative que l'exemple divulgué portait le cachet de l'Hôtel Matignon. La gauche s'y serait-elle mélangée dans quelque souper ?

Et puis quoi, les fuites ! La démocratie n'en vit-elle pas ? N'est-elle pas soupçonneuse, la loi dont on cache les préliminaires ? Ce ne sont tout de même pas des secrets de défense nationale qui ont ainsi été révélés. Ni même la couleur du caleçon ministériel.

Si le gouvernement était aussi sûr de la loyauté de ses choix qu'il le prétend, il ne glapirait pas de la sorte. Qu'il se sente morveux se mouche.

PLAN EPARGNE-RETRAITE

100%

POUR VIVRE VOTRE RETRAITE A 100%

Il vous faut un complément de revenus : le Crédit Agricole vous propose le Plan Epargne-Retraite (*). C'est un plan simple et sûr : un premier versement minimum, puis des versements réguliers jusqu'à l'âge de la retraite (au minimum 300 francs par mois).

Le Plan Epargne-Retraite vous rapporte un intérêt annuel.

Vous bénéficiez en outre d'avantages fiscaux. On ne fait pas plus simple, on ne fait pas plus sûr.

(*) Le Plan Epargne-Retraite est un contrat collectif d'assurance sur la vie à gestion paritaire, souscrit par l'ANDECAM (dont le Crédit Agricole est mandataire), auprès de PREDICA, entreprise régie par le Code des Assurances.

CRÉDIT AGRICOLE

LE BON SENS PRES DE CHEZ VOUS.

Politique

Les difficultés de la presse communiste

Rumeur à «la Marseillaise» : «Jean-Noël va partir...»

Une partie de la presse communiste traverse-t-elle une crise d'identité ? Au moment où la direction du PCF prône officiellement «l'union et le rassemblement», deux publications communistes voient certains de leurs journalistes démissionner. La direction dément. Quoi qu'il en soit, tant au quotidien la Marseillaise qu'à l'hebdomadaire Révolution, sous des formes différentes, le vent de fronde est bien réel.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Le «New-York» bruit d'une rumeur : «Jean-Noël va partir». Situé face au Vieux Port, l'établissement est un des quartiers généraux du PCF. Les dirigeants de l'ONGC Nice viennent y déjeuner quand leur équipe rencontre le cours de Tapio-Hidalgo dans la cité phocéenne, des adjoints du successeur de Gaston Defferre à la mairie y descendent faire un brin de causette à l'heure du pastel, et les responsables économiques y tiennent des conversations d'affaires. On boit du bon vin et on fume de gros cigares. Parfois, Jean-Noël fait une apparition. Le rédacteur en chef de la Marseillaise, Jean-Noël Tassez, symbolise à lui seul la crise que traverse le quotidien régional communiste. «Il va partir», assure un habitué du «New-York». Lui reste muet.

Reprie les armes à la main par les résistants communistes à la libération de Marseille, les locaux du Petit Marseillais, devenu plus tard la Marseillaise, sont le théâtre d'une fronde de la rédaction contre la direction du PCF et plus précisément contre M. Roland Leroy, «patron» de toute la presse communiste. Les jeunes journalistes de la «maison» veulent faire «un vrai journal, pas une feuille de propagande». Ils ne renouent pas en cause la «sensibilité communiste» de la Marseillaise, mais ils veulent avoir les coudees franches pour faire «un produit commercial» qui se vende.

M. Roland Leroy, qui ne semble pas l'entendre de cette oreille, est

accusé par ces journalistes de vouloir «remettre au pas» leur quotidien. Il est en tout cas le premier à l'avoir laissé supposer en publiant, dans l'Humanité du 2 octobre, journal dont il est le directeur, le texte de son intervention devant le comité central réuni en session, les 29 et 30 septembre : ses propos ne laissent planer que peu de doutes sur ses intentions.

Tout commence le 14 avril 1985. Ce jour-là, Jean-Noël Tassez et son équipe font sortir des rotatives la nouvelle formule de la Marseillaise sur laquelle ils ont planché pendant plusieurs mois. Avec l'aval de M. Guy Hermier, membre du bureau politique et président du conseil de surveillance du journal. Format tabloïd, graphisme modernisé, des pages «événement» en ouverture et deux pages de chroniques différentes tous les jours : un style Libération avec un contenu de classe, comme on pourrait dire au parti.

M. Roland Leroy, Yves Mouron, ami personnel de Tassez, et le Gotha marseillais sont de la fête. «Ce soir-là, Leroy a découvert le journal, il faisait la queue», confie aujourd'hui un salarié de la Marseillaise. Quoi qu'il en soit, la nouvelle maquette est bien acceptée. Pour son contenu, cela va se révéler rapidement beaucoup plus difficile.

Reagan et Gorbatchev renvoyés dos à dos !

«L'état de grâce a duré dix jours», dit l'un. «Pendant les trois premiers mois, le journal a été bien accueilli», assure un autre. «On avait foutu à la poubelle le vieux journal, on ne comptait plus les heures», confie un troisième.

L'été passé, les problèmes surgissent. La direction veut faire le point. Certes le journal a gagné des lecteurs, les journalistes ont obtenu une reconnaissance professionnelle extérieure, mais la formule coûte cher, et comme toute la presse politique, la presse communiste a des difficultés financières importantes. On admet volontiers à Marseille que les imprimeries du journal viennent du coup car elles fabriquent la Vie socialiste, organe de la Fédération des municipalités de France (FMP, ex-FNMT) de M. Louis

Calisti, qui a en, il n'y a pas si longtemps, des velléités d'aller se faire imprimer ailleurs.

Parallèlement, une grogne monte des instances fédérales de certains des six départements de diffusion de la Marseillaise (Bouches-du-Rhône, Hérault, Gard, Vaucluse, Alpes-de-Haute-Provence et Var). «Les bureaux fédéraux ont commencé à contourner le journal», affirme un journaliste. Des protestations écrites, spontanées ou suggérées, arrivent à la rédaction.

«On fait un produit qui ne correspond pas au fonds protestataire du parti, la seule chose qui lui reste», souligne un journaliste pour expliquer cette vague de mécontentement. Il est vrai que les titres de «une» sont souvent peu orthodoxes et que le PCF est quasiment traité comme une formation du paysage politique. Sans faveurs particulières. Par un dérapage que la rédaction a regretté, en novembre 1985, la Marseillaise va jusqu'à renvoyer Reagan et Gorbatchev dos à dos. Cela attire les foudres de M. Gaston Filsou, doyen du bureau politique du PCF, qui envoie une lettre de protestation à ces journalistes irrespectueux.

Les ventes qui ont augmenté dans un premier temps — il n'y a pas de chiffre de diffusion officiel — se tassent progressivement, la pagination est réduite, les contrats à durée déterminée ne sont pas renouvelés et l'enthousiasme retombe.

Au cours d'un comité de direction, en juin 1986, M. Roland Leroy prend acte des résultats de la nouvelle formule et note «quelques dérapages politiques». Changement de ton devant le comité central, le 30 septembre. «Nous estimons», dit le directeur de l'Humanité, «que le seul moyen de consolider l'influence de nos journaux est de prendre appui sur le parti, d'être les porteurs de sa politique». L'affaire est entendue, le projet de Tassez et de ses jeunes loups a fait long feu. La réorption de cet abécédaire n'est plus affaire de quelques semaines. La première ponction a lieu le 25 octobre à Martigues.

Dans une salle de la municipalité, les directeurs fédéraux des six départements de diffusion sont réunis. A la tribune, il y a M. Roland Leroy, Guy Hermier,

Jean-Noël Tassez et Paul Biaggini, directeur de la Marseillaise. La tonalité générale est à la demande d'explication au rédacteur en chef. Un responsable fédéral du Var, M. Roland Martinez, va jusqu'à dire que «la Marseillaise est devenue plus nuisible qu'utile au parti». Une remarque, confie aujourd'hui un autre participant à cette réunion, qui était «le symbole de l'archaïsme».

Ressort cassé

Archaisme ou pas, le ressort semble désormais cassé dans une partie de la rédaction. «Ils ont une conception utilitariste de la presse — est-ce par défaut excessif ? — un journaliste qui a déjà la tête ailleurs. Nous pourrions vivre une nouvelle aventure, ça n'a pas marché» renchérit un autre. Ces journalistes dont la plupart avaient signé une motion refusant l'amputation des moyens, demandant au contraire un renforcement et la poursuite de l'existence du journal, d'opinion communiste tel qu'il avait été décidé par le comité de direction refusent de se voir accolier l'étiquette «rénovateur».

«Rénovateur au pas, le problème n'est pas là», assurent certains d'entre eux. Tirant la question sur le terrain politique, un responsable communiste du département affirme que la volonté de M. Roland Leroy est à la fois de se mettre en position de force vis-à-vis d'un autre quotidien régional du PCF, l'Echo du Centre, de M. Marcel Rigout, et d'ouvrir — ce qu'a toujours demandé M. Leroy — pour que, à terme, l'Humanité soit le seul quotidien communiste... avec des pages régionales ici ou là.

Invité de RMC, le 9 novembre, M. Leroy a affirmé que personne «ne sera chassé ou licencié par la direction du journal». Effectivement, il ne sera sans doute pas nécessaire d'en arriver là, car la dernière phase de la crise a de bonnes chances de tourner plus simplement. En douceur et en limitant les vagues. Inutile de licencier, puisque «Jean-Noël va partir».

OLIVIER BIFFAUD.

Des journalistes de «Révolution» veulent être «licenciés»

Une situation inédite vient de se créer au sein de la rédaction de l'hebdomadaire communiste Révolution : l'exigence, présentée par certains journalistes, d'être licenciés pour «modification substantielle du contrat de travail». Cette information est démentie par la rédaction en chef, qui souligne qu'il n'est pas question de licenciement, mais ajoute que «certains ont fait part de leur désir de quitter le journal» pour exercer d'autres activités.

Ce rebondissement dans la crise que traverse l'organe dirigé par M. Guy Hermier, membre du bureau politique du PCF (le Monde du 23 octobre), trouve son origine dans une réunion de la rédaction le 12 novembre. En présence de MM. Jean-Paul Joury, rédacteur en chef, Gérard Streiff, rédacteur en chef adjoint, et de l'ensemble des salariés de Révolution, M. Hermier a fait un long exposé dans lequel il a indiqué que l'hebdomadaire n'était pas au niveau du comité central sur les intellectuels, tenu en juin dernier. Affirmant que «la diffusion se tasse», il a souligné que Révolution doit trouver «un fonctionnement normal». Cette allusion fait référence au malaise actuel de la rédaction qui perdure, selon certains, depuis l'arrivée en septembre

de M. Streiff, ancien correspondant de l'Humanité à Moscou.

Estimant qu'il n'est plus possible de travailler dans «la sérénité», M. Streiff est accusé de «passer par-dessus la tête des chefs de service», de «censurer» ou de «mutiner» des articles sans explications aux auteurs, d'ignorer certains collaborateurs, ou, plus simplement, de «dire que «l'instrument» d'action normalisatrice — quelques journalistes auraient exigé que la direction prenne «ses responsabilités» en les licenciant pour crever l'abcès.

Au moins quatre d'entre eux, MM. Dominique Vidal, chef de la rubrique étranger, Bernard Umbrecht, journaliste de la même rubrique, Emile Breton, coordinateur de la rubrique culturelle, et Eric Venturini, journaliste de la rubrique société, auraient demandé à bénéficier des dispositions de la convention collective de la profession. Sela un participant à cette réunion, M. Streiff n'aurait pas répondu aux nombreuses mises en cause dont il était l'objet, et M. Hermier aurait souhaité voir «individuellement» ceux qui avaient exposé leurs exigences personnelles.

O. B.

Le Sénat examine les dépenses du projet de loi de finances

Le Sénat, après avoir adopté jeudi soir 20 novembre la première partie de la loi de finances (recettes), a entamé l'examen des dépenses avec le budget des «charges communes».

Le rapporteur, M. André Fosset (centriste, Haute-de-Seine), a rappelé que ce budget, «le plus important par son volume et la variété de ses actions», fournit au gouvernement les moyens d'orienter la politique économique, financière et sociale qu'il a arrêtée. M. Fosset a notamment mis l'accent sur l'effort entrepris pour réduire l'endettement extérieur de l'Etat (26 milliards de francs de remboursement en six mois) : «Il a été fait usage de tous les remboursements anticipés, a-t-il constaté, un nouveau remboursement va intervenir incessamment.» De même, il a fait état de la poursuite de l'effort consenti en faveur de l'emploi des jeunes par une provision de 4,3 milliards.

Ampravant, le Sénat avait adopté un amendement du gouvernement, déjà voté par l'Assemblée nationale, qui a pour objet d'assujettir à la TVA les opérations de l'administration des télécommunications. L'un des avantages de cette disposition, a fait remarquer le rapporteur général, M. Maurice Blin (Union centriste, Ardennes), sera de permettre aux entreprises de déduire la TVA qui leur est facturée au titre de leur consommation de télécommunications. De même, la direction générale des télécommunications pourra opérer cette déduction sur ses achats et ses investissements.

A l'initiative de M. Henri Torre (RI, Ardèche), un amendement a été adopté visant à limiter par décret en Conseil d'Etat et jusqu'au 31 décembre 1991 (date réclamée par M. Alain Juppé, ministre du budget) la proportion dans laquelle le service des télécommunications déduit la TVA se rapportant à ses dépenses.

UNE VILLE, C'EST FAIT DE RENCONTRES.



MILLE ET UNE NUITS, NUITS DE CHINE, NUITS NOIRES ET NUITS BLANCHES.

La nuit a changé de couleur. La ville est passée du goût des contrastes au goût des mélanges. Tout circule et s'échange. Pas de stop aux croisements. Des mille et une nuits aux nuits de Chine, la ville s'est

RATP

offerte d'autres tenues de soirée pour passer ses nuits blanches. La nuit est noire de monde. Un monde divers et cosmopolite. C'est ce monde que la RATP vous invite à parcourir et à comprendre.

LA VILLE EST SAISSANTE, SAISISSEZ LA

PAR

« H
des V.
Saint-
C
14 h 30
que et
« B
14 h
(M^{re} I
« C
tigue
metro
sic)
« L
devant
« L
(M. P
« L
101,
dicos

JOI

So
des 1
1986
DES

• app
gala:
riem
« la vi

EN

« et i
repro
14 :
les :
l'api
mar
une
et 19
D : l
de l
ley
Bas
nos
Fre
recl
me
des
Me
dét
Do
Lan

L'affaire du Carrefour du développement Un vrai-faux passeport

Désigné le 19 novembre pour instruire le nouveau dossier de faux et usage de faux ouvert à l'encontre d'Yves Chaliar, M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction, devait entendre, ce vendredi 21 novembre, l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucchi, ainsi que sa compagne, Maggy Baquian.

En se livrant à la justice, le 16 novembre, Yves Chaliar a remis au magistrat le passeport avec lequel il voyageait, ainsi qu'un permis de conduire, documents établis tous deux au nom d'Yves Navarro. Interrogé sur l'origine de ces faux papiers, Yves Chaliar a clairement impliqué le contrôleur général Jacques Delobois, chef du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP). Ce qui a valu au policier d'être interpellé dimanche 16 novembre. La perquisition de son appartement et son interrogatoire n'ayant rien donné, il a été remis en liberté après vingt-quatre heures de garde à vue.

Le juge, M. Michau, n'a pas les mains vides pour autant. En vérifiant à la préfecture de police la date d'émission du passeport, la brigade financière a rapidement appris que ce document était en réalité un « vrai-faux », c'est-à-dire un passeport établi par les services officiels, mais portant un faux nom et une fausse adresse. Il faisait partie d'un lot remis à la DST pour les besoins du service en 1984.

A intervalles réguliers, la DST demande, en effet, à la préfecture de police de lui remettre de « vrais-faux » passeports, cartes d'identité et permis de conduire. Revêtus de tous les cachets et tampons nécessaires, ces documents sont remis en blanc, par paquets qui n'excèdent guère dix unités à chaque livraison. Au fur et à mesure des besoins (environ une demi-douzaine chaque année), les services techniques de la DST remplissent eux-mêmes les rubriques concernant le nom, l'âge et l'adresse du

« titulaire ». Tout se fait théoriquement selon de strictes règles, à un échelon élevé : lors de la remise des passeports à la DST, la préfecture porte sur un registre spécial, contrôlé par les parties, les numéros de ces documents d'un genre particulier ; lorsqu'ils sont utilisés, le directeur de la DST contre-signe, il enregistre la mission, le choix du pseudonyme et l'autorisation nécessaire pour utiliser le passeport. Ceux-ci ne servent qu'une seule fois : au retour de la mission, ils sont remis à la préfecture de police et détruits.

Celui que détenait Yves Chaliar semble bien répondre à ces caractéristiques. Il ne contient qu'un seul cachet : une date d'entrée au Brésil (3 août 1986) et une date de sortie (13 octobre 1986). Au vu de la date d'émission portée sur le passeport, ce dernier aurait été fait en février 1984. En réalité, il fait partie d'un lot de passeports vierges remis à la DST en novembre 1984. M. Jean-Marie Cous-

siron, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Pierre Joxe, a appuyé la demande de la DST par une lettre d'accompagnement adressée au préfet de police, M. Guy Fougère. M. Guy Mailard, directeur de cabinet du préfet de police, a autorisé la délivrance des documents. Quant au permis de conduire d'Yves Chaliar (plus précisément, un duplicata), il a suivi le même filière, mais a été remis au contre-espionnage français deux ans plus tard, alors que M. Charles Pasqua avait déjà remplacé M. Pierre Joxe par Jean-Pierre Bédaride. Aucune lettre d'un membre du cabinet ne semble avoir accompagné la demande.

La date exacte à laquelle le permis de conduire a été délivré est encore indéterminée. Lorsque la brigade financière est allée, lundi 17 novembre, vérifier à la préfecture de police, M. Jacques Barrot, directeur du cabinet du préfet de police, M. Jean Paulini, avait d'abord affirmé, documents à l'appui, que ce permis avait été donné à la DST en septembre 1986. Un procès-verbal d'audition a été ensuite rempli. Mais, quelques heures plus tard, M. Barrot prévenait les policiers qu'il s'était trompé et, au vu d'autres documents, donnait la date d'avril 1986. Un procès-verbal rectificatif a alors été rédigé. Toutes les pièces à conviction ont été scellées et transmises au juge d'instruction, qui devait en prendre bientôt connaissance.

« Confidentialité »

Si l'on connaît aujourd'hui les dates auxquelles les documents ont été remis à la DST, on ne sait encore rien de celles de leur fabrication définitive (certaines sources avancent la période de juin à juillet 1986), ni quand Yves Chaliar les a reçus. L'expertise des photos portées sur le passeport et le permis de conduire devrait donner une première réponse. Le juge cherchera en effet, à savoir si elles ont été faites avant ou pendant sa fuite, ce qui n'aurait pas les mêmes conséquences dans la recherche d'éventuelles complicités.

Autre question délicate : comment des papiers de ce genre, qui font théoriquement l'objet d'un strict contrôle, peuvent-ils se retrouver dans la poche d'un fuyard recherché par la justice ? Yves Chaliar, ancien des services secrets, resté, dans le cadre de ses activités auprès de M. Nucchi, en rapport avec le monde souterrain du renseignement, a-t-il fait jouer ses propres réseaux ? Ou est-ce M. Jacques Delobois, et comme un ancien de la DST, qui aurait fait jouer des solidarités à l'intérieur de son ancien service ? Ce dernier a-t-il agi seul et sans couverture ? Yves Chaliar affirme encore que M. Delobois en réfère à son « chef ». Est-ce ce dernier qui a autorisé la délivrance du passeport ?

Autant de questions auxquelles le juge d'instruction devra rapidement donner une réponse. En principe, les vérifications sont faciles puisque tout se trouve dans les archives de la DST. Pourtant la tâche s'annonce malaisée : la DST — plusieurs affaires l'ont montré — n'apprécie guère que l'on mette le nez dans ses registres et ses fiches, protégés, au minimum, par les règles du « confidentialité défensive ».

GEORGES MARION.

Dix-huit mois après le hold-up de la rue Riquet (trois morts)

Un ancien légionnaire est écroué

Dans le cours de l'enquête sur la fusillade de la rue Riquet à Paris (deux policiers et un convoyeur de fonds avaient été tués lors de l'attaque d'un fourgon blindé, le 30 mai 1985), les policiers de la BRB (Brigade de répression des banditismes) ont arrêté un ancien légionnaire, Daniel Anconterrie.

Inculpé d'assassinat et association de malfaiteurs, il a été écroué. Avec cette arrestation, la sixième, les policiers pensent avoir pratiquement bouclé leur enquête ; mais elle n'aura pas été facilitée, c'est le moins que l'on puisse dire, par les erreurs des experts en balistique.

Une cicatrice providentielle

Ce jeudi 30 mai 1985, en fin de matinée, les gangsters bien renseignés avaient soigneusement préparé leur coup.

Lorsque, rue Riquet (18^e), ils pressent en sens inverse un fourgon blindé de la société SPS (Société parisienne de surveillance), ils savent que leur butin doit être considérable : le fourgon transporte 90 millions de francs. Ce n'est pas un braquage en douceur. Dans un premier temps, les gangsters lancent une bombe de gaz lacrymogène devant le fourgon. L'un d'eux ouvre immédiatement le feu et tue le convoyeur-chef, René Causson, quarante et un ans. Venus de l'arrière, d'autres malfaiteurs s'emparent de sacs de billets (il y en a pour 7,5 millions de francs), tandis qu'une deuxième fusillade éclate : deux policiers, François Klein et Philippe Fivet, qui circulent à bord d'une voiture-piège de la sécurité publique, sont tués. L'un des bandits, blessé à la jambe, est traîné par ses complices à bord d'un fourgonnette grâce à laquelle ils parviennent à s'enfuir.

La mort de trois hommes, l'importance du butin, font du hold-up de la rue Riquet l'un des plus gros « coups » depuis le hold-up commis par Action directe à Condé-sur-l'Escaut (Nord), au mois d'août 1979 (16 millions de francs). Et très vite, l'affaire prend une tournure politique : lors des obsèques des deux policiers, dans la cour de la préfecture de police, des « collisions », ceux-là mêmes qui avaient été révoqués après les manifestations du 3 juin 1983, provoquent des incidents : après une trêve relative, les policiers liés à l'opposition trouvent la matière à déclarer la guerre au ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Pierre Joxe.

Comp de théâtre

Pour les enquêteurs de la BRB, dirigée par le commissaire Raymond Mertz, retrouver les gangsters meurtriers devient une priorité. Très vite, le travail progresse : un mois plus tard, la police arrête Michel Guelham, un gangster qui avait été remis en liberté grâce à une erreur de procédure, dix-huit mois plus tôt. Quatre autres personnes sont arrêtées. Toutes nient leur participation au hold-up. Mais les expertises balistiques sont formelles : le professeur Coccaldi l'assure au juge d'instruction.

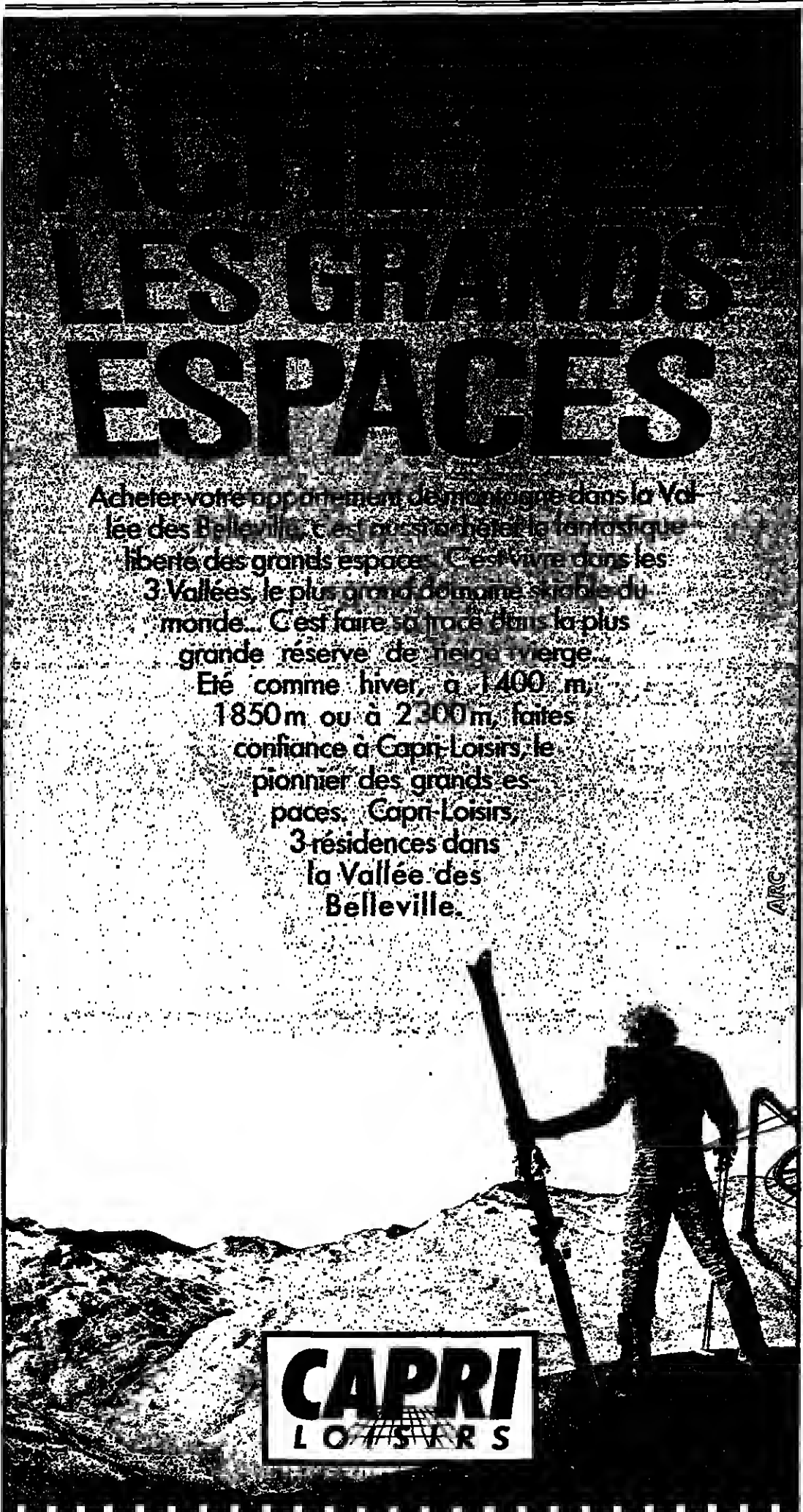
M. Alain Marsaud : une arme appartenant à Michel Guelham a bien servi rue Riquet.

Mais, quinze mois plus tard, coup de théâtre : en rédigeant enfin son rapport définitif, l'expert admet s'être trompé. « En vingt-cinq ans de métier, je n'ai jamais vu ça », dit un policier (1). L'erreur est énorme, dans une affaire aussi sensible, où l'on avait déjà découvert une bavure judiciaire. Elle aurait pu fausser toute l'enquête. Mais heureusement pour eux, les policiers de la BRB disposent, aussi, de renseignements. En travaillant sur l'entourage de Michel Guelham, dont ils sont convaincus qu'il a joué un rôle important dans le hold-up, ils sont conduits à s'intéresser à un ancien légionnaire, Daniel Anconterrie, trente-six ans, dit « Dan », un colosse aux allures de Chéribiti. Interpellé il y a quelques jours dans un bar, il nie, lui aussi, toute participation au hold-up. Mais, comme dans les plus traditionnelles « polars », les policiers disposent d'un renseignement précieux : ils savent que l'un des braqueurs du fourgon a été blessé à la jambe au cours de la fusillade. Des témoins ont vu les gangsters traîner leur complice dans une voiture, qui est maculée de sang, lorsque les enquêteurs le retrouvent abandonné.

Or, « Dan » présente une cicatrice au genou : il a beau dire qu'il s'agit de traces laissées par une balle perdue, il ne convainc personne. D'autant qu'il refuse de donner le nom du médecin marocain, ancien légionnaire lui aussi, qui l'aurait soigné. Inculpé d'assassinat, tentative d'assassinat et association de malfaiteurs, il a été écroué. Dans les jours qui viennent, d'autres personnes — certaines détenues pour d'autres faits — devraient être entendues par la BRB, convaincue d'avoir pratiquement bouclé son enquête malgré les bémols de la balistique. Providentielle cicatrice, lorsque l'on ne dispose ni d'aveux ni de butin... Écrasé dans la nature...

AGATHE LOGEANT.

(1) A la suite d'une « erreur » du même ordre, M. Vuong Hui Le, un pharmacien d'origine vietnamienne, âgé de soixante-quinze ans, avait pensé, pour rien, plusieurs mois en prison : les services du professeur Coccaldi avaient assuré que la cambuse découverte chez lui avait été utilisée pour tuer deux personnes, tout Tokyo, à Paris, au mois de mars 1985.



LES GRANDS ESPACES

Achever votre appartement de maître dans la Vallée des Bellevilles. C'est où se situe la fantastique liberté des grands espaces. C'est vivre dans les 3 Vallées, le plus grand domaine skiable du monde. C'est faire sa trace dans la plus grande réserve de neige vierge. Eté comme hiver, à 1400 m, 1850m ou à 2300m, faites confiance à Capri Loists, le pionnier des grands espaces. Capri Loists, 3 résidences dans la Vallée des Bellevilles.

CAPRI LOISTS

Pour recevoir la documentation sur :
☐ « La Résidence Carline » aux Menuires.
☐ « La Résidence Les Moutons » à Val Thorens.
☐ « La Résidence L'Aubier » à St-Martin de Belleville.

Retournez ce bon à CAPRI-LOISTS - 4, place Raoul Dautry - 75741 Paris Cedex 15 - Tél. : (0)43 35 89 32.

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Tél. dom. : _____ Tél. Bur. : _____

La mort de Thierry Le Luron

L'ordre des médecins est irrité par les affirmations publiques du docteur Schwartzberg

Le docteur Léon Schwartzberg (hôpital Paul-Brousse, Villejuif) a réaffirmé, le jeudi 20 novembre, sur les ondes de plusieurs stations de radio, que Thierry Le Luron n'était pas mort des suites d'un SIDA.

« J'ai déclaré qu'il avait un cancer, avec son accord, et il m'a dit : Europe 1. J'aurais déclaré qu'il avait le SIDA s'il avait eu le SIDA. C'est simple. » Le SIDA de Thierry Le Luron, « c'est une rumeur qui a d'abord parcouru les salons parisiens, puis les colonnes des journaux ». A propos de certaines personnes de son entourage qui aujourd'hui encore disent qu'il est mort des suites d'un SIDA, le docteur Schwartzberg rappelle qu'ils « risquent un procès en diffamation (...) ». Le SIDA a la réputation d'être une maladie honteuse. C'est

pourquoi on fait courir cette rumeur odieuse.

Au conseil national de l'ordre des médecins, on ne cache pas une certaine irritation. En France, un docteur en médecine ne peut en aucune manière violer le secret médical défini par l'article 378 du code pénal et par le code de déontologie médicale. Cette disposition donne à tout malade l'assurance que les confidences qu'il peut être amené à faire à son médecin (ou les informations dont ce dernier peut disposer le

concernant) ne seront connues que de lui seul. Cette notion, explique le docteur Louis René, chargé des questions d'éthique au conseil national de l'ordre des médecins, part du principe, qui date du début du dix-neuvième siècle, qu'il vaut mieux ne pas être soigné que trahi. Le médecin est en outre tenu de respecter ce secret quand bien même son malade lui demanderait de ne pas le faire. Cette disposition méconvenue vise, là aussi, à protéger le malade (affection psychiatrique, abus de pouvoir de toutes natures, etc.).

Tam-tam et tabou

Le conseil de l'ordre des médecins s'était déjà vivement ému des propos du docteur Schwartzberg concernant l'état de santé de son célèbre patient, à tel point qu'une enquête avait été ouverte avant même le décès de Thierry Le Luron et que le docteur Raymond Villier, président, avait écrit au médecin de Villejuif pour lui demander notamment des explications sur son attitude et sur ses déclarations. Le message n'a apparemment pas été compris. En persistant dans sa volonté d'apporter des précisions sur l'état de santé de Thierry Le Luron, aujourd'hui décédé, le docteur Schwartzberg prend le risque d'être poursuivi devant la juridiction ordinaire.

Si l'on comprend bien les déclarations qu'il a faites à l'hebdomadaire VSD et à RTL, il s'agit de profiter d'une situation unique puisque c'est, selon lui, « la première fois en France

qu'un homme connu accepte de dire qu'il est atteint d'un cancer sans être certain de guérir. N'est-ce pas faire bien peu de cas de tous ceux — connus ou non — qui ont déjà eu le courage de révéler publiquement la nature du mal dont ils souffraient ?

Mais il y a plus grave. S'élevant violemment contre les « salons parisiens », contre leurs « ragots » et leurs « bruits d'égoïstes », le docteur Schwartzberg menace d'une poursuite en diffamation tous ceux — ils sont nombreux, y compris dans les milieux médicaux spécialisés — qui laisseraient entendre que Thierry Le Luron souffrait du SIDA. Étrange attitude qui conduit ce médecin — contrairement à ce qu'il professe — à renforcer le caractère tabou et honteux du SIDA.

J.-Y. N.

Le Monde

La Grande Ile à l'abandon

«MADAGASCAR ne s'est jamais fermé à l'extérieur, c'est l'extérieur qui n'a plus voulu de nous. » Cette interprétation de l'histoire, dont l'auteur est un proche conseiller du président malgache, M. Didier Ratsiraka, est un peu succincte, mais elle permet aux dirigeants de Tananarive de couper court aux jugements hâtifs, selon lesquels la Grande Ile effectue en ce moment un virage politique, sinon idéologique. Le « socialisme malgache », issu de la révolution de mai 1972, n'en connaît pas moins une crise profonde dont on ne saurait attribuer la responsabilité au seul « environnement international ». Un refus dogmatique d'intégrer la notion de rentabilité dans l'économie, une étatisation généralisée, une politique agricole inexistante, sont quelques-unes des raisons qui expliquent la faillite du système malgache. Mais le bilan est plus contrasté qu'il n'y paraît, notamment sur le plan politique et diplomatique.

Pendant plusieurs années, l'objectif essentiel du président Ratsiraka, qui détient un pouvoir pratiquement sans partage depuis 1975, semblait avoir été, sur le plan extérieur, de se dégager de l'influence occidentale, c'est-à-dire française. Cette politique, dont on peut comprendre, sur le seul plan idéologique, les raisons, s'est révélée être un gâchis.

MADAGASCAR est probablement l'un des rares anciens territoires français où l'accession à l'indépendance s'est passée sans heurts. Les distances prises, en 1972, à l'égard de la France ne correspondaient probablement pas aux convictions profondes du peuple malgache, dont les sentiments envers les 18 000 ressortissants français qui résident encore aujourd'hui sur la Grande Ile témoignent d'une réelle francophilie. Surtout, le rapprochement avec le camp socialiste, l'URSS notamment, n'a permis de réaliser aucun des espoirs des dirigeants malgaches quant au développement de leur pays, tout en interdisant longtemps à celui-ci tout financement extérieur.

Mais Madagascar n'est pas un « satellite » de l'URSS, comme il fut dit à tort. Les Soviétiques n'ont jamais obtenu les facilités navales qu'ils demandaient, notamment à Diego-Suarez, et si la coopération militaire avec Moscou reste très étroite, les Malgaches ont exigé le démantèlement des stations-radar que l'URSS avait installées. Pour autant, le « non-alignement » dont se targue Tananarive serait sans doute plus crédible si la diplomatie malgache s'interdisait d'appuyer par ses votes les positions soviétiques, notamment à propos de l'Afghanistan. Le président malgache, qui vit dans la hantise d'un complot, peut-être y compris de la part de son puissant protecteur de l'Est, a fait part, à de nombreuses reprises, de sa déception, bien compréhensible. D'abord parce que, en effet, les Malgaches n'ont pas fait preuve d'un grand enthousiasme pour un « socialisme » dont le résultat le plus marquant a été d'entraîner une paupérisation croissante, notamment dans la capitale, ensuite parce que la pragmatisme dont M. Ratsiraka semble faire preuve, en faisant appel à l'aide occidentale ne s'est pas encore traduit, en dépit d'une sévère politique d'austérité, par une nette amélioration de la situation économique.

ÉLÈVE presque scrupuleux du Fonds monétaire international, Madagascar a promu, depuis quelques années, une politique d'investissements à outrance, à la mesure de l'absence de priorité en faveur de ce secteur pendant les années 70. Celle-ci a considérablement accru son endettement extérieur, malgré des réajustements successifs, et n'a pas profité à l'agriculture, qui occupe et fait vivre plus de 80 % de la population. Pays théoriquement autosuffisant, Madagascar importera 62 000 tonnes de blé et environ 110 000 tonnes de riz cette année. La diminution des importations de riz (356 000 tonnes en 1982), qui est la nourriture de base de la population, s'explique, certes, par quelques incitations aux producteurs, mais surtout par la manque de devises de l'Etat malgache.

Les experts internationaux admettent bien volontiers que la bonne volonté du régime de Tananarive n'est pas en cause. Simplement le passif de l'économie malgache sera long à résorber. Malgré la promulgation d'un nouveau code des investissements, les investisseurs étrangers ne se précipitent pas à Madagascar, où les structures politico-économiques restent encore profondément influencées par une idéologie pseudo-socialiste. La famine qui gagne dans le Sud, la désorganisation de l'appareil productif, l'insécurité, sont autant de facteurs qui n'incitent pas à l'optimisme. Madagascar paie aujourd'hui très cher ses erreurs.

Enquête de Laurent Zecchini



MADAGASCAR

LA FAMINE S'INSTALLE DANS LE GRAND SUD

TULÉAR. L'avion fait route vers le sud, lentement, obstinément, évitant les gros cumulonimbus qui le transformeraient en carcasse pantelante. Le mécanicien a dû s'y prendre à cinq reprises avant de pouvoir lancer le moteur, les bras arc-boutés sur l'hélice. La machine a cahoté sur la piste et s'est élevée d'un coup dans les airs. Le « bush » défile maintenant sous les ailes, le vacarme devient cocoon. Le visage du pilote est sans expression, les effluves d'huile ne renseignent sur rien, les gestes, mal interprétés, ne font qu'ajouter des questions, mieux vaut donc ne pas penser à la chute. Le « Grand Sud », avec ses paysages désertiques, suffit à l'impression de plénitude, d'éternité. Le sol est ocre, rouge intense, vert-de-gris, mauve, hostile, saigné dans la région de Tuléar, de grandes transversales blanchâtres, des pistes, qui semblent converger vers l'infini. La terre se couvre brusquement de mamelons boisés, s'effondre en cinq ans de se lancer dans des steppes sans horizon, piquetées de bouquets d'épines. Le fleuve Onilahy, rétracté sur son lit de sable blanc, est déjà loin.

Lyautey, qui découvrait l'Androy et le pays Mahafaly, eut un choc : « Pas une plante, pas un arbre qui ait un aspect familier. On marche en pleine forêt, mais une forêt de rêve sous-marin, une forêt d'arbres sans feuilles, de grands euphorbes qu'on nomme fantomatiques, dressant de grands moignons striés. A leurs pieds, une liane de cactus, et puis, sous cette futaie, un taillis d'arbustes fantastiques : orahondra ou l'arbre à saucisses, le famata où chaque feuille est remplacée par chaque chose comme un corbillon. Parfois, un baobab monstrueux et difforme. C'est horrible. Toutes ces branches vous entourent, vous menacent comme des tentacules. » Passé le tropique du Capricorne, cette extrémité de la « grande Ile » qui s'enfonce dans l'Océan Indien n'est qu'un cimetière.

Un village sur l'aile, un léger piqué vers le sol, et les tombeaux, par dizaines, apparaissent. Ce

sont des parallélépipèdes de pierres, hauts d'environ 1,50 mètre, larges d'une dizaine de mètres. Certains, dans la région d'Antanimora, atteignent, paraît-il, 50 mètres de côté. Le défunt, enveloppé dans un *lambanana* (linceul), repose sous cet entassement hérissé de bucranes et de cornes de zébus. Des *aloalo* (potaux de bois sculptés) sont fichés sur le tombeau selon un ordre significatif. Ils sont les intermédiaires entre la vie et la mort. Mais ce sont là concepts de *vazaha* (étrangers), pour qui la

visiteur. Il se vautre sur une étagère de cailloux, s'arrête, enfin. Moins sévère qu'à Androka, il y a quelques mois, la famine s'est installée dans la région, de Bikily jusqu'aux marches de Fort-Dauphin. A Tananarive, elle est née par les autorités. M. Georges Solofoson, ministre du commerce, a paru, début novembre, reconnaître l'existence de la famine, puis, ses propos ayant été publiés, il s'est rétracté. Trop tard.

Nous sommes à une demi-heure de Land-Rover d'Ampanihy, dans un village d'une dizaine de cases

Ici la sous-nutrition, les morts ordinaires ne sont pas « médiatiques ». Les gens partent ou meurent silencieusement, discrètement.

mort est une rupture. L'âme des zébus, égorgés par dizaines au moment du « passage », suit le défunt dans l'au-delà. Il continuera donc à s'occuper de son troupeau. La richesse du mort se compte en nombre de bêtes sacrifiées. Au sud d'Ampanihy, dans la forêt d'Ankikiriky, au pied du tombeau de Tsiampondy, roi mahafaly mort en 1912, mille six cents bœufs furent sacrifiés.

Aujourd'hui encore, plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de zébus sont tués pour se présenter, avec leur propriétaire, devant les *vazaha* et le *Zanahary* (les ancêtres et le Créateur). Même si la conjugaison de la misère, de la sécheresse et des vols de troupeaux a tendance à limiter l'ampleur de cette ponction dans le cheptel, chaque année, plusieurs milliers de bucranes viennent s'amonceler sur les tombeaux des pays androy et mahafaly. Un *vazaha* ne peut, décidément, rien comprendre au rite des morts : les vivants, dans le sud, meurent de malnutrition.

L'avion cerce au-dessus d'Ampanihy pour que quelqu'un, dans le village, vienne chercher le

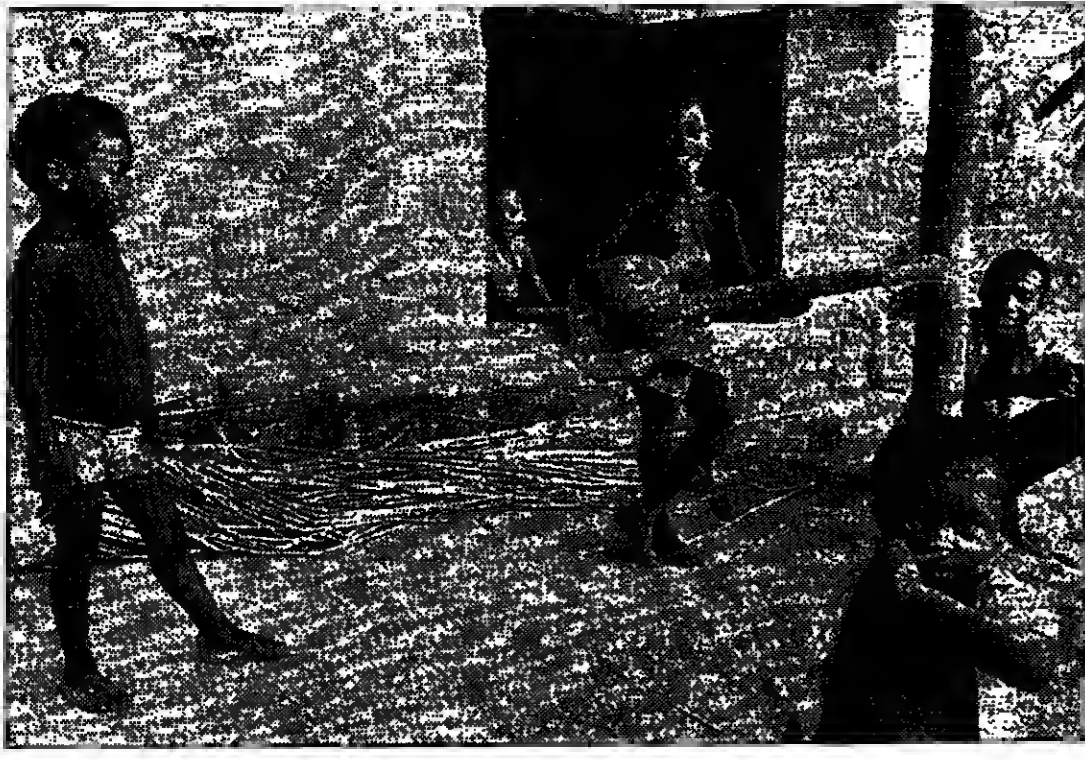
populaire. Les raiketa ont toujours assuré la survie des habitants du sud. Les troupes françaises qui, à la fin du siècle dernier, ont entrepris de pénétrer l'Androy, massacrant parfois les populations et opérant des razzias dans les troupeaux de bœufs, en gardèrent un pénible souvenir. Lyautey cite un rapport d'un de ses officiers, le commandant Blondat : « Alors commençait un pénible cheminement entre les hautes murailles de cactus dans un véritable boyau encombré d'arbustes d'arbres, de roquettes, de plantes épineuses (...). Pendant que les travailleurs débouchaient les sentiers, les guerriers androy se glissaient autour de nous, tiraient leurs coups de fusil devant, derrière, sur les côtés. »

Dans les années 30, une cochonille a détruit, en moins de deux ans, une part importante des raiketa du sud. Ce qui reste est aujourd'hui vital. Tous les témoignages, sur ce point, concordent : bêtes et gens, au sud, recommencent à manger les raquettes. Aux hommes le fruit de la plante, ses graines et son jus, aux zébus, notamment les femelles, les feuilles, celles-ci étant passées au feu pour être débarrassées de leurs épines. La famine, ici, n'est pas spectaculaire. Il n'y a pas, à Madagascar, des hordes de squelettes « à l'éthiopienne », des concentrations d'affamés et de « scandale de l'aide humanitaire », faute d'aide officielle. La sous-nutrition, les morts ordinaires ne sont pas « médiatiques ». Les gens partent ou meurent silencieusement, discrètement.

« A force de ne faire qu'un repas par jour, ou pas de repas du tout, raconte cette femme, les gens sont de plus en plus fatigués, anémisés, malades, les nourrissons ne prennent plus de poids, le sein des mères est vide. » Un responsable, à Tuléar, ajoute : « A chaque messe, plusieurs enfants s'évanouissent et, en classe, c'est pareil. »

(Lire la suite page 12.)

(1) Androy : les habitants de l'Androy. Androy signifie « ceux des épines ».



LA FAMINE S'INSTALLE DANS LE GRAND SUD

(Suite de la page 11.)

Acheter ? Avec quel argent et à quel prix ? A 200 francs malgaches le *kapaoka* (2) de riz, qui peut acheter ? En brousse, les femmes ont souvent revendu leur *vangavanga* (bracelet d'argent), pourant transmis de génération en génération. Le cours du zébu a chuté jusqu'à 90 000 FMG (3) pour une bête sur pied, et il y a au moins quatre mois que le *fokontany* (4) d'Ampanihy ne vend plus de ce fameux riz au prix officiel.

Ampanihy, pourtant, est presque privilégié. Certes, depuis six mois, l'huile, le savon, le gas-oil manquent, et les ressources que les habitants tiraient de la coopérative de tissage qui traitait la laine des chèvres mohair n'existent plus depuis la fermeture de cette entreprise artisanale. Ailleurs, loin des pistes, à des journées de marche des bourgs, la famine est plus dure, plus mystérieuse aussi. Parfois, tel ou tel religieux revient de brousse avec des récits, des chiffres épars dont on ne peut tirer, raisonnablement, aucune statistique générale de mortalité.

Tana la belle

A « Tana », Monja Jaona, le vieux leader sudiste du Monima (parti d'opposition), nous a donné des chiffres, invérifiables : 47 520 morts de la famine, 287 520 personnes environ ayant quitté l'Androy pour fuir la sécheresse et ses conséquences. Les régions les plus touchées sont les *fiandronana* (5) de Betioky, Ampanihy, Beloha, Tsiombé, Ambovombe, Ambobesary et Fort-Dauphin. Des rapports discrets circulent, avec toujours les mêmes détails : certaines familles vont jusqu'à vendre leurs marmottes, d'autres bradent une partie de leurs bœufs, la volaille et les chèvres. Il y a un peu plus d'un mois, l'évêque de Fort-Dauphin, Mgr Zévaco, a écrit au président Didier Ratsiraka pour lui décrire, avec force détails, l'ampleur du drame. Plus récemment, les ministres de la défense et de l'agriculture ont effectué une tournée dans le Sud. Les autorités, à Tana, n'ignorent donc rien de la situation. Mais M. Solofson, le 8 novembre, dément catégoriquement avoir parlé de la famine et avoir ajouté : « Dans la capitale, des gens meurent aussi de faim ».

Démenti dérisoire : à 150 mètres de l'Hôtel Hilton, aux abords du lac Anosy, qui, en ce début novembre, respirent des fleurs mauves de jacarandas, la famine a le visage de l'horreur. Il faut, dès la nuit tombée, se perdre dans les ruelles tortueuses qui

montent vers la vieille ville, et chercher : là, sur les tas d'ordures et d'immondices, des êtres sans forme, hommes, femmes et enfants, vêtus de loques, grappillent, à quatre pattes, parmi les détritus. Silence et obscurité : ceux-là n'ont pas d'existence officielle. Ni eux ni les « *quat-ni* », ces innombrables gosses de la misère dont, avant une visite officielle d'un chef d'Etat étranger, ou de son épouse (M^{me} Mitterrand en juin 1985), on « nettoie » Tana la belle. « Déportation » d'enfants ? C'est trop dire, bien sûr. Vente d'enfants ? « Silence », nous dit-on, vous allez nous faire expulser. » Bien. Veut-on alors une misère plus organisée, mieux canalisée ? Venez, ce n'est pas loin.

La route traverse les faubourgs de Tana. Elle permet de saisir d'un coup la richesse ethnique et culturelle de Madagascar : Indiens, Malais, Asiatiques, Africains, les visages si différents qui forment pourtant un peuple unique, curieusement homogène. Nous sommes dans un centre de secours animé par des bénévoles. A l'extérieur, plusieurs centaines d'enfants attendent, en rangs ou presque, assésment en pleurs pour les plus petits. Ils portent l'humide forme des habits déchirés qui n'ont plus de couleurs, affichent le même visage raviné, le même regard intense de curiosité devant l'intrus. Entrez.

Trois pièces exiguës, bondées. Deux longues tables devant lesquelles sont assés des enfants, âgés de quelques mois à une dizaine d'années, occupés à vider des assiettes remplies de bouillie : pâtes envoyées d'Italie, cubes Maggi, farine de maïs, légumes. Cinq cents personnes viennent chaque jour prendre un repas, pour beaucoup le seul de la journée. Mères et enfants ont parfois marché 20 kilomètres pour venir jusqu'ici. Il y a cinq ans, vingt-cinq repas quotidiens seulement étaient servis. Dans une des pièces, des séances de PMI (protection maternelle et infantile) sont organisées deux fois par semaine. « Souvent, raconte l'un des bénévoles, les enfants arrivent ici au dernier degré de la dénutrition. » Beaucoup d'entre eux ont les cheveux décolorés et clairsemés, symptôme classique d'une alimentation déficiente. Derrière les fenêtres, des regards et des mains s'accrochent à l'intérieur, attendant leur tour. Les deux internationaux seuls alimentent ce centre, comme tous ceux qui existent à Tana et dans d'autres villes.

Les bénévoles, les organisations humanitaires, refusent toute précision, toute statistique, de crainte de voir leur action entravée par

les autorités, voire de se faire expulser. Le mur de la famine, ici, est d'abord celui du silence. « Dites bien que le gouvernement fait ce qu'il peut, qu'il est dépassé par l'ampleur de la tâche. Expliquez qu'il laisse passer toutes ces marchandises à la douane sans prélever de taxes exorbitantes, qu'il nous permet, de temps en temps, de faire adopter des enfants en Europe. » La conversation, la visite, doivent s'achever, par prudence. Au moment de partir, un dernier regard : là-bas, à quelques mètres, une mère a « profité » de la diversion pour avaler, vite, le bol de bouillie du bébé qu'elle tient, endormi, sur ses genoux.

Course de vitesse contre les pluies

Les dons, l'aide internationale, arrivent aussi au sud par des circuits privés, mais en quantité insuffisante. Il y a quelques semaines, 1 tonne de maïs en grains et 3 tonnes de lait en poudre ont été acheminés sur Androka. 75 tonnes d'aide diverse doivent arriver prochainement à Tuléar. Tous les ans, les missions catholiques du Sud reçoivent plusieurs dizaines de tonnes de nourriture, qu'elles se chargent de distribuer en fonction des besoins. Cette année, pourtant, ceux-ci sont immenses. Dans les centres de PMI disséminés en brousse, les religieuses s'efforcent de réduire la mortalité infantile. Chaque mère dont l'enfant est âgé de un à cinq ans reçoit, en principe, 2 kilos de riz, 2 kilos de lait en poudre et 1 litre d'huile par mois. On pare au plus pressé. C'est une course de vitesse pour rattraper la sécheresse avant l'arrivée providentielle des pluies.

Le gouvernement malgache crèvera-t-il enfin l'abcès de la famine, qui sévit notamment dans le Sud, en faisant appel, officiellement, à l'aide internationale ? Choisira-t-il, au contraire, d'attendre la fin de ce qui semble considérer aujourd'hui comme une période un peu longue de « *soudure* » ? Pour illustrer l'importance qu'il attache au culte des morts, les Antandroy ont un proverbe : « Un mort n'est jamais mort tant qu'un vivant se souvient de lui. » Ce pourrait être aussi un proverbe pour les condamnés à la famine.

L. Z.

(2) Le *kapaoka* est, à Madagascar, l'unité de mesure que représente une boîte de lait Nestlé. 1 kilo équivaut à 3 *kapaoka*.

(3) 1 franc français vaut environ 112 francs malgaches (FMG).

(4) *Fokontany* : la municipalité et, par extension, la mairie.

(5) *Fiandronana* : échelon administratif équivalent à la sous-préfecture.

TAMATAVE

La zone portuaire de Tamatave est le lieu de tous les trafics, de toutes les convoitises, un immense « supermarché » aux portes de la misère.

Rien d'étonnant, dès lors

si les habitants ne résistent pas à l'envie de voler à l'étalage.

TAMATAVE. — Fin octobre, l'un, quelconque, des deux cent trente-cinq jours de l'année où il pleut à Tamatave. Pluie pénétrante, chaude, tropicale en somme, qui, lors de courts répit, fait ressortir les effluves du plus grand port malgache et... les filles à matelot. Au-delà des belles et démodées villas coloniales qui longent, sur la mer, le boulevard Ratsimilaho, de la luxuriance des flamboyants, des palmiers-boutillies et des cocotiers, se cache une ville-gigogne, mystérieuse et violente. Violence des éléments, des frustrations, des hommes et de la misère. Tamatave permet, en raccourci, de comprendre que la majorité des Malgaches n'ont qu'un objectif : lutter pour vivre.

Finalement, Honorina a laissé de beaux restes. Plus fort que

Georgette, Inès, Kamisy, le dernier cyclone en date qui, le 15 mars dernier, s'est déchaîné sur la côte est, n'a pas détruit la physionomie générale de la ville. Pourtant, quelle fureur : « Après coup, des bateaux ont signalé des vents soufflant à 300 kilomètres-heure, et l'antémètre du terrain d'aviation s'est bloqué à 250 kilomètres-heure. C'était la démolition : maisons effondrées, tôles froissées, arbres abattus, rizières ravagées, cafilières incisées, contenues propulsées sur la plage. Sur le port, les trepouilles de 28 tonnes qui remplissent la digue ont avancé de plusieurs dizaines de mètres. » Ce récit d'un témoin ne donne qu'une faible idée des conséquences humaines de l'acharnement d'Honorina. La visite de Tamatavonono, le quartier misérable où vivent, notamment, la plupart des dockers, permet à l'imagination de faire le reste.

La chance au tourniquet

De chaque côté des bourniers creusés en forme de rues, des maisons de bois sont vaguement alignées. Celles qui ne sont pas construites sur pilotis ont, si l'on ose dire, le « tout-à-l'égout » : un va-et-vient liquide se forme entre l'intérieur des habitations et le cloaque de la rue. Honorina a soufflé Tamatavonono, comme s'il s'agissait d'effacer une plaie. La vie, pourtant, sept mois et demi après le passage du cyclone, a repris, avec fatalisme. Au Port-aux-Jones, ce village semi-lacustre coïncé entre « Moscou », le quartier de la verrerie, et la minoterie que les Soviétiques ont en train de construire, des fumées blanches montent des cabanes de bambou et les pirogues se livrent, jusqu'à la tombée de la nuit, à leur commerce fluvial.

A la différence des Karanas (les Indo-Pakistans), les Chinois habitent ici, dans les quartiers les plus populaires. Ils occupent souvent les pièces des maisons à étage, au-dessus de leurs magasins. « Ici, soupe chinoise » : l'inscription se répète au fronton de petits restaurants de brique et de brique que les Africains, chez eux, appelleraient des « *maquis* ». Ils voisinent avec les « *casinos malgaches* », où les dockers et les petits fonctionnaires vont, nuit et jour, provoquer la chance et risquer de perdre l'essentiel à un jeu de hasard, le tourniquet.

Les « tireurs » trottent dans Tamatave. Pieds nus ou chaussés de sandales, leur maigre carcasse

coincée entre les bras des pousse-pousse, les bras arc-boutés, le dos ployé, la tête couverte d'un chapeau de paille conique, ils attendent d'être hélés. Le prix de la course varie entre 250 FMG (1) pour un Malgache, 500 FMG pour un *vazaha* (étranger) et jusqu'à 1 000 FMG pour les gogos, comme les marins du navire français *Champlain* qui fit escale ici, ses cales remplies de vivres, peu après le passage d'Honorina. Les tireurs, ou « *coureurs* », travaillent quinze heures ou seize heures par jour et leur recette est d'environ 5 000 FMG. Sur cette somme, les propriétaires, souvent sino-malgaches, des quelques cinq cents « pousse-rouge » et jaune qui circulent dans la ville, reversent à peine le quart à leurs employés.

Un « quiproquo historique » ?

Les Karanas et les Chinois — près de deux mille cinq cents personnes pour chaque communauté — exercent un quasi-monopole du commerce. Aux premiers les grandes affaires et les gros trafics d'import-export, aux seconds les petites échoppes, mais aussi la sympathie des Malgaches. Les Karanas, qui font souvent l'étalage de leur fortune, ne sont guère aimés, mais leur statut social en fait des intermédiaires obligés. Curieusement, ni les uns ni les autres n'ont beaucoup profité des mannes d'Honorina. Certes, au Bazar Bo (le grand marché) et au Bazar Kely (le petit marché), des sacs estampillés « *don de la France* » ou « *don des Etats-Unis* », contenant riz, farine ou clous, furent vendus, plusieurs semaines durant, au marché noir. Mais, pour l'essentiel, l'aide humanitaire de la communauté internationale s'est « *égagée* » à « Tana », la capitale.

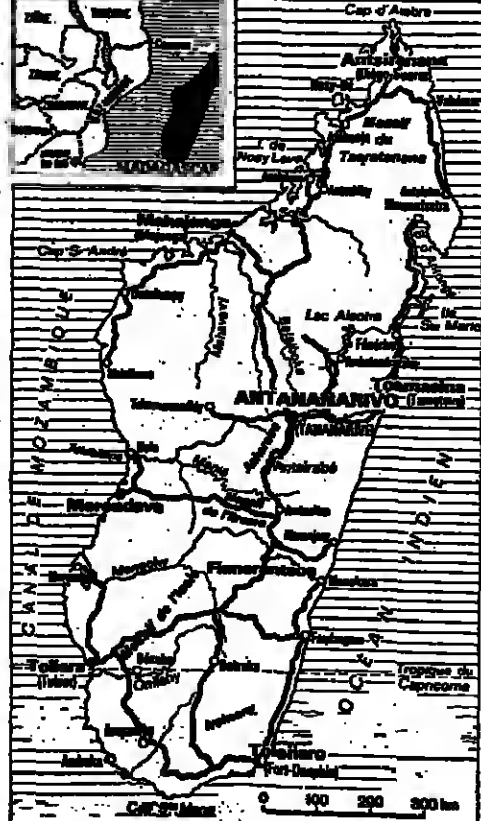
Tous les Tamataviens, parfois avec une fureur contenue, vont le disent : les victimes du cyclone n'ont fait qu'apercevoir les secours avant que ceux-ci soient chargés dans les trains. Au reste, il en a toujours été ainsi. La centralisation à outrance du système malgache fait remonter toutes les marchandises à Tananarive. Si certaines denrées parviennent à passer au travers des rets des multiples intermédiaires — hauts fonctionnaires ou ministres, — elles sont redistribuées en province. Cela explique que Tamatave, par où passent la plupart des importations et exportations malgaches, soit l'une des villes les plus chères de la Grande Ile, et où le riz est pratiquement introuvable sur le marché officiel. Dès lors, la misère, les carences alimentaires croissent rapidement depuis quelques années.

Les Zanatanas (Français nés à Madagascar) ne sont pas en cause dans cette détérioration de la situation, dont ils sont aussi victimes. Certes, rien ne sera plus comme « dans le temps », cette époque pour eux bénie des grandes propriétés terriennes, du commerce florissant, de la vie mondaine, de la « coloniale », qui persista si longtemps après l'indépendance,

jusqu'à la « révolution socialiste ». Tamatave, alors, était la ville balnéaire où se pressait la bourgeoisie de « Tana », dont les villas, aujourd'hui un peu décaties, se dressent tout le long de cette partie de l'ancienne « *côte des épices* », jusqu'à Foulpointe. Parfois murés dans leurs souvenirs, les Zanatanas parlent de « *quiproquo historique* » entre Français et Malgaches. Proposant de fois entendus : « En province, personne n'a compris ce qui se passait. Ce n'était pas une « *révolution culturelle* », mais des « *pulsions éruptives* », un trait tiré sur le passé, sur notre passé. Depuis, on a fait fausse route, le socialisme n'est désorganisé. On rachète tout cela aujourd'hui, et à quel prix ! »

Le socialisme malgache a pourtant ses bénéficiaires, ceux qui, de près ou de loin, font partie d'une sorte de nomenclature, les fonctionnaires, civils et militaires. A Tamatave, où les cargos embarquent et déchargent des milliers de tonnes de marchandises, les conditions de vie précaires de la masse de la population sont peut-être plus choquantes qu'ailleurs : les privilégiés du « système » trouvent, eux, toujours des sacs de riz, souvent détournés de port. La zone portuaire, vaste caravinsail d'une superficie de 54 hectares, est le lieu de tous les trafics, de toutes les convoitises. C'est un immense « *supermarché* » aux portes de la misère. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les habitants ne résistent pas à l'envie de voler à l'étalage.

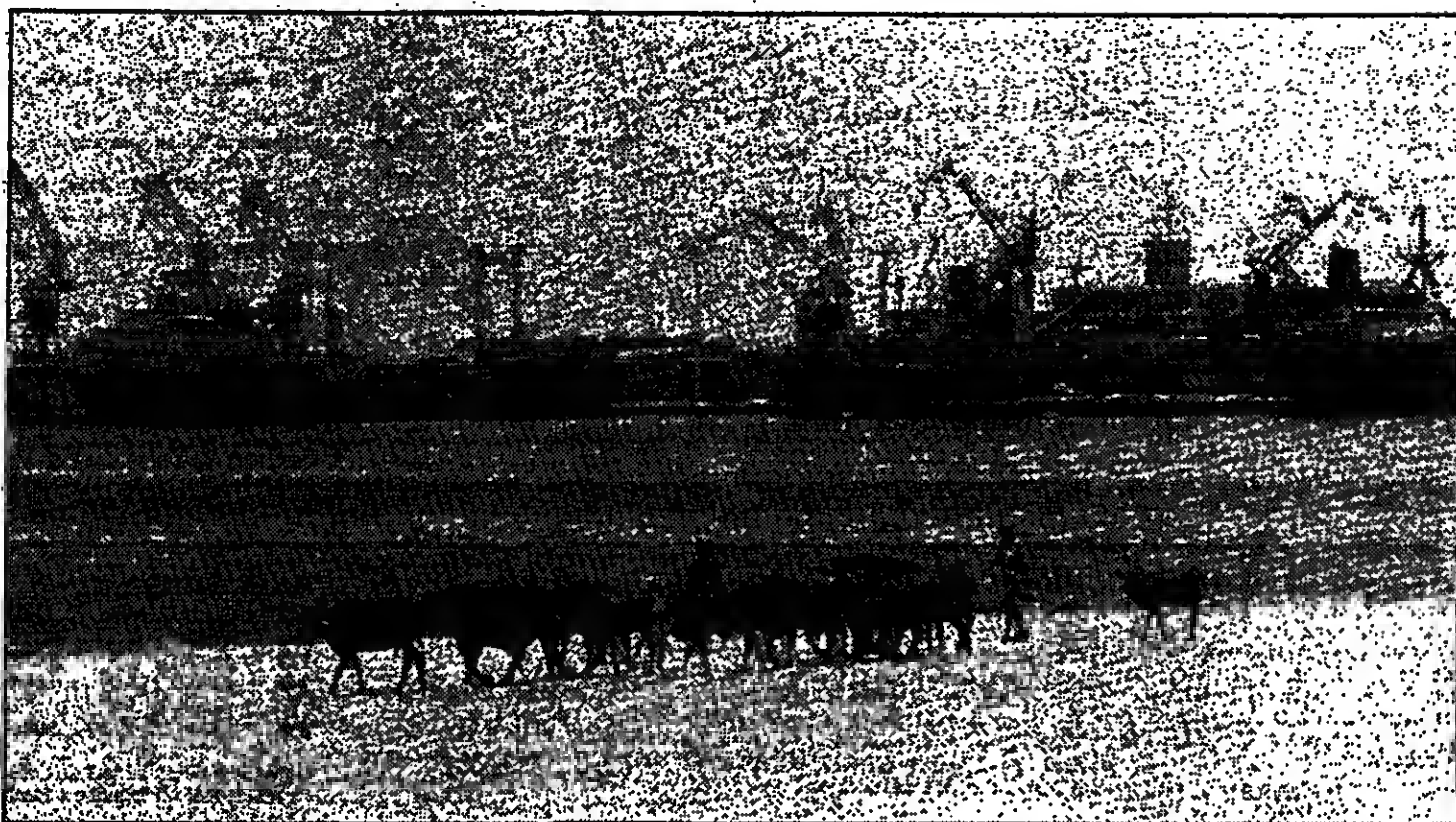
Sous des trombes d'eau, une « *filie* » escalade en courant l'échelle de coupe du *Ville de Nantes*. Le porte-conteneurs est amarré à quai, non loin de l'emplacement des quatre grues vétustes dont Honorina s'est débarrassée en les précipitant à la mer. Accoudées au bastingage, une dizaine de prostituées dévisagent avec quelques marins désœuvrés. A l'entrée du port, une circulaire, affichée au bureau des douanes, rappelle aux usagers que toutes les marchandises doivent être déclarées, y compris les « *cadeaux donnés aux visiteurs de bateaux* ». « *J'ai navigué sur toutes les mers du monde, bourslingué dans tous les ports, expliqué un matelot reconverti, nulle*



LE PORT DE TOUS LES TRAFICS

part je n'ai vu autant de « filles ». Dès qu'un bateau arrive, elles le prennent d'assaut. Les courtoises en sont pleines. Mais beaucoup, ajoute-t-il, viennent là pour le « business ». Singulier business... Les prostituées de Tamatave sont presque des assistantes sociales un peu défrées.

Longtemps, elles ont alimenté le marché local en caisses de whisky, mais aussi en beurre, cigarettes d'exportation, lessive, sardines, fromages, toutes choses introuvables, cédées par les marins pour solde de tout compte, ou monnayées à des prix hors taxes. Certains Zananas de Tamatave accueillent régulièrement les revendeurs attirés de certaines « filles ». Et puis, devant l'ampleur du phénomène et la désorganisation du travail qui en découlait, la direction du port a mis le holà, du moins l'a-t-elle cru. A l'entrée de la zone portuaire, le visiteur doit maintenant franchir un double barrage. L'un de la police et de la douane, l'autre de la Société d'exploitation du port de Tamatave (SEPT).



An cours des « shift » (période de travail de sept heures), les dockers et le personnel qui descendent dans les cales remplissent leurs poches intérieures — spécialement conçues à cet effet — de riz ou de farine qui « coulent » de sacs ébranchés.

Un quota de cartes d'accès a été distribué aux prostituées; les autres devant être officiellement « invitées ». Le système est, bien sûr, assez élastique : « Comment se fait-il qu'un bateau avec dix-huit hommes d'équipage puisse inviter cinquante filles à bord ? », feint de s'étonner un responsable. Les quelques deux cents à trois cents prostituées qui, il y a deux ans, avaient manifesté dans les rues de la ville, ont menacé de défilé une nouvelle fois, au avril dernier. L'instauration du système des cartes d'accès a permis de désamorcer cette fronde. Les « filles », aujourd'hui, peuvent donc officiellement poursuivre leur fructueux trafic de « redistribution des richesses ».

Les mesures de sécurité à l'entrée du port ont un autre objet : les vols. La zone portuaire est close, sauf sur le front de mer. A marée basse, les pirogues peuvent donc aborder discrètement près des quais. L'entreprise n'est pas sans risque : sur toute la côte est, la mer pullule de requins. Il y a quelques années, l'ampleur des vols ne dépassait pas des proportions admissibles. Comme dans tous les ports, une « feinte »

(partie de la cargaison qui est « détournée »), de l'ordre de 2 % à 5 % en fonction du type de marchandises, était prévue dans les comptes des armateurs. Mais à Tamatave, la feinte a toujours dépassé les normes, allant jusqu'à 20 %, voire beaucoup plus, pour les denrées alimentaires. Au cours des « shift » (période de travail de sept heures), les dockers et le personnel qui descendent dans les cales remplissent leurs poches intérieures — spécialement conçues à cet effet — avec du riz ou de la farine qui « coulent » des sacs ébranchés.

Cette pratique, qui a des origines très anciennes, est sans doute liée aux conditions de recrutement. Pendant l'époque coloniale, le personnel d'exploitation était constitué de prisonniers et d'« engagés forcés » qui manœuvraient rarement à leur faim. A la suite des événements de 1947, au cours desquels les mouvements nationalistes se sont opposés aux réquisitions, on a fait appel à une main-d'œuvre étrangère : Yéménites en provenance d'Aden, Réunionnais et Français, qui restèrent jusqu'à la « malgachisation », intervenus en 1961. Depuis, les

conditions de vie de la population se sont nettement détériorées. Avec elles, les vols ont changé de dimension, devenant de véritables razzias : des groupes de plusieurs dizaines d'individus, de jour comme de nuit, s'introduisent dans l'enceinte du port — pour tant gardée par une quarantaine de gendarmes et plus d'une centaine d'agents de « vigilance » de la SEPT, — et organisent de véritables razzias, s'attaquant à tous les stocks de la manutention, aussi bien aux conteneurs, aux sacs empilés sur des remorqueurs, qu'aux magasins de stockage et aux wagons qui partent sur Tananarive.

Un déficit chronique

Contre cette version tropicale de « l'attaque de la diligence », il n'y a, apparemment, aucune parade, d'autant que certains responsables de l'administration ont tout intérêt à ce que les marchands volés continuent à alimenter le marché noir. « Il ne s'agit pas seulement de délinquance », explique un haut fonctionnaire, « les gens volent surtout pour manger. Il faut voir ces pauvres types armés de couteaux qui ébranchent

des sacs de riz dont ils n'importent souvent que quelques poignées, pour le comprendre. Nous avons 23 805 tonnes de riz dans un entrepôt. C'est de la provocation ! Pour être que, moi aussi, si mes enfants crevaient de faim, j'emploierais les mêmes moyens » (2). L'administration portuaire a tenté de limiter le volume du « coulage » en achetant elle-même du riz pour ses employés. Réponse du pouvoir central : aucun quota sur les importations de riz ne peut être accordé.

Avec environ quatre mille employés, la SEPT souffre d'un déficit d'exploitation chronique qui varie entre 1,5 et 2,5 milliards de francs malgaches chaque année. Une gestion aberrante, une administration pléthorique et inefficace, une très forte syndicalisation des travailleurs, qui s'accrochent à leurs droits acquis, sont quelques-unes des raisons qui expliquent la faillite du port. Tous les ans, le gouvernement tente de supprimer le treizième mois, provoquant invariablement une grève générale. Cette prime avait été instituée en 1978, en compensation du « cadeau annuel », sous

forme de bonifié, qui remontait à l'ancien régime. Sous la pression du Fonds monétaire international, le pouvoir central a de nouveau annoncé, en décembre 1985, sa suppression, pour finalement renoncer, début janvier. Coût de la grève : 2 milliards de FMG. « La stupidité du système, reconnaît un responsable de la SEPT, est qu'avec cet argent les dockers ne pourront pas acheter de riz puisqu'il n'y en a pas ».

En avril dernier, une nouvelle direction a été nommée. Son chef, M. Marolay, jouit à la fois du soutien du président Ratsiraka et d'une réputation d'intégrité saluée par tous les armateurs. Si certains notables, pour qui une moralisation du port constitue une gêne, le laissent faire, la fâcheuse réputation que connaît Tamatave pourra peut-être se modifier. Le licenciement déguisé d'environ cinq cents personnes qui a été opéré fait sans doute partie des mesures nécessaires. Mais la population (environ cent mille habitants), dont près de la moitié vit grâce aux activités portuaires, paie ainsi un lourd tribut à une gestion déficiente.

Bon an mal an, le port traite un peu moins de 600 000 tonnes de

marchandises pour une capacité théorique de 1 million de tonnes. Un plan de réhabilitation de tous les ports malgaches a été décidé, nécessitant des investissements de 42 millions de dollars. Récemment, la Banque mondiale a accordé une « enveloppe » de 16 millions de dollars. La France, pour sa part, financera une première tranche de travaux d'une valeur de 600 000 francs français pour réparer le système de signalisation maritime du port de Tamatave, détruit par le cyclone. Celui-ci a, globalement, provoqué pour 5 milliards de francs malgaches de dégâts.

Tragique recommencement : Honorina, cette « fille à matelot », ou sa sœur cadette, n'a probablement pas dit son dernier mot...

LAURENT ZECCHIN.

(1) 1 franc français vaut environ 112 francs malgaches (FMG).
(2) Les salariés malgaches ont mis en place, le 3 novembre, un stock-tape de riz destiné à alimenter le marché pendant les périodes de pénurie. Le riz provenant de ces stocks sera vendu 480 FMG le kilo. Au marché parallèle, le prix d'un kilo peut atteindre jusqu'à 875 FMG.

LES DAHALO, FLÉAU NATIONAL

Un bon mari est un bon voleur... Sur les plateaux du pays Bara, depuis un temps immémorial, les mérites d'un prétendant sont examinés à l'aune de son cheptel, mais surtout à son habileté à voler des bœufs. Question de virilité, affaire de « sport » national aussi. Le tout était de ne pas se faire prendre sur le fait. De toute façon, le voleur, un jour, un an, dix ans ou vingt ans après, se fera voler à son tour. Dans tout le Sud malgache, mais notamment au pays des pasteurs Bara, des haines tenaces, ancestrales, sont nées des vols de bœufs. Les troupeaux, alors, étaient libres de fouler, sans interdiction, les pâturages. On était entre voleurs respectables, unis par un rite et des traditions légées par les *razana* (les ancêtres). Et puis les Dahalo (les « vrais » voleurs et bandits de grand chemin) n'ont plus rien respecté, troublant les règles du jeu entre clans.

Les Dahalo, certes, peuvent se prévaloir de « racines » aussi anciennes que les voleurs de bœufs. Seulement, à l'époque de la présence française, l'administration coloniale effectuait une « sélection naturelle » en exécutant purement et simplement les éleveurs de brousse. Et puis, après l'assassinat, en février 1975,

du colonel Richard Ratsiman-drava, alors chef de l'Etat, le nouveau pouvoir militaire du président Ratsiraka prend peur : la population est systématiquement désarmée. Plus de justice coloniale, plus d'autodéfense possible pour les éleveurs, les Dahalo vont s'enhardir et se multiplier.

Le phénomène atteint aujourd'hui les proportions d'un véritable fléau national : les Dahalo s'attaquant non seulement aux troupeaux de zébus, mais aussi aux cultures, aux biens des paysans.

L'industrie du vol de zébus

Dix millions de Malgaches pour dix millions de zébus ? Le rapport n'est plus exact, sans que l'on sache très bien quelle est l'ampleur de la diminution du cheptel bovin. Les sacrifices lors des cérémonies mortuaires, les vols, contumaces, voire la sécheresse, n'expliquent pas tout. Les éleveurs du Sud sont tous d'accord pour désigner — mais en privé seulement — les coupables : les Dahalo ne sont que les hommes de main obéissant à des personnalités puissantes et protégées. Le vol des zébus est en effet devenu une véritable industrie.

En octobre 1985, Monja Jacon, le vieux chef du Morina (1), affirmait dans un rapport : « Ce phénomène est le fait de hauts responsables du régime Ratsiraka, qui y a recours pour alimenter le marché parallèle des exportations clandestines de bœufs à destination des Comores, de Maurice, de la Réunion et des Seychelles, et peut-être parfois de l'Afrique du Sud ». Si cette explication ne convainc qu'imparfaitement, elle a le mérite de corroborer publiquement les nombreuses rumeurs qui circulent dans le Sud.

Même si les bêtes volées sont souvent revendues pour fêter dignement la mort d'un chef de famille, on est loin du compte par rapport aux milliers de zébus qui « disparaissent » chaque année. Un trafic existe donc, avec la complicité de certaines autorités locales. Pris sur le fait, les Dahalo sont souvent très vite relâchés. On apprend peu après qu'un ordre est venu d'« en haut ». Certains parlent de mystérieux bateaux qui embarqueraient, dans des ports discrets de la côte ouest, des cargaisons entières de bovins. Une chose est sûre : les vols sont trop importants pour être écoulés sur le marché local. Ceux-ci prennent aujourd'hui la forme de véritables razzias, les Dahalo se grou-

paient en bandes de plusieurs dizaines d'individus, pour faire main basse sur un troupeau de plusieurs centaines de têtes. Le temps est loin où les immenses troupeaux étaient gardés par un vieillard et quelques enfants. Aujourd'hui, les éleveurs ramènent leurs bêtes près des villages et montent la garde.

Réactions sporadiques et justice expéditive

Les pasteurs Bara, qui étaient capables de reconnaître, plusieurs années après, leur bête volée, ne retrouvent plus rien. Le marquage des bêtes (par un découpage spécifique de l'oreille) n'a plus une grande utilité. Les paysans, qui ont tenté de résister, quittent maintenant leurs maisons à l'annonce de l'arrivée d'une bande de Dahalo. Ceux-ci volent les récoltes dans les champs et organisent parfois de véritables expéditions contre les villages. Une centaine d'individus fondent brusquement sur une localité et tuent systématiquement les habitants qui résistent.

Pour lutter contre ces épisodes du Far-West malgache, les autorités réagissent sporadiquement.

L'armée, en plusieurs occasions, a été dépêchée dans le Sud pour rétablir l'ordre. La justice a alors été expéditive, les massacres visant parfois sans distinction les Dahalo et les paysans. Pendant un temps, l'insécurité disparaît. Et puis les détachements militaires disséminés dans la brousse sont rappelés et tout recommence. Les éleveurs et paysans du Sud ne savent pas très bien qui, des Dahalo ou des militaires, sont les plus dangereux...

Cette insécurité a des conséquences extrêmement graves pour l'économie malgache. Les paysans en viennent à récolter avant terme leurs cultures et limitent celles-ci au minimum. A quoi bon, en effet, agrandir des surfaces cultivées promises au pillage ?

Mais, à long terme, il y a peut-être pis : les relations quasi sacrées qu'entretenaient les Malgaches avec leurs zébus, dont la possession recouvre davantage un prestige social qu'une valeur marchande, sont foulées aux pieds par les Dahalo. C'est tout un héritage culturel qui s'effrite. L'âme des zébus pourra-t-elle encore rejoindre celle des morts ?

L. Z.

(1) Morina : « Madagascar socle-mas par le peuple malgache », principal parti politique d'opposition.

Un voyage de 8 jours

MEXICO ACAPULCO

FORFAIT «antigo» 7080\$

VIVA ACAPULCO

- Vol Aeronómico Paris-Mexico
- 1 nuit à Mexico à l'hôtel Calinda Genève ou Presidente*
- Vol Aeronómico Mexico-Acapulco
- 5 nuits à Acapulco à l'hôtel Castel Majestic ou Mirador Presidente*
- Vol Aeronómico Acapulco-Mexico - Paris

* en fonction du régime d'impôts

MEXICO

ACAPULCO

Vols réalisés par aeromexico

un voyage

EL CONDOR

Renseignements : 28, rue Delambre 75014 Paris. Tél : 16 (1) 43.28.90.46 et dans les agences de voyages.

Voyages

« On aimerait vous montrer ça sur le terrain. Amener des gens sur une éruption est aujourd'hui tout à fait possible. »

Par Patrick Francès

VOLCANS A FROID VOLCANS A CHAUD

Il lui, ils ont l'air des randonneurs classiques qu'on aperçoit sur les sentiers balisés de l'Hexagone. De près aussi, d'ailleurs, avec les détails en plus : jupes roses et mollets blancs, plus secs que gras. Des marcheurs austères et sérieux, aimant le travail bien fait et les itinéraires bien tracés. L'œil ne vagabonde guère. Le regard est collé au sol, souvent rivé sur les chaussures de celui qui précède. Capitales, les chaussures ! On les scrute, on les jauge, on les juge, on les compare aux siennes. Dis-moi ce que tu chausse, je te dirai qui tu es. Importance de détail, surtout celui qui montre qu'on a pensé à tout : la paire de ciseaux, l'alcool à 90°, les spandax, la lampe de poche, le gros caillou à usages multiples, la gourde ou, mieux, la fiole plate contenant la potion magique qui requinque au sommet.

Rien dans les poches, rien dans les mains, mais tout dans un petit sac à dos, sans oublier, accroché autour de la taille, le K-way qui protégera contre la bise ou l'ondée soudaine. Il faut les écouter, le soir, à la veille, égrener leurs souvenirs en feuilletant religieusement les albums de photos retraçant leurs diverses expéditions. Celui qui a vécu à l'œil qui brûille, les autres, l'eau à la bouche.

Endormis

La scène se passe à Chamalières, dans le cadre rétro et raffiné de l'Hotel Radio. Spécialisée dans les déplacements à thème (musique, beaux-arts, archéologie), la FNAC Voyages avait organisé récemment un week-end en Auvergne afin de présenter, en avant-première, à ses clients les plus fidèles le contenu de sa nouvelle brochure sur les volcans. Voyage au centre de la terre de France, une terre aujourd'hui tout à fait paisible. « Et pourtant, observera un des guides présents, ces volcans ne sont peut-être qu'endormis. »

En attendant, reconnaîtra Jacques Durieux, un barbu longiligne qui a planté son piolet dans la plupart des laves du monde, le Massif Central, c'est pas très frais. Dans la bouche d'un volcanologue qui, depuis 1971, tra-

vaillé avec le dynamisme éruptif, l'avoue, trahit l'impatience de quelqu'un qui aurait des fourmis dans les jambes. Surtout quand on a pour objectif de désacraliser les volcans actifs et de torréfier définitivement le con au mythe Tazieff. « Ce dernier, explique-t-il, a en effet accredité auprès du grand public le mythe du volcan dangereux. » En fait, affirme-t-il, on devrait pouvoir se rendre sur un volcan aussi facilement qu'on va au bord de la mer. Certes, il est des volcans meurtriers, notamment en Asie, mais il faut savoir aussi que leurs éruptions contribuent également à fertiliser les rizières voisines. Sans parler des Japonais ou des Islandais, qui, eux, ont carrément apprivoisé leurs volcans.

Une telle démarche ne va pas sans contradiction. Ainsi, militer pour « le droit de tous aux volcans », c'est passer, à un moment ou à un autre, sous les Fourches Caudines du tourisme. Un tourisme dont il constate, le premier, qu'il a fait, par exemple, du flanc sud de l'Etna « un véritable boulevard ». Insupportable ! commente Jacques Durieux, en ajoutant, avec un large sourire : « Heureusement, il y a les éruptions... » L'homme n'est pas à une provocation près. Ainsi confiera-t-il au cours d'une balade : « La végétation, c'est toujours embêtant en géologie : il faudrait un bon coup de défouleur pour qu'on puisse voir la roche en place... »

N'empêche que le tourisme constitue aujourd'hui un débouché non négligeable pour des volcanologues rêvant de quitter leurs laboratoires pour des missions sur le terrain. Ainsi le Groupe d'étude des volcans actifs collabore-t-il régulièrement, depuis 1981, avec la FNAC Voyages pour la réalisation de randonnées sur les volcans en activité mais accessibles au public. Créé par Jacques Durieux, cet organisme, qui a pour objectif l'étude des phénomènes volcanologiques ainsi que la vulgarisation des connaissances acquises, réunit une douzaine de scientifiques ayant boursé sur les volcans du monde entier. Parmi eux, Hervé Bertrand, géologue-vulcanologue, chercheur et enseignant à l'université de Lyon, et Alain Auchapt, géologue-

géochimiste, autour d'une thèse sur les roches volcaniques d'Afrique centrale.

Une collaboration originale qui fait toute la valeur des circuits proposés par la FNAC Voyages. Grâce, surtout, à un heureux mélange de professionnalisme et de passion contagieuse. A l'image d'un Jacques Durieux juché sur l'arête du cratère du puy des Goules, décryptant le paysage environnant avec autant de précision que le ferait une photo aux ultraviolets. Mais aussi avec la magie et la poésie d'une science qui, à coups de magma basaltique, de mèches ardentes et de fontaines de lave, vous brosse des fresques historiques en interprétant la couleur des sols ou la forme du relief.

La respiration du globe

Sans oublier de mentionner, au passage, que même si le contexte tectonique est stable, tout est en place pour une éventuelle reprise d'activité. Après tout, sous nos pieds, là, au cœur de l'Auvergne, il y a, à 2 kilomètres de profondeur, de la lave en fusion ! Et les dernières éruptions dans le Massif Central ne remontent qu'à trois mille cinq cents ans ! Presque « hier » dans la chronologie volcanique, où les plus vieux cratères de la région affichent soixante-dix mille ans. Poussière de vie perdue dans la nuit des siècles, nous découvrons soudain que la planète est vivante. Une vingtaine de volcans entrant en éruption chaque année : l'océan Atlantique qui s'élargit de 2 centimètres au cours de la même période, et le sol qui, sous l'effet de l'attraction lunaire, monte d'environ 30 centimètres toutes les six heures pour se rabaisser d'autant pendant les six heures suivantes. La respiration du globe !

Un globe qui, apprendra-t-on en marchant au sommet du puy de Dôme, ressemble à une pêche. La peau, c'est la croûte rigide de 30 à 70 kilomètres d'épaisseur. La chair, le manteau de 2 800 kilomètres constitué de roches fondues, plus ou moins pâteuses. Le noyau, enfin, un alliage de nickel, de fer et de soufre de 7 000 kilomètres de diamètre. Sans oublier

ces plaques qui jouent les uns avec les autres, s'affrontent et se chevauchent, s'écartent et se fracturent. De quoi perturber quelque peu la conception que l'on se fait d'une marche paisible le long de la crête d'un volcan assoupi d'Auvergne.

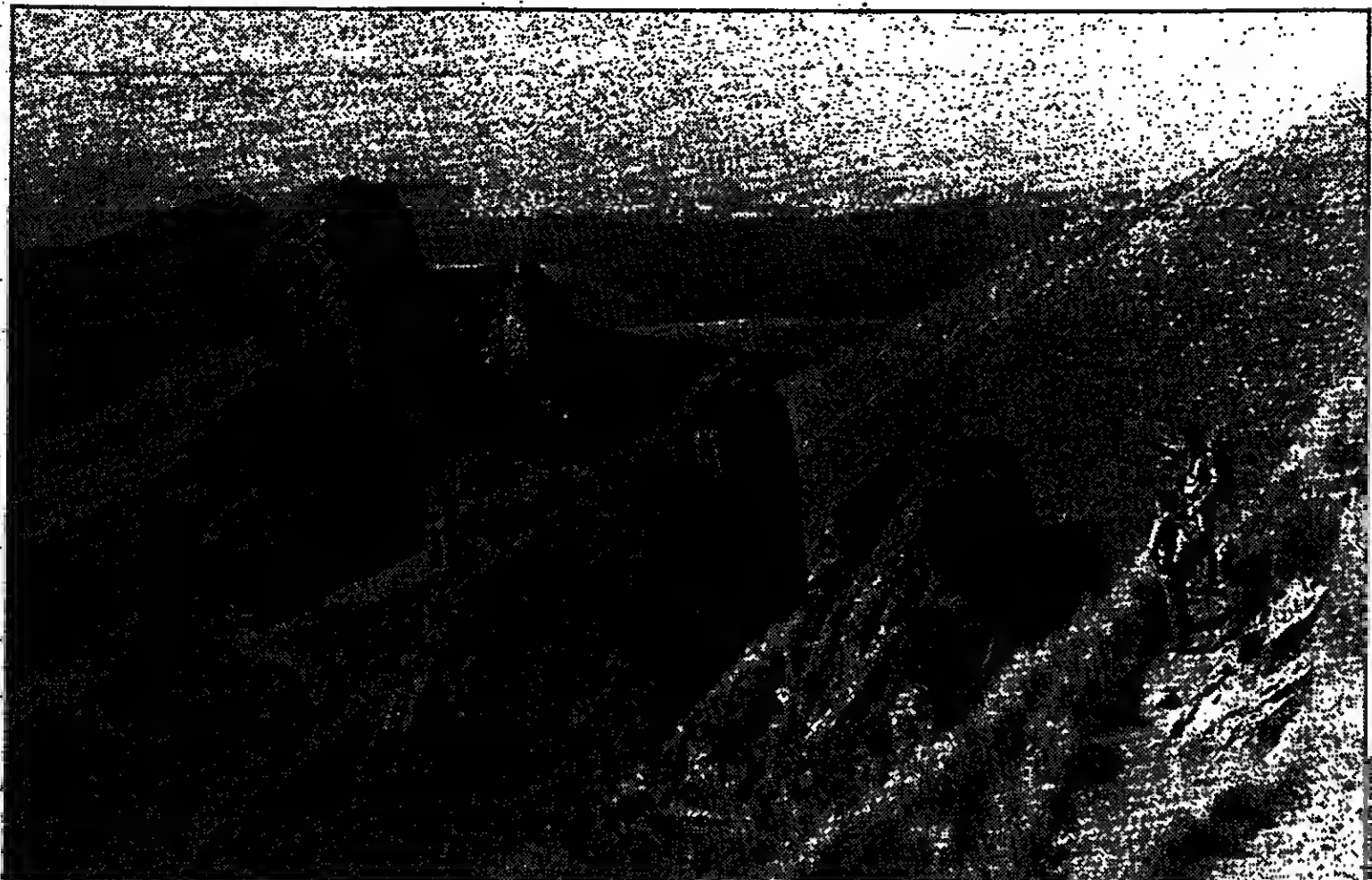
Restent la séduction et l'envolement exercés par les volcans actifs sur ceux qui les approchent. Une fascination parfaitement illustrée par le film offert, en bonnet final, aux participants du week-end de la FNAC Voyages. Intitulé « KAF », ce document condense en vingt-six minutes treize heures de tournage d'une douzaine d'éruptions du puy de la Fournaise, à la Réunion. Rien de scientifique dans cette symphonie d'images filmées (pour qui n'aurait pas ses yeux) en vitesse réelle. Une œuvre essentiellement esthétique d'où émane une atmosphère étrange, pleine de suspense, et qui distille chez le spectateur angoisse et émerveillement.

Vingt-six minutes de lave tordeue et emmêlée. Torrent rouge dévalant la pente comme une coulée d'avalanche pourpre. Terre qui crache le feu, qui gargouille, boquette et bouillonne. Quelque chose à la fois sensuel et diabolique.

« On aimerait vous montrer ça sur le terrain », commentera Jacques Durieux, une fois le projecteur éteint. « Amener des gens sur une éruption, expliquera-t-il, est tout à fait possible, car aujourd'hui on connaît assez bien le mécanisme de la Fournaise. Après vingt-quatre heures d'activité, on sait si l'éruption va durer au moins quinze jours. Certes, l'accès au massif est alors fermé, mais il serait possible d'y faire pénétrer un petit groupe de huit à dix personnes bien encadrées. » Pour les candidats à ce direct inédit, une seule obligation : pouvoir boucler son sac à dos dans les quarante-huit heures.

Pain béni pour un voyageur que des clients pareillement motivés. Finalement, des randonneurs pas comme les autres : des terre-à-terre rêvant de terres de feu et cachant mal le plaisir qu'ils éprouvent à se pencher ainsi sur les blessures de notre planète.

Au pied du puy de Sancy, en Auvergne : « On devrait pouvoir se rendre sur un volcan aussi facilement qu'on va au bord de la mer... »



A TOUT PRIX.
A TOUS LES PRIX.

ALLEMAGNE

L'hiver en Allemagne c'est : ski de fond, ski alpin, marchés de Noël, carnaval... et plus de 300 stations de sports d'hiver. Voici quelques exemples :

SEJOUR EN FORÊT-NOIRE
7 nuits, chambre et petit déjeuner en haute saison, par personne
667 Francs*
LOCATION EN HAUTE-BAVIERE
1 semaine en appartement style alpin, pour 4 personnes ; ex : en février 1987
1734 Francs*
RANDONNEE A SKI EN FORÊT-NOIRE
6 jours d'hôtel à hôtel, demi-pension, transport des bagages, par personne
1653 Francs*
SEJOUR SKI DE FOND EN ALLGÄU
7 nuits, chambre et petit déjeuner 5 jours de stage compris, par personne
850 Francs*
L'ALLEMAGNE A LA CARTE
Carte touristique 4, 9 ou 15 jours, en 2 ^e classe, à partir de 520 Francs*

* Cours : 1 DM = 3,40 FF
Je désire recevoir gratuitement votre documentation.

Nom : _____

Rue : _____

Code postal : _____

Ville : _____

DZT DEUTSCHE ZENTRALE FÜR TOURISMUS EV
Office National Allemand du Tourisme
4, Place de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : (1) 47.42.04.38

esté
it a
et à
lent
ges,
utre
nde
fes-
a et
est,
ale,
mes
Non
Aix,
r'm
fes-
he),
tion
sens

uni-
quet-
ange
entre
les
si,
t de
as se
oigt,
nove-

elles
tan-
d'en
s, les
louf-
snivi
les

et
une
ras-
qui
iffé-
da
istie
né,
sité
son
our
mes

© MURACIS

C 4044

escales

DE L'Auvergne à LA FOURNAISE

Souffle court, vertige s'abstenir. Ici des circuits pour randonneurs au cœur solide. Une excellente condition physique est nécessaire.

D'ABORD, au cœur de l'Auvergne, le plus vaste parc naturel régional de France. Caractère dominant : les volcans, qui constituent sans doute un ensemble unique au monde. Avec, surtout, au nord, la chaîne des Puys, qui ne compte pas moins de quatre-vingts volcans « jennes », dont le plus célèbre, le puy de Dôme, culmine à 1 465 m. Un ensemble qui ne figure pas au nombre des destinations proposées par FNAC Voyages mais qui peut constituer une excellente préface à des expéditions plus lointaines, une parfaite « mise en bouche » avant des festins plus chauds.

Il n'existe, en effet, probablement nulle part au monde, sur une surface aussi restreinte et aussi accessible que la chaîne des Puys, un tel nombre et une telle variété de volcans bien conservés. Un véritable musée des volcans qui offre de superbes promenades, telles celles que nous avons effectuées sur le puy des Goules ou sur les puy de la Vache et de Las-solas. Histoire de reconnaître qu'on va souvent chercher bien loin la splendeur naturelle et le dépaysement qui gisent, en fait, à deux pas de nous...

Parmi les destinations programmées par la FNAC Voyages pour le printemps et l'été 1987, signons d'abord un circuit de 8 jours dans les îles Éoliennes (6 950 F de Paris à Paris en pension complète), qui, de l'avis des spécialistes, constitue le meilleur premier voyage possible au pays des

volcans. Il est vrai que le Stromboli est en éruption permanente et que le spectacle est donc assuré. Le bivouac nocturne au bord du cratère (facultatif) est, au dire de ceux qui l'ont vécu, une mémorable expérience. A noter que si l'ascension ne représente aucune difficulté technique, elle nécessite toutefois une bonne condition physique.

Il en va de même pour le circuit islandais (17 jours, 14 100 F), qui demande également un bon esprit d'équipe indispensable pour le partage des tâches inhérentes à ce type d'expédition. Paradis des amateurs de volcans, l'Islande, c'est à la fois le rift atlantique à ciel ouvert, le face-à-face permanent du feu et de la glace, la nature en cinémascope et l'incomparable lumière nordique.

Pour les amateurs de destinations lointaines

Ceux qui cherchent des destinations plus lointaines auront le choix entre 18 jours en Indonésie (21 900 F), pays qui offre la plus grande concentration mondiale de volcans actifs, et 16 jours au Rwanda et au Zaïre (21 450 F), avec un circuit offrant deux expériences uniques : d'une part, la découverte d'une zone volcanique peu connue mais spectaculaire — la chaîne des Virunga, — d'autre part, la rencontre, dans leur milieu naturel, des derniers grands gorilles de montagne. A



signaler, enfin, un circuit de 17 jours à la Réunion (14 250 F) dont les portions pédestres permettent, du Pion des Neiges au Pion de la Fournaise, de découvrir cette splendide île tropicale. Pas besoin d'être alpiniste mais mieux vaut être en excellente condition physique pour avaler sans problèmes des étapes de 4 à 6 heures de marche, avec des passages susceptibles d'impressionner les personnes sujettes au vertige.

Rappelons que chaque groupe est accompagné d'un membre du Groupe d'étude des volcans actifs.

PATRICK FRANCÈS.

► **PARC NATUREL RÉGIONAL DES VOLCANS D'Auvergne** : Centre d'information permanent : 10, rue du Président-Delors, à Aurillac. Tous les jours sauf dimanche et lundi. Tél. : 71-48-68-68. Siège du parc : Montiosier-Randanne, 63210 Rochefort-Montagne. Tél. : 73-65-67-19. Se procurer notamment la

superbe carte des volcans de la chaîne des Puys (50 F).

► **FNAC VOYAGES** :

— 6, boulevard Sébastopol, 75004 Paris. Tél. : (1) 42-71-31-25.
— Forum des Halles, porte Lescot, niveau 3, 75001 Paris. Tél. : (1) 42-21-42-78.
— Montparnasse, 136, rue de Rennes, 75006 Paris. Tél. : (1) 42-22-19-55.
— 62, rue de la République, 69002 Lyon. Tél. : (1) 78-42-83-93.

Le volcan de la Fournaise (en éruption sur notre document) s'est assagi. Cinq ou six heures de marche pour le mériter.

RETOUR A PALMA

Les lieux les plus piétinés peuvent encore avoir de la ressource. Ainsi de Palma de Majorque.



Riad

Tous les dimanches.
Départ 20 h 50 d'Orly-Sud.
Arrivée 8 h 05 via Vienne.

Choisissez la qualité !
En Première classe
comme en classe Touriste,
Austrian Airlines vous offre
un service de haut niveau.
Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud.
Réservations : 42.66.34.66

« N'Édites pas à ma mère que je suis aux Baléares, elle me croit en train de bronzer sur la Côte d'Azur... » L'urbanisation intensive et la popularisation excessive de la destination ont contribué à dévaloriser les îles espagnoles de la Méditerranée. Au point qu'il semble parfois difficile de concevoir des messages publicitaires positifs...

Pourtant, la première image de Majorque possède tous les éléments d'un exotisme bucolique. Vue d'avion, la plaine qui entoure Palma attire le regard du voyageur, étonné par la profusion d'éoliennes. La végétation méditerranéenne agrémentée du tableau, jusqu'à ce que l'œil se bourse aux premières vagues d'immeubles qui se lancent à l'assaut du front de mer.

Au centre de sa baie, Palma, la capitale, conserve le charme languissant de ces cités espagnoles brûlées par le soleil. Derrière la promenade maritime (le Paseo marítimo) bordée de palmiers, les remparts de la vieille ville mènent à une surprenante cathédrale construite en calcaire doré de Santanyi : la Séo. La ville réserve d'autres émotions devant l'hôtel de ville et sa façade du dix-septième siècle, ou, plus haut, sur la colline qui domine Palma, du sommet du château de Bellver (Belle-Vue), que Michel Déon a qualifié un jour d'« énorme baquet surmonté d'un plangeur ».

Pour une majorité de touristes, Majorque se résume à la baie de Palma. Des deux côtés de la baie, les usines à bronzage tournent à plein régime. Soixante-dix mille lits à Palma-Nova, fréquentée principalement par les Britanniques, et soixante-quinze mille à El-Arenal où la population est plutôt germanique. Chacun chez

soi, et soleil pour tout le monde. Majorque n'est pas immense, cependant, et il suffit de quelques kilomètres pour oublier ces visions de chaires rouges.

La principale île des Baléares se distingue par une superbe variété de paysages. Des étendues de sable fin au sud, deux ébauches montagneuses, à l'ouest et à l'est, et une côte sauvage et escarpée, au nord autour du cap Formentor. Les routes qui n'autorisent pas les excès de vitesse imposent au visiteur un rythme de croisière propice à la découverte.

Saint-Trop espagnol

De Santa-Ponsa, abritée dans sa pinède, au port d'Andraitx (on prononce Andraitx), le ruban de macadam serpente à l'assaut des falaises, entre les oliviers et les amandiers. Si le secteur est assez fréquenté par la jet society, il représente la limite de l'urbanisation forcée de la côte majorquine. Passé ce Saint-Tropez espagnol, tout au long de la côte ouest, le voyage se fera par la seule voie praticable : une étroite « route touristique » qui surplombe la mer. Les points de vue de Ricardo-Rocca, de Ses-Pites et de Ses-Barques procurent le délicieux picotement que l'on ressent face au vide maritime.

En traversant la sierra de Tramontana, cette barre rocheuse qui culmine à 1 500 mètres et plonge presque directement dans la mer, on ne peut éviter la chartreuse de Valldemosa. Difficile, en effet, d'échapper au souvenir envahissant de George Sand et de Frédéric Chopin qui ont séjourné pendant plusieurs mois de l'hiver 1838 dans deux anciennes cellules de chartreux. Les portraits, bibelots et meubles présentés « co

situation », de même que le Pleyel du compositeur, tout concourt à évoquer le passage du couple illustre.

Pourtant, George Sand n'a pas été tendre avec les Baléares. Son livre de souvenirs, *Un hiver à Majorque*, est un vrai réquisitoire envers ces rives « où la mer est parfois aussi peu hospitalière que les habitants ». Au milieu de toutes ces critiques, pourtant, une phrase prémonitrice : « Un temps viendra sans doute où les amateurs délicats, jusqu'aux jolies femmes, pourront aller à Palma sans plus de fatigue et de déplaisir qu'à Genève. »

Le vrai visage de Majorque, ce sont les cultures en terrasses de Banyalbufar, la crique de la Calobra, le torrent de Parcís qui débouche dans la mer entre deux parois rocheuses à Escorca. Ce sont aussi les vieilles rues aux pavés inégaux de Binissari, les champs d'oliviers au pied du château d'Artà, l'escalier interminable qui monte au calvaire de Pollensa.

Entre l'hiver bougon de George Sand et l'été cuisant de quelques millions de touristes, il reste une multitude de moments pour découvrir la plus grande des îles Baléares. Sans préjugés, mais avec le désir de sortir des sentiers battus.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

► **CLUBÉLITOS** propose un séjour à Majorque, hors des horizons bétonnés, à proximité de la petite crique de Portels-Nous, au milieu des pins. Renseignements : 126, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. : 42-46-74-08.

► **LIRE** : Aux Baléares, par Yvonne Vassart, collection « Guides Hachette Visa ». *Un hiver à Majorque*, de George Sand. Éditions La Cartuja (Majorque). Édition française.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06500 MENTON
HOTEL DU PARC ***
Tél. : 93-51-66-66. Près mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur demande.

Montagne

SPORTS D'HIVER EN QUEYRAS
Alt. 2000 m
Hôtel LE COGNAREL *N**
Logis de France.
05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
Tél. : (16) 92-45-81-83

05490 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste. fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD
Chamb. et duplex + cuisine, dep. 450 F pers./sem. Tél. 92-45-82-88.
BEAUREGARD
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-62.

05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
HOTEL LA MAISON DE GAUDISSART
Stages de ski de fond, raïdo.
Tél. (16) 92-45-83-89 ou 92-45-83-88.

Italie

Venise

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonio.

RÉSIDENCES

MONTAGNE
73550 MÉRIBEL (Savoie).
Promoteur vend directement à prix cassé
TR. BEAUX APPTS meublés, T2, T2 cabine et T3. Possibilité support locatif élevé. Offre limitée. 61-22-81-22.

Suisse

LEYSIN ALPES VAUDOISES
4150 m de Pâle par TGV
HOTEL SYLVANA ***
Pour vos vac. d'hiver. Situé, excepté à 50 m des pistes de ski. Chambres tout confort. Prix en demi-pens. selon saison 57 à 70 FS (sew. 220 à 270 FF) 11 compr. Pans. BONELLI T. 19-41/28/34-11-36 CH-1854 LEYSIN

ZERMATT
PARKHOTEL BEAU-SITE
Première classe. Tout confort et piscine. Prix raisonnables.
Tél. 19-41-28-67-12-71
CH-3928 ZERMATT. Tél. 472116.

TOURISME

Séjours enfants Haut-Jura
VACANCES NOËL 1986-1987
ET PAQUES 1987
Ski de fond, tennis, jeux pl.-air, jeux int. Yves et Liliane (37 ans) réservent un acc. famil. et s'occupent des activités des enfants limitées à 14, pour assur. une qual. d'hébergement dans leur anc. ferme construite au XVIII^e s., confortabl. aménagée. Prix 1590 F sem./enfant.
Pour tous rens. 81-38-12-51.

PARC NATUREL DU QUEYRAS
Stages tennis. Randonnées et raïdo.
HOTEL GITE D'ÉTAPE
LA MAISON DE GAUDISSART
05390 MOLINES - Tél. (1) 92-45-83-29.

FERME DE LABESSE XV^e S.
Séjours SKI DE FOND SUR LE HAUT PLATEAU ARDECHOIS
7 jours : pension + encadrement + matériel = 1 000 à 1 700 F
Mejean Gérard 07510 Ussat-Rieuord
Tél. 75-38-80-64 - Doc. grat. s/dem.

CAMPAGNE MÉRIS MONTAGNE

A LOUER
LAREDO (Espagne)
App. 2 ch., s. de séj., cuis., s. de b., balc., vue mer, accès dir. à la plage. Dispon. : JUIN, JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE
Tél. : 39-65-25-32

مكتبة

مكتبة المجلد

MANILLE VILLE OFFERTE

Manille, ville ouverte, ville offerte.
Manille, une ville
qu'il faut courtiser pour l'aimer.

Par Philippe Pons

Où chercher l'identité de Manille ? Dans son histoire ? Mais Manille, gonflée aujourd'hui de huit millions d'habitants, se souvient-elle d'avoir été une bourgade musulmane, protégée par des palissades en bambou avant qu'en 1571, Legazpi et ses conquérants ne l'investissent ? Ils conquérèrent au demeurant des ruines fumantes, car la population l'avait incendiée avant de s'enfuir. Les Espagnols construisirent sur le delta de la Pasig leur cité de pierre Intramuros. Seul le nom d'un marché du quartier de Quiapo rappelle le rajah Soliman, venu de Brunei, qui régna sur le delta jusqu'au jour où les Espagnols découvrirent, comme le nota La Pérouse, que Manille était la « ville la mieux située du monde » et en firent la clé de leur commerce avec l'Orient.

Intramuros fut une galaxie de domes. Des sept églises de la cité espagnole, rasée par les bombardements américains destinés à éloigner les Japonais qui s'y étaient réfugiés pendant la guerre du Pacifique, il ne reste que deux : San Agustín et la cathédrale, reconstruite. Les murailles, qui avaient résisté deux siècles et demi, demeurent çà et là, telle une mémoire en archipel.

Il reste un peu plus de la Manille de la colonisation américaine (1896-1946). Si les Espagnols avaient dans les yeux la Castille lorsqu'ils édifièrent Intramuros, les Américains, et en particulier l'architecte Daniel Burnham, qui conçut l'Union Station de Washington, voulurent tirer parti des beautés naturelles du lieu en remodelant Manille au tournant du siècle. Et ils construisirent notamment le boulevard qui longe la baie (aujourd'hui Roxas Bld, du nom du premier président des Philippines indépendantes). A l'architecture coloniale espagnole se mêlèrent un style inspiré du classicisme Renaissance (Manille n'avait été au demeurant qu'effleurée par le baroque colonial comparé aux villes brésiliennes ou mexicaines) et l'influence de l'art déco : le pont du Quiapo, des bâtiments du quartier Escolta, comme Regina et Samanillo ou le Metropolitan Theater, en sont des exemples.

Rendez-vous de l'histoire et des romances

De l'architecture du début du siècle, Manille a surtout conservé le Manila Hotel. Ce palace, ouvert en 1912, qui se voulait le Waldorf des Philippines, reste, avec l'architecture basse, blanche et verte de son ancien bâtiment, l'un de ces hôtels qu'on ne trouve plus guère qu'en Asie où se conjuguent le mythe d'un nom, l'histoire, une atmosphère et un service perdus ailleurs. Comme le Mandarin ou le Peninsula de Hongkong, l'Oriental de Bangkok ou le Raffles de Singapour, le Manila Hotel, dont MacArthur, avant-guerre, fit son palais, est l'un de ces lieux de rendez-vous privilégiés de l'histoire et des romances personnelles, des romances et des drames. C'est là qu'en juillet se joua la pantomime de coup d'État de M. Tolentino et de sa brochure de généraux.

Le charme de Manila Hotel, de ses boiseries et de ses verandas ne doit pas dissimuler que ce fut un hôtel construit par les Américains pour les Américains. On trouve, dès lors, l'anthracite mémoire de cette ville où le colonialisme semble avoir tout imprégné : l'architecture, la religion, la langue, le système éducatif ? Si profondément que les statues des héros nationaux, Rizal, le bour-

geois fusillé en 1896 par les Américains dans le parc Bagumbayan (aujourd'hui Rizal Parc), et Bonifacio, le prolétaire, lecteur vorace de Hugo, sorti de Tondo pour ramener ses congénères et chasser les Espagnols, paraissent des figures anachroniques dans leur affirmation d'une identité philippine.

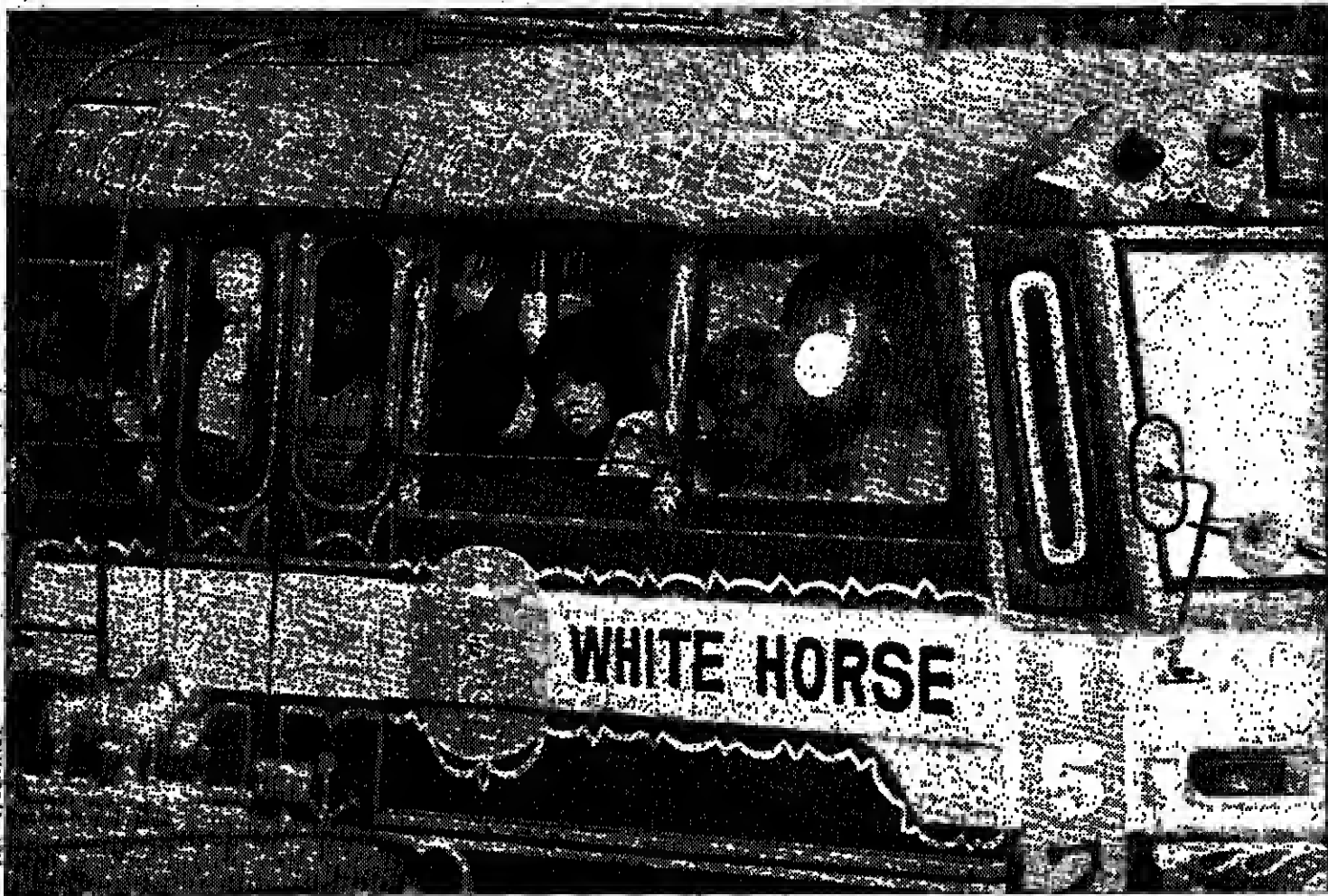
Partout ailleurs en Asie, les influences étrangères ont été plus ou moins assimilées. A Manille, qui dut autrefois sa prospérité au commerce d'entrepôt des galions sillonnant les mers pour échanger les épices, les soies et les porcelaines de l'Asie contre l'argent et l'or du Mexique, puis contre le capitalisme de souche américaine, ces influences semblent se juxtaposer plutôt que se fondre. Le monde moderne y a ajouté ses propres clivages et ségrégations de classe, mettant fin à la cohabitation des riches et des pauvres : que peuvent avoir en commun les « ghettos florissants » des nantis, fermés et gardés, et Chinatown, Las Pinas ou Paranaque ?

Les unités de jeepneys, sortes de minibus sur un châssis de jeep, bariolés et surchargés de chromes, de rétroviseurs et de plumes, monuments de fantaisie débridée et de kitsch populaire, relient entre eux les fragments de ce puzzle d'identités qui sont les quartiers de Manille. Tout comme, spirituellement, une religiosité fervente et parfois naïve innerve les comportements quotidiens, donnant à la ville une apparente unité. Cette religiosité s'exprime par ces chapiteaux torsadés autour des rétroviseurs des taxis, par ces madones omniprésentes, ces crucifix et ces images pieuses épinglées sur une porte, par ces églises qui allient l'or et le pourpre à la pierre et au bambou. Une religiosité où se mêlent un catholicisme très espagnol, mystique, et des croyances ancestrales en une multitude d'anitos (les esprits).

La plupart des lignes de jeepneys convergent vers un lieu qui est sans doute l'un des vrais cœurs de Manille populaire : l'église de Quiapo, ce qui fait des rues adjacentes l'un des endroits les plus congestionnés de la ville. Là existe encore une mémoire : celle de la ville basse - jamais aussi bien nommée, puisque, étant au-dessous du niveau de la mer, elle est souvent inondée à la saison des pluies par les eaux de la Pasig.

Sous les statues des saints, les marchands de cierges, de « bon-dieueries », d'amalettes, d'herbes médicinales, et de décoctions magiques diverses, souvent contenues dans des bouteilles de bière usagées, commencent à allumer leurs lampes à huile - de simples fioles en métal d'où sort une mèche. C'est l'heure de l'angélus. A l'intérieur de l'église, qui en soi n'a rien d'extraordinaire et de surcroît est en cours de « modernisation », les fidèles avancent à genoux vers l'autel, palmodiant leurs prières. La plupart des femmes ont la tête couverte d'une mantille noire. Le bourdonnement des prières se confond avec le brouhaha de l'avenue. Aux portes de l'église, les mendiants présentent leurs moignons, les marchands leurs billets de loterie et leurs herbes, dont l'odeur acidulée se mêle à celle de l'encens. Dehors, c'est la vie grouillante de la plaza Miranda. Cette place fut à la fin des années 60 l'agora de Manille où les tribuns testaient leur pouvoir sur la foule. Les hommes en groupe y parlaient encore politique ou affaires de femmes, commentent les résultats du sweepstake.

Avec la nuit, le quartier de Quiapo prend, dans ses recoins et ses dédales, des allures de cour



Les jeepneys, monuments de fantaisie et de kitsch populaire

des miracles. Une foule bigarrée se presse et se faufile entre les jeepneys, les calesas tirées par de petits chevaux évoluant entre les états, le plus souvent à même le sol, du marché de Quiapo. Les odéurs se mêlent : celle des gaz d'échappement et le parfum entêtant des sampanguita, petites fleurs blanches en guirlandes destinées aux offrandes, celles du croûton et des relents de vase de la Pasig, des effluves de sueur et de cette huile de palme omniprésente qui flotte dans les fumées provenant des gargotes en pleine rue. Au milieu de la cacophonie des klaxons à trompe des jeepneys, des volées de musique disco qu'elles laissent derrière elles, du claquement des sabots, des pétarades des échappements et des appels des marchands, emportés dans le baléodisque des couleurs en fête des états et des heures des cierges que les jours d'orage les fidèles protègent de leur parapluie, la pauvreté paraît détendue et se fait nonchalante.

Le syncrétisme philippin

Après avoir prié, la plupart des fidèles s'empresse, en sortant de l'église de Quiapo, d'acheter une amulette porte-bonheur ou de consulter une tireuse de cartes. L'une des plus étonnantes expressions de ce syncrétisme philippin est l'église Santo-Sang-Kong, non loin de Quiapo, dans la ville chinoise. Elle abrite les statues de vingt-cinq divinités du monde entier ; le ministre de ces cultes étant, en raison de ses facultés divinatoires, l'une des personnalités les plus respectées de la colonie chinoise. De l'autre côté de Quezon Avenue se dresse la mosquée, d'une esthétique peu convaincante. Inopinément, un gamin vous tend un journal en arabe, publié par une faction opposée au régime de Saddam Hussein en Irak.

S'il y a une authenticité dans cette ville hétéroclite faite de toutes les dissonances et de toutes les outrances, c'est la vie des rues des quartiers populaires. Une Manille au ras du sol. Ces quartiers, Quiapo, Santa-Cruz, etc., se trouvent tous au nord de la Pasig, sur les rives méridionales de laquelle s'élevait jadis la cité espagnole. La rivière séparait deux univers : celui des maîtres du lieu, les conquistadores, et celui des villages où vivaient les autochtones. Il y avait là les charpentiers, les maçons, les peintres, les

chasseurs d'oreilles, les charmeurs de serpents (qu'on trouve encore dans Corrido Street). Un monde cosmopolite où se côtoyaient Indios (nom que les Espagnols donnaient aux Philippines), Méstizos, Chinois, Japonais, Américains, Indiens et Malais, et nombre d'Espagnols en rupture de ban. Au moment de la conquête, ces villages avaient pour centre non un temple mais un marché. Tout naturellement, c'est à proximité de ceux-ci que les nouveaux maîtres du pays construisirent leurs églises. C'est aussi au nord de la Pasig que s'implanta la colonie chinoise. Les Chinois étaient arrivés aux Philippines bien avant les Espagnols. Leur nombre et leur habileté en affaires inquiétèrent les conquistadores, qui les parquèrent dans le district de Parian. Ils ont étendu depuis leurs activités à tout le quartier de Bitondo, où autrefois on fabriquait des cigares et dont les entrepôts regorgeaient d'opium. Rengaines lancinantes d'opéras chinois, odeurs d'encens ou de la pharmacopée de la Chine éternelle, produits de Hongkong, bordels stérilisés parfois à un temple qui occupe curieusement un appartement : on trouve tout dans la Chinatown de Manille.

Dans ces quartiers, microcosme d'une culture de la pauvreté où l'homme gère la pénurie, la rue transcende son utilisation habituelle : elle n'est qu'accessoirement un lieu de transit. La rue est l'univers de ceux qui l'habitent : un asile, un abri, une « maison », un lieu d'échange, de jeu, une « banque ». Les rois des rues sont les enfants. Embusqués dans les failles du monde des adultes, ils en connaissent les dédales et les coulisses.

La rue de Manille est une entre où la vie se conquiert à coups de poing et à coups de cœur, où le hasard, une initiative inopinée, créent un univers, une communauté. Comme celle des nains de Hobbit House, ce bar d'Ermita, célèbre entre autres parce qu'il y produisit Freddie Aguilar, qui mit à la mode le chant, beau et grave, Bayan ko, des révolutionnaires philippins du tournant du siècle, qui allait devenir l'hymne des partisans de Cory Aquino. Hobbit House, au départ, c'était l'initiative d'un Américain débarqué aux Philippines en 1962 avec le Peace Corp et qui avait le sens des affaires : il s'était aperçu que lorsqu'on avait formé des serveurs, ceux-ci s'empressaient de

vous quitter pour aller chez le plus offrant. Alors, il chercha des gens qui lui seraient fidèles, et il pensa aux nains qui, aux Philippines, sont aussi des porte-bonheur.

Influencé par le livre *Hobbit*, de J.R.R. Tolkien, il se prit aussi d'affection pour les *little people*, et il créa, à côté de son bar, un univers à leur mesure comme avaient fait autrefois les princes de Gonzague à Mantoue. Ils sont aujourd'hui une cinquantaine à vivre dans Hobbit House, avec leurs femmes, leurs petites amies, leurs enfants. Le soir, ils apportent les bocks de bière, tenus à deux mains comme une offrande, leur tête au ras des tables. L'un d'eux vient d'une tribu de Minda-

nao. Lorsqu'il arriva, il ne parlait pas un mot d'une langue intelligible, sinon un dialecte que personne ne comprenait. Comment avait-il appris l'existence de ce refuge ? Comment avait-il trouvé son chemin ? Aujourd'hui, il rit à gorge déployée, arborant sur son tee-shirt : « Small is beautiful ». Une belle histoire. C'est cela aussi Manille.

● Précision. - L'ouvrage *La Politique à l'affiche, affiches électorales et publicité politique 1965-1986*, de Jean-Marc, Philippe Benoît et Jean-Marc Lech (le Monde sans visa du 15 novembre) est publié par les Editions du May, 116, rue du Bac, 75007 Paris.

SAHARA
Ne vous privez plus de DÉSERT !
Expéditions • Randonnées
HOGGAR 14 J. 400F TASSILI 12 J. 300F
NOMADE
Dcc. 8 J. 150F
155, Avenue du Sahara
90, Avenue des Ternes, 75017 PARIS
Tél. : 43-29-08-80
Egalement : Maroc, Mali, etc.

Pianino Hanlet
Le plus petit des
grands pianos.

8950* Crédit possible
Venez le découvrir :
Pianos Hanlet
264, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris 4766.51.94
21, rue Grange Dame Rose
78140 Vélizy 39.46.00.52

SAHARA
NIGER • MALI • MAROC
KENYA • TANZANIE
A PIED ET EN 4 x 4
CATALOGUE SUR DEMANDE
Club Aventure
122, rue d'Assas - 75006 Paris
Tél. : 46 34 22 60

USA
Que ce soit
Luxembourg
NEW YORK
Luxembourg
WASHINGTON
Luxembourg
CHICAGO
Luxembourg
DETROIT
Prix aller-retour
2590 F
seulement.
Taux PEX 14/90 jours
Admission SMOF compris
sur réseau agréé.
C'est un tarif
ICELANDAIR
bien sûr !
ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26
ou votre agent de voyages.

la table

DU NOUVEAU SUR LA CÔTE

Par La Reynière

Si vous renouez avec les plaisirs d'autrefois et de la Côte en hiver, si vous allez à Monte-Carlo pour le Festival de cirque (du 4 au 8 décembre) - et cela en vaut la peine, - voici quelques nouveautés.

A Monte-Carlo d'abord, où l'Hôtel Hermitage (square Beaumarchais - tél. : 93-50-67-31) a fait peau neuve. Très joli décor Belle Époque pour le salon et le restaurant, qui, lors de l'inauguration, a donné lieu à un repas 1900. Y figurait, entre autres, le comte Newburg, et M. Christian Millau sembla s'en régaler, ce qui fit sourire ceux qui se souvenaient qu'il avait traité ce plat de « valériannin et arthritique » dans son dernier guide. Mais, à Monte-Carlo où l'on parle d'Alain Ducasse pour succéder au chef de l'Hôtel de Paris, le meilleur des restaurants de la SBM reste celui du Mirabeau (1, avenue Princesse-Grâce, tél. : 93-25-45-45), la Coupée, où officia Yves Garnier.

Dans les Sœurs du Nord, Prix du roman d'aventure 1986, l'auteur, Michel Grisolia, ose écrire qu'il est, ici, pour déjeuner, impossible de trouver un lieu abordable : « Ce ne sont que restaurants aux glaces teintes ! » Il

ce dirait point cela au Roof (25 bis, boulevard Albert-I^{er} - tél. : 93-25-25-65). C'est l'événement de l'année que ce restaurant-club au onzième étage - le dernier - dominant de toute sa verrière sur le vieux port. Et lorsque l'on sait que Philippe Lacharme règne sur cette étonnante proue de yacht, avec une carte courte (une douzaine de plats : mescal au foie gras chaud, bourride, raie beurre blanc de câpres, rognon entier aux herbes (compter 400-500 F), à laquelle il faut ajouter les surprises du marché dont la longue liste, intitulée « Les trésors du chef », peut comporter des tentations aussi variées qu'un feuillet de fruits de mer, le gibier en saison, ou encore le bœuf à la provençale, l'osso-buco italien ou cette étonnante queue de cochon aux haricots rouges.

On parle aussi, à Eze-Village, du départ de Borfiga (pourtant ouvert à grand tapage), au Cap Ferrat, du changement de propriétaire et de direction du Grand Hôtel (des travaux considérables et pas toujours indiqués sont entrepris mais, pour l'instant, le chef - excellent - Jean-Marc Guillon, demeure en place), à Juan-les-Pins de la réouverture du Provençal d'illustre mémoire.

A signaler aussi la terrasse enfouie couverte de La Bonne Auberge d'Antibes : vitrée, climatisée, ce sera désormais une joie de plus que de fuir les bruits de la ville et du chemin de fer, en dégustant la merveilleuse cuisine de Jo (assisté de son jeune fils Philippe) Rostang.

A Nice enfin - et si ce n'est pas du nouveau, c'est une confirmation, - le Bistrot d'Antoine est en passe de devenir le « coin à la mode » des connaisseurs.

Un lecteur de Vincennes me le confirme : « Nous apprécions la cuisine française et subtile d'Antoine, l'honnêteté de ses prix, la chaleur et la générosité de l'accueil et le dynamisme de l'hôte... » Cette belle et blonde hôtesse n'est autre que Frédérique, femme de cet heureux Antoine Villa (26, boulevard Victor-Hugo, tél. : 93-88-49-75, fermé le dimanche). Pour moi, j'ai déjeuné là de harengs doux avec une terrine de ratatouille au coulis de tomates, d'une dorade nicoise et d'une merveilleuse tarte chaude aux pommes. Avec demi-bouteille de côtes de Provence, l'addition n'atteignait pas 200 F. Et dire que ce Bistrot d'Antoine ne figure sur aucun guide !

RECTIFICATIF

TANNHAUSER. - Le numéro de téléphone indiqué dans notre édition du 15 novembre était erroné. Pour réserver au Tannhauser (16, rue Saint-Augustin, Paris-2^e), composer le 42-96-82-70.

Le Bottin gourmand 1987

Des trois grands guides, c'est incontestablement le premier... à paraître ! Le Bottin gourmand millésime 1987 est donc en vente à la fin de cette semaine : 1 464 pages sous reliure rigide et lavable, imprimé en quatre couleurs et au prix de 150 francs.

Cette neuve édition se présente, en chiffres, avec, dans l'ordre départemental, qui est bien le plus pratique, 3 110 localités ; en tout 7 680 hôtels et restaurants recommandés (dont 537 nouveaux pour 390 suppressions), avec les cartes routières et les renseignements touristiques permettant d'établir ses promenades gastronomiques.

Pas de changement dans les 4 étoiles et seulement deux nouveaux 3 étoiles (J.-P. Billoux, à Dijon, venu de Dijon, et La Chaux-de-Fonds, à Montbéliard). Vingt-cinq nouveaux 2 étoiles en province, dont Le Métropole et La Réserve, de Beauville-sur-Mer, et quatre à Paris (Gérard Besson, Le Relais Louis XIII, Gérard et Nicole, Le Carré des Feuillants). Enfin, parmi les restaurants parisiens classés, je me réjouis de trouver Le Delmonico, L'Impasse, Tante Madeleine, Le Sallambier, Le Table d'Amers, La Flambe, Le Beaudant, La Gourmandine, Le Pavillon Puelb, qui furent signalés par mes soins à l'attention des gourmets tout au long de l'année.

COURTINE

ENSEIGNE

HOSPICES DE BEAUNE : RETOUR A LA SAGESSE

« L'fait que les prix baissent d'au moins 20 % cette année, sinon ce sera la catastrophe à l'étranger. » C'était le souhait unanime des négociants, surtout des exportateurs, à la veille de la cent vingt-sixième vente des vins des Hospices de Beaune, tenue traditionnellement le troisième dimanche de novembre et qui sert de baromètre à la Bourgogne viticole. Eh bien ! ce souhait a été exaucé, et même bien au-delà, puisque la baisse moyenne a dépassé 41 %, avec, parfois des chutes frôlant 70 % : on est revenu sur niveaux de 1983-1984. Ce sont les vins rouges qui ont été les plus affectés (- 44 %), tandis que les blancs, plus réduits en quantité et traditionnellement plus recherchés, comme le corton-charlemagne, ne perdaient que 27 %, ou même faisaient jeu égal.

Cette baisse, la première enregistrée depuis la vente de 1980, faisait suite, il est vrai, à une flambée spectaculaire l'an dernier, avec un bond de 86 % sur les vins rouges et de 33 % sur les blancs, déjà en progression de 58 % en 1984. Une correction de ces excès s'imposait, d'autant que le vit reculé du dollar, qui renchérit les achats effectués en France par les Américains, exerçait un effet dépressif. Depuis dix ans, on observe un parallélisme troublant entre le cours du dollar et

les exportations de Bourgogne et de beaujolais. Or cette année, les expéditions de Bourgogne blanc vers les États-Unis, premier marché avec 45 % du total, ont déjà fléchi de 14 % en volume, après avoir plafonné en 1985 et bondi de 50 % en 1984, année de grande hausse pour le dollar. Le phénomène est identique sur le marché britannique (au deuxième rang avec 20 % des exportations), affecté par la baisse de la livre sterling. L'an prochain, ce recul devrait s'aggraver puisque les négociants vendent les vins un an après la vendange pour les blancs et deux ans après pour les rouges. Or les prix ont flambé en 1985 comme on l'a vu, et cette hausse n'a pas encore été répercutée sur l'étranger.

Le millésime 1985, après un 1984 médiocre, était sans doute exceptionnel en qualité, plus souple que le terrible et magnifique 1983, avec une vendange que, successivement, le gel et la « coulure » de la fleur en juin avaient passablement amputée. Cette année, le diagnostic est plus mitigé. Les pluies froides du printemps commencèrent par retarder dangereusement la sortie des feuilles, mais la floraison, en revanche, fut exceptionnelle, et les conditions climatiques furent bonnes pendant l'été avec un temps sec et chaud, sans attaque de la redoutable « pourriture grise ». Mal-

heureusement, une semaine avant les vendanges, il tomba 140 millimètres d'eau, ce qui provoqua un gonflement rapide des grains de raisin, donc une dilution des jus et aussi l'apparition de foyers de pourriture grise, avec l'obligation de procéder à des tris dans certains vignobles. Le retour d'un temps sec et chaud dès le début de la collecte, accompagné d'un providentiel vent du nord, a permis de limiter les dégâts et, surtout, de concentrer à nouveau les jus, avec des degrés d'alcool exceptionnels : de 12,5 % à 13,5 %. Résultat des courses : les vins blancs, selon les augures officiels, sont « fruités et parfumés, parfaitement équilibrés avec beaucoup de sève et laissent présager un très grand millésime ». Quant aux rouges (les deux tiers de la vendange), ils « présentent une belle couleur, révèlent un corps dégageant, avec un caractère assez tannique et une acidité quelquefois soutenue, favorables à une longue garde ».

En langage décodé, selon M. Claude Bouchard, chef de la Maison Bouchard Père et Fils, 1986 sera « l'année des blancs », tandis que les rouges s'inscrivent parmi les meilleurs depuis dix ans. Pour ces derniers, « nous avons frôlé le grand millésime, et aussi la catastrophe ».

FRANÇOIS RENARD.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

Le monde du chablis

DOMAINE ÉTIENNE DEDAX MILLY - 89800 CHABLIS 12 CHABLIS 1^{er} CRU VAILLON 1984 Franco pour 800 F par chèque.

MERCUREY A.O.C. Vente directe propriété 12 bouteilles 1983 : 480 F TTC franco dom. Taux sur demande - Tél. 86-47-12-84 Louis Modier, viticulteur, 71600 Mercurey.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS VENTEUR 51200 ÉPERNAY. T. 26-58-48-37 Vin vieill en foudre. Tarif sur demande.

SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU « CHATEAU LA TOUR BLANCHE » BOMMES 33210 LANGON Tél. : 56-63-61-55 Tarif sur demande Vente directe Présent au Salon des caves particulières PARIS-AUSTERLITZ du 28 novembre au 1^{er} décembre 1986 STAND F25 SALLE 2

A.O.C. St-Émilion 85 25 F la bout. A.O.C. Bordeaux sup. 85 15 F la bout. Cati 30 1 360 F. Docum. sur demande. Alain DEBAQUE - Comdat 33500 LIBOURNE. Tél. 57-74-14-90.

GRAND VIN DE BORDEAUX CHATEAU DE LA TOUR DE BY Tél. 56-41-50-03. Cru Grand Bourgeois du Médoc. Tarifs et renseignements pour expéditions, et commande en primeur pour le millésime 1986, vin exceptionnel.

DOMAINE DU PÈRE CABOCHE J.-P. BOISSON, route de Courbezon, 84230 CHATEAUNEUF-DU-PAPIS. Tél. 90-83-71-44 CHATEAUNEUF-DU-PAPIS, rouge et blanc. COTES DU RHÔNE. Vin de pays. Vin de table. Grands vins de propriété récoltant à Châteauneuf-du-Pape dep. plus, siècles. Envoi de tarif sur demande.

Chateau St-Estève 100 25^e année de vente médailles aux amateurs Offre spéciale réservée aux lecteurs du Monde 12 BOUTEILLES ASSORTIES A.O.C. Châteauneuf du Rhône Villages et Côtes du Rhône CHATEAU SAINT-ESTÈVE, rouge 315 F (11) TTC, rendu à domicile Millésime 1983 3 bouteilles Millésime 1984 3 bouteilles Millésime 1985 3 bouteilles E. François & Fils, propriétaires-récoltant Bourg 41800 BRANNE - Tél. : 56-34-34-04 (11) Joindre le règlement à la commande Catalogue sur demande

Produits régionaux Me-gourmets : savourez le vrai pain d'épice. Fabr. artis. cuisi au bois. Doc. c. l. à MELISSA, BP 37, 46220 PRAYSSAC.

FOIE GRAS ET ARMAGNAC Foie gras mi-cuit et en conserve, pâté, terrines, confits, chapons. VENTE DIRECTE - PRIX FAUCON. Maison artisanale agréée. Tarif à LA MAISON DE CADELLAN 32220 LOMBEZ - 62-62-43-51

Rive gauche

Amber des Deux Sèvres UN CHEF PATISSIER plein de talent BORDOIS 180 F, service compris. Prix moyen à la carte 300 F. A 2 ou à 20, tout, même ambiance sympathique. Musique classique au foyer. Salons jusqu'à 200 personnes. 46, rue Galvani (9^e), fermé dim. Tél. 43-26-46-66 et 43-26-00-48 Parking rue Lagrange et Notre-Dame

Tout de restaurants chinois Josselyn commissaire-juré Pont du Ciel 55, avenue Emile Zola (Paris 16) 1577 60 90

Rive droite

Au vieux Berlin RESTAURANT cuisinier raffinée SALLE PIANO Ambiance calme et sympathique 32, rue GEORGE-V - PARIS 8^e (service continu) TEL : 47-20-38-96

DEUX BRASSERIES (services continus de 12h à 23h) 32, rue GEORGE-V - PARIS 8^e 45, rue P. CHARRON - PARIS 8^e Fermé Dimanche

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin. Huitres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes paysannes.

LE BAYERN La grande brasserie de Paris Salons de 50 à 150 couverts. Plan de l'établissement. Réservations : 43-23-48-44

LA CHAMPAGNE La grande brasserie de la nuit. Ventes de champagne de la région. 30 bis, place Gilly, Paris 8^e. Réservations : 43-14-44-78

CHEZ HANSI La grande brasserie de la nuit. 2, place de la Bastille, Paris 4^e. Réservations : 43-26-44-42

(PUBLICITÉ)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZÉROL, 13, r. d'Artois, 9, 42-25-01-10. F. sam. dim.	LYONNAISES LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.	DANOISES ET SCANDINAVES 142, r. des Champs-Élysées. 43-89-28-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	INDIENNES-PAKISTANAÏSES MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 43-54-26-07. T.L.J. M ^{me} Mambert. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. « Grill d'Or 86 » de la gastronomie indienne.	PORTUGAISES SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1 ^{er} (Châtelet), 42-36-70-71. Serv. 1. 23 h. F. dim. Spécialité portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA 84.	VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
BOURGUIGNONNES CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 45-42-43-1744. F. sam. dim. Cuisine bourgeoise.	SARLADAISES LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8 ^e . 45-22-23-62. Camoulet 78 F. Coiff. 78 F.	ESPAGNOLES EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 43-87-28-87. F. dim. et mardi. Env. 145 F.	ITALIENNES L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 13 ^e . 45-89-08-15. F. dim., lundi. ÉMILIE ROMAGNE.	SALONS POUR DÉJEUNERS D'AFFAIRES ET BANQUETS	
BRETONNES TY COZ 35, r. St-Georges, 48-78-42-93. F. dim. lundi. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS.	SUD-OUEST LE PICHET, 174, r. Ordener, 46-27-85-28. F. dim. Grillade. Poisson. P.M.R. 130 F.	ETHIOPIENNES ENTOTO 45-87-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e . Dorowot, Beyayestot av. l'Indjara.	MAROCAINES M ^{me} AISSA 5, rue St-Sauveur, 45-48-47-22. M ^{me} AISSA 201, à 0h.15. F. dim. et lun. COUSCOUS. PASTILLA. TAGINES. Cuisine marocaine de FES par ZOIRA MERNISSI. Rés. à part. 17 h. Carte blanc.	ALSACE A PARIS 43-26-89-36. Salons de 10 à 60 couverts. Tous les jours, 9, place Saint-André-des-Arts (6 ^e).	
FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN, 37, r. François-1 ^{er} , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.	BRESILIENNES A'CHICA, 71, rue Saint-Martin, 4. Rés. 48-97-73-57. Recommandé par Gauli et Millau. Ambiance assurée par 4 créateurs tous les soirs. Accueil jusqu'à 2 h.	HONGROISES LE HONGROIS DE PARIS LE PAPRIKA, 43, r. Polver, 9. 43-61-45-06. Orchestre trique de Budapest. Toi les soirs.	Service traiteur		
FRUITS DE MER ET POISSONS A LA BONNE TABLE 45-39-74-91. F. sam. dim. 42, 1. F. dim. PARKING. Spéc. POISSONS.					

مطعم الحبوب

EXPOSITIONS

Les ors de Tarente

Le luxe hellène

Pour leur première sortie hors d'Italie, les ors - on devrait plutôt dire les trésors - hellénistiques de Tarente sont venus au musée Jacquemart-André de Paris dans le cadre de la célébration du quarantième anniversaire de l'UNESCO.

Près de mille objets, dont deux cent cinquante en or ou en matières précieuses, sont exposés dans des vitrines conçues pour la présentation... et la sécurité, apportant un reflet de la richesse, du luxe de l'ancienne Tarente et de l'extrême adresse de ses artisans.

Richesse et luxe peuvent surprendre : Tarente, en effet, a été fondée en 706 avant Jésus-Christ par des habitants de Sparte, ville dont la réputation d'austérité et de rudesse n'est plus à faire. Au cours de son existence, la ville a connu des fortunes diverses qui ont fait alterner périodes d'apogée et de déclin, et guerres avec les voisins. Mais les trésors qu'on a trouvés depuis plus de cent ans dans les tombes antiques de la ville et des bourgades voisines montrent que la période hellénistique (d'environ 330 avant Jésus-Christ au sac de Tarente par le général romain Fabius Cunctator, en 209 avant notre ère) a marqué l'apogée tarentine et que la ville a joué un rôle exceptionnel, à cette époque, dans le monde hellénistique.

Diadèmes délicatement ouvragés (dont un prêt par le musée du Louvre) et boucles d'oreilles, bracelets et bagues, cachets et sigilles; coiffes et épingles à cheveux, colliers et pendentifs sont les témoins de la délicatesse et de la perfection alors atteintes à Tarente dans le travail de l'or et de la pierre dure. Chaînettes, filigranes, palmettes, rosettes,

oiseaux, villes sont si fins que l'on se demande comment tous ces motifs minuscules ont pu être faits par des orfèvres qui ne disposaient comme les nôtres d'un ballon de verre rempli d'eau.

Il y a aussi de charmantes statuettes en argile, boutons, fibules et même vestiges de tissus laissent entrevoir la richesse des costumes.

Même des objets utilitaires sont des œuvres d'art : tel ce casse-noix fait de deux mains de bronze dont le modèle est simple et les poignets ornés de bracelets d'or, mais transformée en levier par une charnière adroitement mise entre elles. Tel ce coffret d'argent doré dont une face a la forme d'une coquille. Saint-Jacques et l'autre est ornée d'une figure féminine chevauchant un monstre marin.

Tous ces objets, plus ou moins restaurés, s'entassaient depuis des décennies dans quatre vitrines et dans les coffres du musée national de Tarente. Faut-il dire, il n'y avait ni catalogue ni étude scientifique. Vers 1975, Maurizio di Paolo, architecte et spécialiste des expositions, découvre ces trésors méconnus et se prend de passion pour eux. Il se fait traiter de fou lorsque'il annonce qu'il veut les exposer. Il trouve, l'argent nécessaire auprès de mécènes dont le premier est l'éditeur Arnoldo Mondadori. Après six ans de travail, les trésors restaurés sont montrés pour la première fois à Milan en 1983-1984 puis rapportés au musée de Tarente, où ils trouvent enfin un cadre digne d'eux.

Ce sont encore des mécènes qui ont permis l'exposition de Paris et qui envoient ensuite les trésors de Tarente à Tokyo.

YVONNE REBEYROL

Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 18 h 30. Entrée : 25 F. Catalogue (525 pages, 338 reproductions en couleurs) : 250 F.

NOTES

Sun Ra ou Phil Woods ?

Il y a quinze ans, vous étiez sommé de choisir : Sun Ra ou Phil Woods. Sun Ra, le Lacan enturbanné du synthétiseur dont Miles Davis emprunte aujourd'hui la garde-robe et les lunettes noires ; ou Phil Woods, le jeune homme accompli qui possédait l'âme de Charlie Parker et assez de talent pour remplir une vie. Promesse ou décevant. Le premier était interdit par le ministre de l'Intérieur de l'époque, ce qui laisse aujourd'hui assez interdit. Le deuxième était basement attaqué pour des raisons louches. Quand vous aviez la délicieuse faiblesse d'aimer les deux à la fois jusqu'à la dernière vie, c'était pas rose tous les jours. Il fallait choisir son camp : celui du faiseur d'extravagances sonores ou du virtuose brillant. C'était aussi acrobatique que d'aimer à la fois Anguette et Poulidor, Sartre et Bataille, Péguy et Renan, ou Lattès ouvrier et le bon vin.

Aujourd'hui, Sun Ra et Phil Woods se succèdent au New Morning, avec Dirty Gillespie pour arbitre, et cela ne fait plus ni chaud ni froid à personne. Sauf à ceux qui continuent d'ignorer, chez Phil Woods, ce lyrisme à vie, tranchant. Et à ceux qui s'imaginent que Sun Ra est un gogolien free pour labeur : cette idée même - comme son expression - est démodée.

F.M.

* New Morning : Sun Ra et Orchestra les 21 et 22 ; Phil Woods, le 24.

Huit millions de façons de mourir, de Hal Ashby

Elle est dure la vie d'un fils alcoolique à Los Angeles. Une vilaine bavure, et sa famille le plaque, ses copains le lâchent. Heureusement, les AA (alcooliques anonymes) sont là. Les AA pourraient bien constituer un des seuls des moins incontrastés au cinéma dans les prochains mois, ce qui est triste à dire un jour d'arrivée du beaujolais nouveau, mais pas pour lui. Le fils Jeff Veau, dans sa plaine de rédemption, comble une filière de prostitution qui le mène à un étonnant trafiquant de drogue, Andy Garcia, profil d'acier, catogan à la Lagerfeld, vivant dans une somptueuse copie en stuc d'une maison de Gandi. Au passage, il croise deux filles de joie, Alexandra Paul, ravissante qui meurt trop vite, Rosanna Arquette, sublime petit pétard furibond qui plonge plus souvent sa paille dans la poudre que dans le jus d'orange.

« La Dernière Image », de Mohamed Lakhdar-Hamini

Ronde, vêtue de bleu et de blanc, Véronique Jannot a des airs de madone laïque pour interpréter M^{lle} Boyer, institutrice débutante, venue en septembre 1939 de la métropole et découvrant, dans un village algérien, les abus de la société coloniale, qui ne vont pas s'arranger fin 1940. Mouloud, un jeune élève est amoureux de M^{lle} Boyer. Son grand frère Bachir aussi. Les deux garçons sont joués par les deux fils de Mohamed Lakhdar-Hamini, qui a mis beaucoup de souvenirs personnels dans cette chronique des années de cohabitation, où domine une imagerie rétro et très simpliste. L'institutrice se lie avec les Arabes, les comprend, ce qui ne plaît pas aux fâcheux du coin, dont Jean-François Balmer, tout cabotinage dehors, est le type le plus outré. Michel Bonjean a le regard et la fibre humides de bonnes intentions, en instituteur juif que les lois de Vichy n'épargneront pas. Personne n'arrive à trouver le ton juste dans un mélo dont quelques plans de sable, de soleil et de maisons rappellent qu'il est situé en Algérie.

J.S.

La photo à l'écran. Une nouvelle séquence figure dans le magazine hebdomadaire de FR3, « Taxi », à partir du vendredi 21 novembre. C'est « 24 x 36 », une séquence de deux minutes et demi au cours de laquelle deux sujets d'actualité seront illustrés par les meilleures photographies des agences Gamma, Sipa et Sygma. C'est une première expérience d'un traitement vidéo de photos, de reportage.

MOIS DE LA PHOTO

Formes nues



Pierre Jahan (1947)

Confrontant le tirage d'époque (25 000 F) et son double moderne (6 000 F), comme dans un concerto visuel où chacun joue sa mélodie propre, Michèle Chomette, dans un accrochage inventif et didactique, a réuni quatre auteurs peu connus d'une même famille esthétique. Prenant le verre pour ingrédient de base, Willy Zielke, tel un explorateur minimaliste, capte la diffraction des éléments (eau et cristal) pour révéler l'opacité des apparences ; assaillant la vie des objets posés au bord de sa fenêtre, le Tchèque manchot Sudek met au monde, au rythme des saisons, un univers évanescant et embué, suant d'angoisse, vertigineux d'intimité ; secrets et captivants, tirés de la pénombre comme dans une danse arrêtée, les enchevêtrements de corps accouplés de Pierre Jahan et les études sculpturales sur le nu d'Albert Rudomine sont magnifiés par le velouté des tirages vire, d'une grande richesse de tons. Composée d'une centaine d'œuvres, ayant pour seul sujet la force de la lumière, cette exposition pour mélomanes procure une délectation que seule donne la photo pure.

P.R.

* « Transparence/opacité/identité/interprétation ». Pierre Jahan, Albert Rudomine, Joseph Sudek, Willy Zielke, galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris-3, jusqu'au 4 décembre. Edition également de portfolios tirés par Pierre Jahan (1986), Nancy Wilson Page (1986), Lobo Kotak (1982) et Willy Zielke (1982), de 15 000 F à 30 000 F, pour 10 à 12 photographies.

CINÉMA

« Noir et Blanc » de Claire Devers

La machination

Deux hommes une machination un film intense en noir et blanc le premier long métrage de Claire Devers.

Par le hasard du travail temporaire - il est comptable - Antoine (François Frappat), jeune homme timide, trop tôt frisé, oublieux de son corps, se retrouve dans l'un de ces temples où se célèbre le culte du corps : une salle de gymnastique. Il est fasciné par les machines à musculation. Le patron lui offre des séances de massage avec un athlète noir taciturne (Jacques Martial). Dans la tête du garçon se met en marche un mécanisme insidieux d'autodestruction. Au long du film se met en place pièce par pièce la machine infernale, dont le masseur noir n'est qu'un rouage, mais essentiel.

« Noir et Blanc » a été primé aux festivals de Berlin et de Cannes, avant de recevoir à Cannes la Caméra d'or. C'est le premier long métrage de Claire Devers, et c'est un film d'une puissance diabolique, singulièrement trouble, étouffant, dans un décor presque abstrait - les murs nus de la salle de gymnastique, de la cabine de massage, de l'hôpital où le Noir va chercher le Blanc baigné, caillé. Et les joues, les poignées, les chaînes, les cadènes, l'éclat de l'acier dans la nuit : la machine qui va le broyer.

Il n'y a pas de cri, il n'y a pas d'émotion. Il y a seulement dans le silence le chuintement des roues, des mains noires sur la peau blafarde. Une tache de sang par terre. Un

gémissement étouffé. Un sourire, un regard qui demande, quelques paroles de connivence murmurées - et les autres autour, qui ont peur d'entendre, de voir, de savoir... Il y a la tranquille certitude qui s'empare d'Antoine - la certitude des saints - et la tendresse de l'autre. Il y a des personnages saisis de stupeur, traversés par une vérité qui les dépasse. Les acteurs vivent intensément le décalage des situations. On n'oublie pas le regard de Francis Frappat, la folle concentration de ce regard qui ne reflète plus rien, rien que le vertige de la nuit.

Claire Devers s'est inspirée d'une nouvelle de Tennessee Williams, dont elle a soigneusement gardé le personnage du masseur : « Un anonyme, embarqué contre sa volonté dans cette histoire. Au départ, dit-elle, j'étais curieuse des salles de sport. La nouvelle se passe dans un bain turc, mais je pouvais transporter. Pourquoi les salles de sport ? Ce sont des endroits où, au nom de la santé, les gens se brisent physiquement. Ils transpirent, vont au-delà de leurs forces, de leur fatigue, ils se sacrifient à leurs muscles. Ils cultivent un narcissisme qui les coupe du plaisir, et des autres. Ils s'enferment en eux-mêmes, ils élaborent avec eux-mêmes une relation de douleur. C'est en regardant comment ils fonctionnent, c'est en réfléchissant que j'ai rencontré le masochisme. Un tel délire du corps, une telle attention à soi, un tel refus des autres, ne peuvent que conduire à l'autodestruction.

Je n'ai pas trop parlé avec les comédiens. Je ne tenais pas à ce qu'ils aient tout ça en tête. Il fallait

éviter le jugement moral, la psychologie. Je leur ai demandé de jouer chaque situation de la façon la plus réaliste, la plus anecdotique. Je ne voulais pas de recul vis-à-vis du sujet. Il fallait suivre pas à pas le parcours du Blanc.

Le parcours de Claire Devers passe par la philo et le journalisme. Elle a fait Vincennes, a travaillé pour un mensuel de technologies nouvelles, où pendant deux ans elle a tout fait. Le cinéma lui était indigeste, mais comme spectatrice, et elle est entrée à l'IDHEC. Là, elle s'est rendue compte qu'elle était à l'aise avec les images et les sons. Pour produire « Noir et Blanc », elle a ramené la famille, les amis et ses économies.

J'ai trente et un ans, j'en avais vingt-sept quand je suis entrée à l'IDHEC. Pour moi tenir un budget, un planning ne posait pas de problème. J'ai juste réuni l'argent minimum. A la fin, j'avais 230 000 F de dettes. Les comédiens et techniciens avaient accepté de ne pas être payés parce que le film s'est fait sur une durée courte, en trois semaines. Je ne voulais pas et ne pouvais pas dépasser. Ensuite, nous avons obtenu l'avance sur recettes, et j'ai pu les dédommager. Cela dit, le budget ne doit pas dépasser le million.

Faire un film gaître, on apprend vite. C'est le seul avantage. Mais le film reste en dehors des normes professionnelles. A présent je dois passer par le 35 mm couleur.

COLETTE GODARD.

UNE AFFAIRE D'HOMME
DE FRANZ XAVIER ROBERT
DISTRIBUTION : Les Compagnons de la Route
22, rue de Valenciennes - 75011 Paris
01 47 33 55 52

TH. DEPOCHE - Loc. 45 892 97
AMEDEE
Comment s'en débarrasser
IONESCO
DANIEL DELORME
BENNY BERRY
« Un grand bonheur... souffrant... »
LE MONDE, « Danie Delorme extraordinaire »
LE PARISIEN, « D'énorme explosive... »
Benny Berry LE MATIN, « Une merveille de fraîcheur insolite »
LE QUOTIDIEN.

Théâtre des Amandiers
25 et 26 NOVEMBRE à 20H30
Location 47.21.18.81
Conducteur : Patrick d'Aulmont
Ensemble InterContemporain
Remplace InterContemporain de Metz
Nathalie Amandiers

2 CONCERTS EXCELENTS
Ensemble InterContemporain
Direction Pierre Boulez

87
théâtre de gennevilliers
centre dramatique national
LA CHAR RUE ET LES ETOILES
de Sean O'Casey
texte français : Robert Soulat
mise en scène : Bernard Sobel
47 93 26 30
du 12 novembre au 14 décembre

SALLE PLEYEL
ALBERT SARFATI présente
DEUX CONCERTS EXCEPTIONNELS
Lundi 1^{er} Décembre 20 h 30
Mardi 2 Décembre 20 h 30
ORCHESTRE NDR DE HAMBURG
Direction **LORIN MAAZEL**
2 programmes différents
SAMUEL BARBER
"Ouverture"
The school of scandal
R. STRAUSS
Till Eulenspiegel's Lustige streiche Op. 28
GUSTAV MAHLER
Symphonie N° 1 en Ré Majeur
JOHANNES BRAHMS
Symphonie N° 1 en Do Mineur
R. STRAUSS
Sinfonia domestica
Location : Salle Pleyel
Par téléphone : 45 63 65 25 et 26 h, 45 63 65 26 h, 45 63 65 27 h, 45 63 65 28 h, 45 63 65 29 h, 45 63 65 30 h, 45 63 65 31 h, 45 63 65 32 h, 45 63 65 33 h, 45 63 65 34 h, 45 63 65 35 h, 45 63 65 36 h, 45 63 65 37 h, 45 63 65 38 h, 45 63 65 39 h, 45 63 65 40 h, 45 63 65 41 h, 45 63 65 42 h, 45 63 65 43 h, 45 63 65 44 h, 45 63 65 45 h, 45 63 65 46 h, 45 63 65 47 h, 45 63 65 48 h, 45 63 65 49 h, 45 63 65 50 h, 45 63 65 51 h, 45 63 65 52 h, 45 63 65 53 h, 45 63 65 54 h, 45 63 65 55 h, 45 63 65 56 h, 45 63 65 57 h, 45 63 65 58 h, 45 63 65 59 h, 45 63 65 60 h, 45 63 65 61 h, 45 63 65 62 h, 45 63 65 63 h, 45 63 65 64 h, 45 63 65 65 h, 45 63 65 66 h, 45 63 65 67 h, 45 63 65 68 h, 45 63 65 69 h, 45 63 65 70 h, 45 63 65 71 h, 45 63 65 72 h, 45 63 65 73 h, 45 63 65 74 h, 45 63 65 75 h, 45 63 65 76 h, 45 63 65 77 h, 45 63 65 78 h, 45 63 65 79 h, 45 63 65 80 h, 45 63 65 81 h, 45 63 65 82 h, 45 63 65 83 h, 45 63 65 84 h, 45 63 65 85 h, 45 63 65 86 h, 45 63 65 87 h, 45 63 65 88 h, 45 63 65 89 h, 45 63 65 90 h, 45 63 65 91 h, 45 63 65 92 h, 45 63 65 93 h, 45 63 65 94 h, 45 63 65 95 h, 45 63 65 96 h, 45 63 65 97 h, 45 63 65 98 h, 45 63 65 99 h, 45 63 65 100 h.

Culture

MUSIQUES

Xenakis, Philippe Hersant, Hugues Dufourt

Consonances pour demain

La guerre avait été déclarée aux consonances, aux symétries, aux sonorités traditionnelles, et voilà qu'une trêve survient, observée par la plupart des compositeurs.

L'évolution de la musique ressemble à celle des mages dans un ciel serein : lorsqu'on les fixe du regard, c'est à peine si on les voit bouger, mais lorsqu'on cesse d'observer, on n'est jamais sûr, en relevant les yeux, de retrouver la tête de chien ou de la baleine qu'on avait cru y voir. Rien n'est plus à sa place...

Dans dix ans, on verra peut-être un retour massif vers la tonalité, déclarée morte depuis longtemps, et, de ce fait, une convergence de langage entre la musique « sérieuse » et l'autre, de gré ou de force, tout y mène, et, pour éviter de voir leurs cougoules réapparaître par des confusions de « prêt-à-écouter », les compositeurs moins mercantiles devraient partir sérieusement à la reconquête d'un public plus large. Surprendre ne suffit plus, l'effort ne stimule guère, il faut séduire ou disparaître.

Rien de plus significatif à cet égard que la confrontation, dans le même concert du Groupe vocal de France, à l'Auditorium des Halles, des Nuits de Xenakis, partition fêlée de cet ensemble, qui la créa en 1968, lors du Festival de Royan, et de la dernière œuvre de Hugues Dufourt (né en 1943), la Mort de Procris, révélée à Musica 86 à Strasbourg, et dont c'était la première audition parisienne. En dehors de la violence abrupte de l'homme que Xenakis rendait à tous les prisonniers politiques, ce qui frappait dans Nuits, c'était les moments où l'écheveau des voix se défilait pour produire des effets plus définis, où les onomatopées s'organisaient avec

une clarté crue, que l'on évitait alors.

C'est presque l'inverse qui se produisait lorsqu'on a entendu auparavant cette Mort de Procris, où tout n'est qu'ordre, transparence et beauté. Des dissonances, certes, mais adoucies par la disposition des voix, nulle excentricité vocale, un climat enfin de sérénité grave très explicite. Pour un peu, la parenté semblait plus évidente avec les Chansons de Charles d'Orléans de Debussy.

Autre création notable, par les mêmes interprètes, à l'église Saint-Vincent-de-Paul, le Missa Brevis de Philippe Hersant (né en 1948), donné dans le cadre du Festival d'art sacré et dont le pouvoir de séduction immédiat a conquis un auditoire qui ne s'y attendait guère. Sans doute le souci d'établir de puissants centres d'attraction harmoniques est-il encore plus net ici. Pourtant, on ne saurait reprocher au compositeur de regarder vers le passé : il cherche en lui-même et y trouve des accords répudiés par d'autres depuis cinquante ans, des formules mélodiques qui, comme celles de Bartók, renouent avec les traditions populaires, un goût pour une plénitude sonore où, nécessairement, la consonance l'emporte sur la dissonance.

Ces rapprochements de l'actualité, la convergence qui nous ramène sur certains points, n'empêchent pas Philippe Hersant et Hugues Dufourt de présenter, à travers leur musique, des personnalités fort différentes. Mais ce qui frappe, c'est l'évolution qu'ils illustrent et à laquelle ils contribuent par la réussite de leurs œuvres.

GÉRARD CONDÉ

● RECTIFICATIF : le nombre des candidats français inscrits au concours de chant de Paris n'était pas de quatre, comme il a été imprimé dans le Monde du 19 novembre, mais de quatorze.

Dizzy Gillespie en tournée

Le « félé » du jazz

Dizzy Gillespie n'est pas un nom nouveau, mais il sait encore réserver des surprises.

« Si j'étais Dieu, j'aurais engagé à vie le quintette qui joua un soir au Maitre de la Tour de la rue de la Harpe, à Paris, en 1945 », dit Dizzy Gillespie, Charlie Parker, Bud Powell, Charlie Mingus, Max Roach. « Ainsi rêvait un amateur mégalomane, l'autre soir dans un club bebop parisien. Pour ne pas égarer, personne ne lui a demandé s'il déplorait que Dizzy et Max n'aient pas encore rejoint les autres pour reconstruire cette formation divine et éphémère, ou s'il blâmait Dieu de l'avoir demeuré sur Terre en rappelant prématurément le Bird, Bud et Mingus. »

On pourrait s'en prendre au public aussi, qui s'est réduit au point de ne plus permettre à Dizzy Gillespie de faire vivre un grand orchestre, à la tête duquel le porte sa nature de leader joyeux et efficace. L'anecdote veut qu'il se soit fait virer du grand orchestre de Cab Calloway parce qu'il envoyait à la sarbacane des bouillottes de papier dans la nuque du chef, ce qui signifiait sans équivoque qu'il voulait sa place. Il l'a eue. Les amateurs qui ont l'âge qu'aurait aujourd'hui Boris Vian, c'est-à-dire trois ans de moins seulement que Dizzy Gillespie lui-même, sont restés sonnés par le cyclone qu'il a fait tourner sur la scène de Pleyel en février 1948, avec le Big Band le plus allumé de l'histoire du jazz.

Depuis, John Birks Gillespie, dit le Félé (« Dizzy »), a dirigé de grandes et de petites formations, adjoignant à prendre dans leur sens qualitatifs autant que quantitatifs. A présent, il joue plus ou moins bien, selon qu'il s'est exercé ou non, ces phrases vertigineuses qui sont les siennes et qu'il ne changera plus. La trompette est impitoyable. L'âge aussi. Lorsque Gillespie fait le pire ou chante pendant les deux

tiers d'un concert, vous savez qu'il ne s'est pas suffisamment mis en jérôme. Quant au style, il dépend des accompagnateurs et du répertoire choisis.

Dans ses deux disques les plus récents, aussi dissemblables que possible, Dizzy Gillespie a fait appel à deux musiciens parmi les plus brillants de la nouvelle génération, le pianiste Kenny Kirkland et le saxophoniste Branford Marsalis. L'album New Faces, réalisé en quintette, présente un néo-bebop parfaitement classique et reprend même deux des thèmes-signatures de Dizzy, Bird's Works et Tin Tin Deo : beau travail, mais rien à signaler. Closer To The Source, en revanche, est purement commercial, si l'on peut ainsi dire. Avec Steve Woodard et Marcus Miller en invités, et une formation comprenant des noms aussi accrocheurs que Sonny Fortune, Hiram Bullock et Mino Cinelu, le vieux roi du bebop semble soudain vouloir concurrencer Miles Davis dans la faveur du public noir. Mais quand Miles choisit de jouer du Miles au-dessus de paysages funk fortement contrastés, Dizzy joue le Robert Flack à la trompette houchée et s'engoue dans la « pop-soul ».

Pour la tournée qui le mène dans une quinzaine de villes françaises et à travers l'Europe, il présente un quintette avec Walter Davis Jr au piano et des inconnus dans les emplois habituels du bebop.

MICHEL CONTAT.

★ Paris (New Morning), le 23 novembre, à 17 et 21 heures, avec Philip Catherine en première partie. Lyon (25), Thonon-les-Bains (28), Bordeaux (30), Belfort (2 décembre), Saint-Étienne (3), Amiens (9), Toulouse (10), Montpellier (11), Marseille (15).

★ Nouveaux disques : New Faces, GRP 91012 (Avidis); Closer To The Source, Atlantic 781 646-1 (WEA).

COMMUNICATION

La réforme audiovisuelle

Le libéralisme à l'épreuve des décrets

L'installation officielle de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) n'a pas encore coupé le cordon ombilical entre l'Etat et l'audiovisuel. Avant que les treize « sages » puissent prendre en main les destinées de la radio-télévision, il reste à rédiger la bagatelle d'une quarantaine de décrets qui seront soumis au Conseil d'Etat. Travail moins spectaculaire que la bataille législative mais tout aussi essentiel qui occupe à plein temps le ministère de la culture et de la communication, le service juridique et technique de l'information et mobilise les groupes de pression les plus divers.

Il s'agit, par exemple, de définir quelles bandes de fréquences la CNCL pourra attribuer et d'arbitrer ainsi entre les besoins de la direction générale des télécommunications et ceux des futures chaînes nationales ou locales. Le gouvernement doit aussi préciser les règles publicitaires auxquelles seront soumises les chaînes privées : pourcentage de spots par heure, nombre de coupures dans les programmes, secteurs interdits d'antenne. Autant de décisions lourdes de conséquences pour l'avenir économique de ces entreprises. Il travaille également sur le cahier des charges de TF1 qui déterminera pour une bonne part le prix de vente de la chaîne. Travail qu'il faudra faire ensuite pour les télévisions publiques après la remise du rapport confié sur ce sujet à M. Marcel Juhan.

Cette gestation des décrets d'application de la nouvelle loi pourrait bien constituer la première épreuve de vérité pour la CNCL. Lorsqu'on examine le partage des pouvoirs réglementaires entre la commission et le gouvernement (voir tableau), on s'aperçoit que ce dernier garde la haute main sur tous les leviers économiques du marché. D'un côté, il fixe par le budget l'ensemble des recettes du secteur public, de l'autre, il encadre les res-

sources publicitaires des chaînes privées. Mieux encore : il arbitre la concurrence entre les deux secteurs en contrôlant les tarifs publicitaires d'Antenne 2 et de FR 3, en définissant les cahiers des charges des trois principaux acteurs (A 2, FR 3 et TF1 privatisée), et notamment leurs obligations à l'égard du citoyen et de la production.

Face à cette organisation peu libérale du marché, la CNCL ne peut rester indifférente, même si la loi n'octroie dans ces domaines aux treize « sages » qu'un rôle consultatif. Comment pourrait-elle assumer son autorité auprès des diffuseurs, contrôler leur respect des cahiers des charges, en ignorant les contraintes économiques qui pèsent sur eux ? L'épopée des radios locales privées a clairement démontré l'impuissance de la Haute Autorité dès lors qu'une réglementation inadéquée pousse les acteurs à bafouer la loi.

En plaçant pour « un paysage audiovisuel cohérent », M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL, a clairement signifié qu'il faudrait compter avec la vigilance de la commission tout au long de la mise en œuvre de la réforme. Et les trois mois de réflexion que les treize « sages » se sont donné correspondront exactement avec le calendrier de parution des décrets. Dès lors, les candidats à la reprise de TF1 contactant la CNCL pour faire valoir leurs critiques sur les avant-projets de cahier des charges de la chaîne, qu'ils estiment très contraignants.

Reste à savoir si les avis de la CNCL seront suivis par le gouvernement. Le premier ministre n'a-t-il pas récemment affirmé que le gouvernement socialiste avait lui-même détruit la Haute Autorité en passant outre l'avis rendu sur les cahiers des charges de la « 5 » et de TF 6.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le partage des pouvoirs

SECTEUR PUBLIC

	Attribution des fréquences	Cahier des charges	Recettes publicitaires	Partage	Planification	Coupages	Contrôle des contenus
Décisions en tête de gouvernement	●	●	●	●	●	●	●
Compétences CNCL	● (1)			●	●	●	●
Décisions de la Haute Autorité	● (2)			●	●	●	●

SECTEUR PRIVÉ

	Attribution des fréquences	Réglementation de la publicité	Réglementation du partage	Réglementation des chaînes	Réglementation de la production et du programme	Contrôle des contenus
Décisions en tête de gouvernement	●	●	●	●	●	●
Compétences CNCL	●				● (3)	●
Décisions de la Haute Autorité	● (4)					

- (1) A l'exception des présidents de l'INA et de la SFP.
(2) A l'exception des présidents de l'INA et de la SFP.
(3) A l'exception de TF1, dont le cahier des charges est défini par le gouvernement.
(4) Pour les seules radios et télévisions locales et le câble.

Inauguration de la FEMIS

« Une école qui doit fonctionner comme une entreprise »

Longtemps délaissée, l'alle ouest du palais de Tokyo va reprendre vie. La Fondation européenne des métiers de l'image et du son (FEMIS), nouvelle école supérieure destinée à former des généralistes de l'image de haut niveau, a accueilli, mardi 18 novembre, la première promotion d'étudiants (une cinquantaine sélectionnés sur concours) en présence de M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication.

Créée au cours de l'été (le Monde du 26 juillet), la FEMIS, dont le président est le scénariste-réalisateur M. Jean-Claude Carrière, le vice-président M. Jean-Claude Averty et le délégué général M. Jack Cajas, remplace l'Institut national de l'image et du son (INIS) ouvert par M. Jack Lang en février dernier. Celui-ci avait conçu comme une préfiguration de la fondation. Mais il voulait en faire un établissement public, alors que M. de Villiers a opté pour une fondation autonome et privée.

« Cette école doit fonctionner comme une entreprise », a déclaré le secrétaire d'Etat, en rappelant que les élèves doivent y être préparés à

se mesurer aux contraintes et aux difficultés du marché ». Il a précisé que, fondation européenne, la FEMIS devait tisser des liens avec les centres de formation des pays voisins. Le 24 novembre, la FEMIS recevra durant quatre jours à Paris les directeurs des instituts de la Confédération internationale des écoles du cinéma et de la télévision. Un projet d'échanges de professeurs et d'élèves devrait être élaboré à cette occasion.

D'autre part, M. de Villiers a annoncé qu'une charte de l'enseignement artistique sera établie par le ministère de la culture et de la communication en « étroite » collaboration nationale. Elle devrait aborder, notamment, à créer, en 1989, une section audiovisuelle pour le baccalauréat A 3. Enfin, le secrétaire d'Etat a souligné que la FEMIS conclue « rapidement » une convention avec l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) dans le cadre d'échanges de compétences et de moyens.

A. Rd.

★ FEMIS, 13 avenue du Président Wilson, 75116 Paris. Tél. : 47-23-36-53.

PRIX

Mois de la photo

Composé d'Anna Fava (historienne tchèque), Charles-Henry Favrod (directeur du musée de l'Elysée à Lausanne), Valérie Adam (peintre) et Jean-Benoît Cotté (scripteur), le jury présidé par le cinéaste Samuel Fuller a réuni, hier jeudi 20 novembre, et parmi les quarante exposants en compétition, a établi le palmarès suivant :

— Attribué au commissaire de l'exposition et à l'organisme ayant permis sa réalisation, le Prix de la meilleure exposition du mois (100 000 francs) va à « Giacometti vu par les photographes », au centre culturel suisse.

— Attribué à un photographe dont le renom n'a pas encore atteint le public, le Grand Prix du Mois (100 000 francs) va à Sebastião Salgado.

— Accordé à un jeune créateur, la prix « Découverte du Mois » (100 000 francs) n'a pas été attribué.

— Créé pour la circonstance et purement honorifique, le Prix spécial du jury va à Dieter Appelt pour ses « travaux récents » présentés à la Galerie 666.

Florence-Gould à Marie-hélène Vieira Da Silva

C'est à Marie-hélène Vieira Da Silva qu'est allé le grand prix Florence-Gould. D'écrit par la première fois par l'Académie des beaux-arts, ce prix, d'un montant de 50 000 dollars, offert par la fondation américaine Florence J. Gould, doit consacrer « l'ensemble d'une œuvre artistique ou littéraire enrichissant le patrimoine culturel mondial ».

Il a été remis par M. Louis Pauwels, qui avait présidé le jury, au cours d'une cérémonie dans les salons de l'Institut.

Ce prix succède à ceux auxquels le grand mécène que fut Florence Gould (1895-1983) avait attaché son nom : prix Max-Jacob, prix Roger-Nimier, Prix des critiques, Prix de gravure, Prix de composition musicale. Il les regroupe.

[Née en 1908 à Lisbonne, Marie-hélène Vieira Da Silva vit en France depuis 1930. Elle est considérée depuis vingt ans comme un des grands noms de la peinture abstraite. Influencée par Bissière et Torres García, son œuvre, très construite, avec un graphisme très fort, est essentiellement poétique. Présente dans tous les grands musées du monde, elle a reçu en 1963 le Grand Prix national des arts.]

Francophonie à Georges Schéhadé

Décerné par l'Académie française, le premier Grand Prix de la francophonie, d'un montant de 400 000 francs, couronne le poète et dramaturge libanais Georges Schéhadé pour l'ensemble de son œuvre.

Le gouvernement canadien, qui en avait en l'initiative, avait chargé en février dernier l'Académie française de constituer en son sein un fonds destiné à la création de ce prix. Il assortissait cet acte de donation initiale de 400 000 dollars canadiens. Depuis, deux groupes privés canadiens sont venus augmenter ce capital, auquel, de son côté, M. Baladur, ministre des finances, a ajouté une contribution de 1 million de francs.

En attendant que les revenus de ces sommes puissent financer le prix, l'Académie française a prélevé, cette année, les 400 000 francs nécessaires sur ses propres fonds.

[Né en 1910 à Alexandrie, mais de nationalité libanaise, Georges Schéhadé est le représentant le plus prestigieux de la littérature francophone au Proche-Orient. Surrealiste à ses débuts, il publie Etracelle (1978), suivi de plusieurs volumes de poèmes, réunis en un seul tome, en 1982 (Gallimard), puis en 1986 (Merru de France), auquel s'ajoutent Portraits de Jules et Récit de

La Tempête
CARTOUCHERIE
100.45.23.35.36
ET FNAC
Philippe Adrien
des aveugles
Hervé Guibert

THÉÂTRE DES DÉCHARGES
ORAGES D'ACIER
Du rire aux larmes citoyens
COMPAGNIE D'ARLEQUIN
du 18 novembre au 7 décembre
Tél. : 42-35-06-42

CENTRE D'INITIATION DE LA COURNEUVE
L'INVASION COMIQUE
Christian BENTE
Guy de MANDISSANT
du 13 novembre au 14 décembre
Centre Culturel Jean-Houdement
LA COURNEUVE 48.36.11.44

Le Monde
PUBLIARTS
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335

CRETEIL
du 7 NOVEMBRE AU 14 DÉCEMBRE
HOSANNA
de Michel TREMBLAY
Mise en scène
Laurence FEVRIER
avec Michel OUIMET
Charles KAYER
du 12 NOVEMBRE AU 14 DÉCEMBRE
LE MEDECIN MALGRE LUI
Mise en scène Berno Besson
48.99.94.50
Méro Créteil Préfecture

5 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
25, 26, 28, 29 et 30 novembre
LES AVENTURES
DU BARON DE FAENESTE
d'Agrippa d'AUBIGNÉ
par le
THÉÂTRE DU CAMPAGNOL
au THÉÂTRE VICTOR HUGO
14, avenue Victor Hugo, 92220 BAGNEUX
46.63.10.54 à 5 minutes de la Porte d'Orléans
N. 20 - Carrefour Vache Noire à droite.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ROSSY, Théâtre de l'Eclat (45-41-46-54), 20 h 30.

LE MARIAGE DU PÈRE, Lacourrière (45-44-57-34), 19 h.

AMESAOURI, Théâtre de la Plaine (45-30-15-65), 20 h 30.

LES ÉVALUÉS, L'ACIER, Théâtre des Champs-Élysées (45-36-50-02), 22 h.

LE PASSÉ DÉFINI, Galté-Muntzaparasse (45-26-14-39), 20 h 30.

MARQUÉ DE SADE, Théâtre de l'Alcazar (45-43-57), 20 h 30.

SORRÉE DE CECOS, Cécilia (45-57-91-26), 20 h 30.

JEUNE COUPLE, Espace Galté (43-27-95-54), 20 h 30.

LE VANTANT ENRÊLÉ, Théâtre 13 (45-88-16-30), 20 h 30.

LES TAUPES NIVEAUX, Tristan-Bernard (45-22-08-04), 21 h.

Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-50) : Wozzeck.
SALLE FAVART (42-96-05-11), 19 h :
L'opéra de la Bastille.
CHATELAIN (47-27-81-51), Grand Théâtre.
19 h : 20 h 30 : L'échiquier.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Possession
postume.
HEAUBERT (47-73-12-93), Théâtre
Français : 19 h, *Phaëte* (A. Molière)
del.; Cinéma : Vidéo : Vidéo-
Information : 16 h, *L'art au monde des
Français* (A. M. de la Chapelle) ; 19 h,
Vidéo : Vidéo au théâtre dans la Krum-
pholtz ; 19 h, *Orchestra ; Hommage à la
Fédération Jean Jaurès*. Voir cinématéma-
tographie. 20 h 30 : 20 h 30, *Cours
d'analyse musicale par R. Krumpholtz* ;
20 h, *Anahita*, de J.-C. Eloy.

**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-
61-19-83),** 20 h : *l'Opéra de qu'on ne se
voit pas*, mise en scène Guy Struelens.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-72),
20 h 45 : *Don Carlo* ; 18 h 30 : *Quintor-
no*, de Goldoni ; Théâtre de la
Ville au Théâtre de l'Europe : 19 h :
20 h 45 : *Le mariage de Figaro*.

**CARRÉ SILVA-MONFORT (45-31-
24-24),** 19 h 15 h : *Tout de Nèze*,
de J. L. L.

Les autres salles

AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17),
20 h 30 : *Le Bonquet.*

AUDONE (48-76-77-71), 20 h 30 : *Lily et le*

ARCADE (43-38-19-70), 20 h 30 : *Balade à Marie-Madeline.*

ARTS - HEBERTOT (43-87-23-23),
20 h 30, 1^e épisode : *Arènes au Tage d'or.*

ATELIER (46-06-48-24), 21 h : *Adriana Monzi.*

ATHÉNÉE (47-42-63-27), samedi : *Saint-Cyril, 20 h 30 ; Promesses, mardi 20 h 30 ; Les Femmes de Sordani, jeudi 20 h 30 ; L'Amour est un jeu d'enfant, vendredi 20 h 30.*

BOUFFES PARISIENS (42-96-62-24),
21 h : *Le Nègre.*

CARRFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), 21 h : *Lola Pétrelle, Les Femmes de Chénedon, la Femme aux mille visages.*

CARTOUCHEIRIE, Aqueducte (43-74-72-74), 20 h 30 : *Rédoute et Abdallah, une trinité en Champagne, mardi 20 h 30 ; La Tempête, jeudi 22-28-36-30, 20 h 30 ; Des vengeances, 1^{er} à la Patience - Graffiti.*

CITÉ INTERNATIONALE (45-83-30-30) : *Journal Télévisé, 20 h 30 ; Théâtre de Jeanne Galès, 20 h 30 ; Voltaire : Resurre, 20 h 30 ; Mège - Perrotin.*

CITHEA (43-57-91-26),
de choc ,

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (27-08-20-24), 20 h 45 : *Géomètre*.
COMÉDIE CHAUMARTIN (27-08-20-24), 20 h 45 : *Le Roi en carrosse à Tréguier*.
COMÉDIE THÉÂTRALE (27-08-20-24), 20 h 30 : *Orlando Furioso*.
COMÉDIE DE PARIS (27-08-20-11), 21 h : *Pol de Carotte*.
DAUDET (27-08-20-14), 20 h 30 : *Y a-t-il un homme qui s'appelle l'homme ?*
DÉCHARGEURS (27-08-20-02), 20 h 30 : *Le Baquet de bouffon*.
DEUX HEURES (27-08-35-50), 18 h 30 :
 Sippard ; 20 h 30 : *Les Chasseurs de*
EDOUARD VII (27-08-27-49), 20 h 30 :
 les Clients.
ESCALIER D'OR (27-08-22-77), 18 h 30 :
 Hirondelle de nuit ; 20 h 45 : *le*
ESPACE GAITÉ (27-08-25-94), 20 h 30 :
 Microb'images ; 20 h 30 : *Joune corpe, à*
 partir du 28.
ESPACE MARAIS (27-08-10-19),
 20 h 30 : *Suzo*.
EXPOSITION (27-08-74-46), 20 h 30 : *Dominic*
Le Lume dans un cell et le Soleil dans
 l'ombre.
FONDACTION DEUTSCH DE LA
UNIVERSITÉ (27-07-53-31), 20 h 45 :
 Tout d'amour.
FONTAINE (28-74-74-40), 21 h : *le Système*
Riboud.
GAILLÉ MONTMARNASSE (25-26-
 27-08-20-24), 20 h 45 : *Le Pansé divin*.
GALERIE SS (23-08-63-51), 19 h : *Dout*
for One ; 21 h : *Happy Days*.
GUCHET MONTMARNASSE (27-08-
 88-61), 19 h : *Un drôle de petit vailland ;*

GRAND-ÉDÉE (43-20-00-97), 20 h 15 : *Le Dragon*; 22 h : *La Marée* mise en scène par son créateur, public.

JARDIN (43-62-55-89), 20 h 30 : *Les Voies*.

HOTEL LUTETIA (45-44-38-10), 20 h 30 : *Fin de tour*.

HUGUETTE (49-26-55-99), 19 h 30 : *Le Chien*.

LE CHATELAIN (43-62-55-89), 20 h 15 : *Le Léprieux*; 21 h 30 : *On ne meurt pas en 34*.

LA REVOUEUX (48-74-76-99), 21 h : *Le fils du baron*.

LIBRAIRIE-CAFÉ MARAIS PLUS (42-72-75-52), 20 h 45 : *Rodjo*.

LUCIENNAIRE (45-44-57-36), 19 h 10 : *Le Mariage du pauvre*; 21 h 15 : *Peuplement II*; 22 h 15 : *Le Mariage de deux maris*; 22 h 15 : *Amis soit le*.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : *La Comédie sans titre*.

MERCY (45-56-04-41), 20 h : *Les Bénévoles*; 21 h : *Le Mariage de deux maris*; 22 h : *Peuplement*.

MARE-STUART (45-08-17-80), 20 h : *Nora*; 21 h : *Julia*.

MICHEL (42-63-35-02), 21 h 15 : *Pyjama*
pour six.

MICHOUDIERE (45-93-95-22), 20 h 30 :
Double Mefis.

MUGADOR (42-45-28-80), 20 h 30 :
L'Avance.

MORSENE (48-74-10-75), 21 h : *L'Electro-
cution* de M. Desmarest avec M. Pascal le
Mont.

MONTAPENASSE (45-72-77-74),
Grande salle, 20 h 45 : *Le Meunier du lac*.
Petite salle, 20 h : *Bonjour mercuriel*.

NOUVEAU TEL MOUFFETARD (43-
31-11-69), 20 h 30 : *11666*.

NOUVEAUBRIS (47-70-52-76), 20 h 30 :
Le grand malin.

ŒUVRE (44-74-42-62), 20 h 45 : *Léopold*
le tiers-cinéma.

PALEAS DES GLACES (46-07-49-93),
Grande Salle, 20 h 30 : *F. Chopin*.
22 h 15 : *M. Sargent*; Petite salle, 21 h :
Le grand malin.

PEUPELLE THÉÂTRE PARIS-CENTRE
(45-27-43-88), 20 h 1 : *Un ancre*.

PALEAS-ROYAL (46-59-58-81), 20 h 45 :
L'Amant-géologue, *Rescousse*.

PARIS-VILLETTE (42-03-02-55), 21 h :
Plais d'été.

PLAINIE (40-30-15-65), 20 h 30 : *Amas-*
se.

POCQUE (45-03-07-97), 21 h : *Amélie*.

PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-32), 20 h 30 : B 29.

ciné

Les films marqués (*) sont interdits aux
mineurs de treize ans (**) aux moins de dix-huit
ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

16-h : Hommage à Germain : quatre-
vingt films de Germain : l'Étrier des châtai-
gniers, etc. Desfontaines, la Fin du film
du fabriqueur, de L. Feuillade, 19 h, Homo-
age à K. Kinoshita : Une lumière dans la
nuit (V. et J. Angiles).

CENTRE CINÉMA-POMPIDOU
Salle Germain
(42-78-37-32)

Hommage à la Fédération Jean-Vigo :
17 h 30, Équipe perdue, de Jarcouf, 19 h,
20 h 30, Une visite difficile, de Dino Risi.

NEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h, Rod Stien et Montana, de J.
M. Newman (V. et J.) ; 19 h, La Fin du monde,
de A. Gance.

Les exclusivités

[illegible]

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
(de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Vendredi 21 novembre

POTINIERE (43-61-44-16), 21 h : *Chien en poche*.

ROSEAU (42-06-18-50), 21 h : *Les Muses des lettres et de la culture*.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-72-23-41)
19 h, les jours impairs : *J'ai tout mon temps, où t'en va-tu ?*; les jours pairs : *Le plus beau mensonge*, 20 h 45 : *Histoire de Mabelle*, le vendredi.

SAINT-GEORGES (48-78-43-47)
18 h 30 : *Les Mystères du Paradis*, 20 h 45 : *Faisons un rêve*.

SEPIERD SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : *Le Cocalard de Sergis*.

STUDIO DES ÉCRIVAINS-ÉLYSÉES (47-00-00) 21 h : *Le monde est à nous*.

TAI THÉÂTRE D'ESPÉRAL (42-78-20-79)
1 : 20 h 30 : *Femme des jours*.

TEMPIÈRES (42-78-91-15), 20 h 30 : *Victor ou les enfants au pouvoir*.

THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02)
20 h 15 : *Les Balles croisées*, 22 h : *Non ou peut-être ou non ou dit de faire*.

THÉÂTRE DE L'ÉURE (45-41-46-54)
20 h 30 : *Rolay*.

THÉÂTRE NOIR (43-46-51-93), 21 h : *Néopop*.

TH. J. (45-88-16-30), 20 h 30 : *Enfants d'Indochine*.

TH. J. M. M. SERREAUX (45-45-49-77)
20 h 30 : *Événements regrettables*.

THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-83)
20 h 30 : *Les Oiseaux*.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (42-56-60-70), *Grande salle*, 20 h 30 : *Les Salons*; *Petite salle*, 20 h 30 : *Vous m'avez dit*, 21 h 15 : *Le monde est à nous*; 18 h 30 : *Les Névroses*.

TINTAMARE (48-47-83-82), 18 h : *Un Broadway nommé Déjà*; 20 h 15 : *star le beau*; 21 h 15 : *Amazut et l'été*; 22 h 30 : *Le monde est à nous*; 22 h 30 : *Le monde est à nous*; 22 h 30 : *Le monde est à nous*; 22 h 30 : *Le monde est à nous*.

TOURTOUR (48-22-12-48), 20 h 30 : *Le Petit Prince*; 22 h 15 : *C'est pour des raisons*; 21 h 15 : *Vous m'avez dit*.

TRISTAN-BERNARD (45-23-08-00)
21 h : *Les Tapisseries*.

VALENTIN (42-33-09-92), 20 h 30 : *Le monde est à nous*.

Oudré-dou Ars, 43 (43-26-48-18) ; Gém
 Parmense, 43 (43-35-50-30).
DOWN BY LAW (A. v.), Gém
 H. 11 (43-27-49-70) ; Gém
 Océan, 27 (47-62-50-33) ; 14 Juill
 Océan, 27 (43-25-59-83) ; St-André d
 Arts, 43 (43-26-48-18) ; Pagoda, 72
 43-22-13) ; Colisée, 43 (43-29-42-2
 14 Juill. Benille, 11 (43-27-50-81)
 Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gém
 Parmense, 14 (43-35-50-30) ; 14 Juill
 Beaupré, 43 (43-25-59-83).
EN SPECT DE L'ESPACE (A. v.),
 La Gléde, 19 (40-05-06-07).
L'ESQUIMAUA A FROID (H. v.)
 v.) ; Reflet Média (h. ap.), 5 (43-3
 42-34) ; St-Lambert, 15 (43-32-91-68)
LA FEMME DE MA VIE (P. t.) ; C
 Beauport, 43 (43-71-52-35) ; UG
 43-22-13) ; Colisée, 43 (43-29-42-2
 93 (43-62-20-14) ; UGC Bonlevar
 (43-74-95-40) ; Montparnasse, 14 (43-32
 52-37).
LES FRÈRES PÉTARD (P. t.) ; Rich
 43-22-13) ; 14 Juill. Benille, 11 (43-27-50-81)
 93 (43-62-16-15) ; UGC Gobelin
 43-32-23-44) ; Montparnasse, 14 (43-32
 52-37).
GENÈSSE (Ind. v.), Denfert, 14 (4
 21-41).
HANNAH ET SES SEURS (A. v.), E
 43 (43-74-95-40).
HIGHLANDER (Bric. v.), L'Amazée,
 (43-46-49-07).
L'HISTOIRE OUFIOULE (L. v.), Denfert, 14 (43-21-41-01).
HOUSE (A. v.), Arcades, 23 (43-32-34-58-58).
HUIT MILLIONS DE FAÇONS D
 MILLIONS (L. v.), UGC Emirat
 Express, 11 (43-23-42-26) ; UGC Océan
 63 (43-25-10-30) ; UGC Biarritz, 83 (4
 62-20-40) ; Rex, 27 (43-36-83-93) ; UG
 Montparnasse, 63 (43-32-23-44) ; UG
 43-22-13) ; Colisée, 43 (43-29-42-2
 93 (43-74-95-40) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Conventi
 St-Charles, 15 (43-79-33-30) ; Image
 83 (43-22-47-94).
JEAN DE FLORENTINE (P. t.) ; Fon

- 79.): UGC-Boulevard, 9^e (45-75-79-79).

RECHERCHE SUSAN, DÉSPÉRÉE (A., v.f.): Studio Galandé (A., v.f.): UGC-711; Sainclair Lambert, 15 (45-32-21-28).

ROSA LUXEMBURG (ALL. v.f.): 14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-102

LES FILMS

CHAMBRÉ AVEC VUE, film britannique de James Ivory (14) : Gaumont Hallés, 1^{re} (45-97-40-07) ; 14 juillet Odéon, 6^e (45-25-59-83) ; Payotte, 7^e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (45-59-04-67) ; 14 juillet Bastille, 9^e (47-05-50-53) ; 90-81 : Bénédictine Montparnasse, 15^e (45-44-52-02) ; 14 juillet Bessonneville, 15^e (45-75-79-79) ; Mail-co, 17^e (47-48-08-06) ; V.F. : Gaumont Opéra, 2^e (47-45-50-53) ; UGC Gobelin, 13^e (45-36-23-34) ; Gaumont Parnasse, 1^{re} (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15^e (48-42-42-77).

LA DÉRENDRÉ IMAGE, film français de Michael Lasker d'après Harmin : Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57) ; Rex, 2^e (42-36-82-82) ; Martignan, 8^e (43-59-83-93) ; Saint-Lazare Piquette, 8^e (43-59-83-43) ; Mafalda, 10^e (43-59-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (45-36-23-34) ; Mafalda, 14^e (45-39-83-93) ; F.L.M. : Jacques, 14^e (45-39-83-93) ; 14 juillet Jacques, 14^e (45-39-83-93) ; Parnasse, 15^e (43-20-30-19) ; 14 juillet Bessonneville, 15^e (45-75-79-79) ; Wexler Pathé, 18^e (45-22-46-01).

DEUX FLICS À CHICAGO, film américain de John Huston (14) : Forum Orient Express, 1^{re} (42-30-42-26) ; Danton, 6^e (42-25-10-33) ;

20-40); UOC, Roaderes, *q.* (45-74-
74-90); Galaxie, *13.* (45-80-18-03).
THE SHOP AROUND THE CORNER
(A. v. v.): Action Christine, *q.* (43-29-
29-29);
57-2-12E MATIN (Fr. v.): Saint-Michel, *5.*
(43-26-79-17); George-V, *8.* (45-62-
62-62);
TOP GUN (A. v. v.): Marianne, *q.* (43-59-
59-59); A. v. v., *8.* (45-62-61-46);
- V. I. Arcadia, *2.* (42-33-54-58);
Montparnasse, *1.* (47-43-43-43); Paris-
Saint-Germain, *1.* (45-43-12-06);
Pompidou, *1.* (45-43-12-06).
WIST AGAIN A MOSCOW (Fr. v.): Gaumont
Optica, *2.* (47-62-60-33); Ambas-
sades, *1.* (45-62-62-62);
62-61-46); Maxerre, *1.* (47-70-72-86);
Montparnasse, *1.* (45-27-32-37); Mont-
parnasse Pathé, *1.* (45-23-12-06); Gaumont,
1. (45-23-12-06).
A VERIFICATION (Sw. v.):
Cinema, *6.* (45-44-28-80); Epile de Bosc,
1. (47-57-47-47); Triumph, *8.* (45-62-
62-62).
WELCOME IN VIENNA (Astr. v.): Saint-
Germain Studio, *1.* (46-33-43-20);
Studio, *1.* (47-43-43-43); Studio,
dio, *43.* (45-62-60-60); Parmelee, *1.*
14 (43-20-20-20).

LES FILMS NOUVEAUX

CHAMBRE AVEC VUE, film technique de James Ivory (v.n.) : Gaumont Parnasse, 14 (42-25-59-83) ; Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-25-04-67) ; 14 Juliette Basset, 14 (43-25-04-67) ; 90-81 ; Bioworm Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14 Juliette Beaufrénille, 15 (45-75-79-37) ; Mafiosi, 17 (47-48-06-23-11) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 19 (43-36-22-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-36) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LA DERNIÈRE IMAGE, film franco-algérien de Mohamed Lakhdar Hammouch : Forum Horizon, 11 (42-27-57-57) ; Gaumont Opéra, 12 (83-93) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Nation, 12 (43-43-00-31) ; UGC Clés de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mafiosi, 14 (45-39-32-43) ; P.M. Saint-Jacques, 14 (43-43-02-42) ; 14 Juliette Beaufrénille, 15 (45-75-79-37) ; Wexler Pathé, 15 (45-22-46-01).

LE DÉS, film franco-UGO, film américain de Peter Hyams (v.n.) : Forum Orient Express, 11 (42-33-42-26) ; Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Opéra, 12 (43-35-36-22) ; UGC Normandie, 8 (42-36-23-11) ; V.I. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Parnassus Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Clés de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Parnassus, 14 (43-43-02-42) ; 14 Juliette Beaufrénille, 15 (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Images, 18 (45-22-77-99) ; Gaumont Opéra, 12 (46-01-06-06) ; Scénario, 19 (42-41-77-99).

L'HOMME QUI REGARDAIT LES FENÊTRES, film algérien de Messaoud Abdallah (v.n.) : Luceorina, 6 (45-57-34).

MANON DES SOURCES, film français de Claude Berri : Forum Horizon, 11 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 12 (43-35-36-22) ; Scénario, 2 (42-33-56-70) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Bruguère, 6 (42-22-57-97) ; Houssetville, 6 (46-33-22-57) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (42-22-72-80) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (42-22-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; François, 9 (47-40-33-58) ; Basilide, 11 (43-42-16-80) ; Nation, 12 (43-43-00-31) ; UGC Clés de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Escorial Fauroux, 13 (47-47-28-04) ; Fauroux, 13

(43-61-70-74); Galaxie, 13^e (45-80-18-93); Mistral, 14^e (43-20-12-06); Montmartre Pathe, 14^e (43-20-12-06); Gaumont Conventions, 15^e (48-28-42-27); Kinopazarna, 15^e (43-06-50-50); Mayfair, 16^e (45-25-22-22); Metropole, 16^e (45-22-06-06); Wexler Pathe, 16^e (45-22-46-01); Sacréntin, 19^e (42-41-77-99); Gambetta, 20^e (46-36-36-36).

NOIR ET BLANC, film français de Claire Devors : Cécile Beaubourg, 3^e (42-71-52-36); Racine Odéon, 6^e (43-26-19-48); Rotonde, 6^e (45-74-94-94); UGC Biarritz, 6^e (45-74-20-40).

PRIÈRE POUR UN TUEUR (*), film américain de Gordon Hecker (Med Film) : UGC Emirage, 3^e (45-62-16-36); Alcazar, 3^e (45-62-16-36); UGC Paris, 3^e (45-62-16-36); UGC Parc de Lyon, 12^e (43-40-01-59); UGC Gobelins, 13^e (43-36-23-44); Miramar, 14^e (43-32-28-28); UGC Corneville, 14^e (45-74-93-40); Images, 19^e (45-22-47-47).

TARRAUNNA, film français de Med Film : UGC Beaubourg, 3^e (42-71-52-36); Alcazar, 3^e (45-62-16-36); Rotonde, 6^e (45-74-94-94); Mercury, 3^e (45-62-96-82); Images, 19^e (45-22-47-47).

THE BANGERS (*), film américain d'Alex Cox (V.F.) : Forum, 11^e (42-97-53-74); Héliopolis, 6^e (46-33-79-34); George V, 6^e (45-62-46-46); Alcazar, 3^e (45-62-16-36); (43-59-92-82); UGC Imperial, 2^e (47-42-72-72); Francis, 3^e (47-70-33-88); Fauteuil, 13^e (43-31-86-86); Alcazar, 3^e (47-42-72-72); (43-20-12-06). Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

THE VINDICATOR, FRANKENSTEIN DESTROYED, film américain de Frank De Felice : UGC Normandie, 10^e Orient Express, 11^e (42-34-34-26); Triomphe, 6^e (45-62-43-76); - V.I.: Maxéville, 3^e (47-70-72-34); Paramount, 3^e (47-70-72-34); UGC Normandie, 10^e; Bastille, 11^e (42-34-26-80); Fauteuil, 13^e (43-31-56-86); Paramount, 3^e (43-20-32-00); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

L'ISAGE DE CHUEN, film français de Jack Gussakovski : Latina, 6^e (42-78-47-86).

EMANDES DES CAHIERES DU CINEMA, dans le cadre du Festival d'Ancône, films en avant-première à la Puritaine, de Jacques Douillon; Mavroul Song, de Louis Carrat; La femme qui aime les hommes, de Sergio Paradjanov; Sins/Gods Have it, de Spike Lee; La messa è finita, de Pier Paolo Pasolini; Les jours de Youngman Chahine; Club de l'étoile, 17^e (43-80-42-05).

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 23 NOVEMBRE

- «Quand l'Ermitage et le musée Pouchkine prêtent à Lille des chefs-d'œuvre de Maïssac». Inscriptions : 42-82-88-98 (L'histoire de la région)
- «Journées et fresques dans la cathédrale russe de Paris», 15 heures, rue Durr (Paris et son histoire).
- «L'abbaye Saint-Martin et son quartier», 14 h 30, 292, rue Saint-Martin (Histoire de la ville).
- «L'Opéra...», 11 heures, hall (M. Ragnemaneu), 13 h 45, (D. Bouchard) ou 15 heures (M. Ch. Lasnier).
- «Saint-Eustache et le vieux quartier des Halles», 15 heures, sortie métro Louvre (G. Bouteau).
- «Saint-Etienne-du-Mont et le village de Saint-Genèveviève», 15 heures, sortie métro Cardinal-Lemoine (G. Bouteau).
- «Moulins et vieux village de Montmartre», 14 h 30, métro Abbesses (Filmmuseum).
- «Le Second Empire au ministère des finances», 11 heures, 93, rue de Rivoli et «Le Palais-Royal, anciennes et nouvelles colonnes, et galeries Colbert et de la Cour», 15 heures, grille Casimir D'Azur (Galerie des monuments historiques et des sites).
- «Riches salons du ministère des

« Années », 16 heures, 93, rue de Rivoli (carte d'identité) (Approche de l'art).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale du cimetière.

« Les Femmes », 17 heures, 60, rue Pigalle.

« Figure », 14 h 45, métro Abbesses (V. de Langlade).

« Hôtels et jardins du Marais », 5 heures et 17 heures, grille Carnavalet (C.-A. Messier).

« L'Art de Camondo », 15 heures, 3, rue de Monceau (I. Hauller).

« Ateliers d'artistes, jardins secrets et curiosités de Montparnasse », 5 heures, métro Vavin (M. Raguenet).

« Le Musée d'histoire de France, le Louvre-Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (AITC) et « L'Hôtel amoisinois », 15 h 30, 24, rue Pavée.

« Le Marais noir », 15 heures, métro Saint-Paul (Lutèce visites).

CONFÉRENCES

« 60, boulevard de Latour-Maubourg », 18 h 30 : « La suite et la suite », 18 h 30 : « Le bouddhisme et la Thâra », 18 h 30 : « Venise et San-Lazaro » (M. Brumfeld).

CONFÉRENCES

60, boulevard de Latour-Maubourg,
14 h 30 : « La magie et la sorcellerie »,
16 h 30 : « Le bouddhisme et la Thaï-
lande », 18 h 30 : « Venise et San-
Marino » (M. Brumfeld).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHARLOT (47-94-24-24)
16 h, Hommage à Gaumont : quatre-vingt-dix ans de cinéma : le Fille des châteaux, de H. Desfontaines ; 21 h, Le Fils du Silencieux, de L. Feuillade ; 19 h, Hommage à K. Kurosawa : Une lueur dans la nuit (v.a. et anglais).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Salle Georges
(42-78-37-32)
Hommage à la Fondation Jean-Vigo :
17 h 30, Répertoire théâtral de Jean-Vigo ;
20 h 30, Une vie difficile, de Dino Risai.

REAUBOURG (42-78-35-57)
17 h, Rod Sticks of Montana, de J. M. Newman (v.a.) ; 19 h, La fin du monde, de A. Gance.

Les exclusivités

L'AFFAIRE CHELSHA DEARDON (A. va.) : George V., 1° (45-62-41-46) ; Garmont Parmesan, 1° (45-63-30-40) ; v.L. : Luminar, 9° (45-62-37-00).

L'AFFAIRE DE L'AMOUR (A. va.) : Le Triomphe, 9° (45-62-45-76).

L'AJANTIKET (Ind. va.) : République Confiance, 11° (48-05-51-33).

ALPENS, LE MEURON (A. va.) (*) : L'Union des Français, 1° (45-62-35-22) ; Uge, Luminar, 9° (45-63-16-16) ; v.L. : Luminar, 9° (45-62-46-07) ; Parmesan, 1° (45-63-32-20).

ANGEL II, LA VENGEANCE (A. v.L.) : L'Union des Français, 1° (45-62-35-22).

L'AMOUR SORCIER (Esp. va.) : Studio de la Harpe, 5° (46-34-25-62).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. va.) : Grand Paris, 15° (46-45-46-85).

AUTOUR DE MINUIT (Pr.-A. va.) : L'Union des Français, 1° (45-62-35-22).

14 JUILLET ODEON, 6° (45-25-59-43) : Garmont Ambassade, 1° (45-59-19-08) ; Garmont Parmesan, 1° (45-35-30-40).

BRANCO (*) (A. va.) : Norme Orient 1° (45-62-35-22) ; UGC Normandie, 4° (45-63-16-16) ; v.L. : Ruz, 2° (45-36-36-36) ; Uge, Luminar, 9° (45-62-37-00) ; 9449° : Parmesan, Odeon, 5° (47-42-56-31) ; UGC Conception, 15° (45-74-69-03) ; Pathé Châti, 19° (45-62-35-22).

LES BAILEUX DU DESERT, (Tha. va.) : Utopia, 3° (43-26-64-44).

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Pr.) : Utopia, 3° (43-26-64-44).

BEDDY (A. va.) : Clinches, 6° (46-33-10-62).

ma

[illegible]

ACTUELLEMENT

Mann KARMITZ présente un film de **James IVORY**

Mann KARMITZ présente un film de James
Chambre avec Vue...

A Room with a View

d'après le roman de E. M. FORSTER, l'auteur de la «Route des Indes»
Avec une mise en scène de Christian Bouteaux, Editeur



Radio-télévision

Samedi 22 novembre

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 21 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Variétés : Grand public.
Émission de Patrick Sébastien et Rémy Grumbach.
Invités : Sylvie Vartan, Avec Francis Cabrel, Richard Gohier, Michel Berger, Gosses, Hootie Lewis, Kimera.
A 22.00, Le séisme de 10 heures, avec Dailly, pour le film Le séisme jour, et le professeur Dodin, spécialiste du choléra.
22.30 Feuilles de Shogun (8^e épisode).
23.30 Journal.
23.45 Magazine : Premier balcon.
Rendez-vous hebdomadaire de l'actualité théâtrale.
0.00 Télévision sans frontières.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

LE GÉANT DE LA VIDÉO
50000 cassettes
5000 films
PAS DE CAUTION
48 RUE DE LA BOÉTIE

20.35 Série : Deux flics à Miami.
21.25 Apostrophes.
Magazine littéraire de Bernard Pivot.
Sur le thème : La célébration du corps, sont invités : Piero Camporesi (La chair impossible), Noëlle Châtelet (Histoires de boues), Marc-Alain Descamps (L'invention du corps), Karl Lagerfeld (Journal de mode), Michel Rachtine (Les secrets des voyages).
22.40 Journal.
22.50 Ciné-club : Le sel de la terre.
Film américain de Herbert J. Biberman (1953), avec Rosaura Revueaux, Will Geer, David Wolff, David Harris, Merwin Williams, Juan Chacon.
► Les métiers mexicains travaillant dans une mine de zinc du Nouveau-Mexique se mettent en grève pour obtenir les mêmes conditions de travail que les ouvriers blancs. Les femmes se joignent au mouvement.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20.35 Feuilletton : Cinq filles à Paris. (5^e épisode).
21.30 Magazine : Taxi.
De Ph. Alfonsi et M. Dugowson.
Émission sur l'Argentine. 1^{er} volet : Rêves, hiteck et démocratie.
22.30 Journal.
22.55 Décibels. Avec Style Council.
23.40 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20.30 Les tripes. 21.00 Cinéma : Si Versailles m'était conté, un film français de Sacha Guitry (1954), avec Jean-Pierre Aumont, Brigitte Bardot, Jean-Louis Barrault, Bourvil, Daniel Gelin, Sacha Guitry, Pierre Larquey, Jean Marais, Gérard Philipe, Micheline Presle, Orson Welles.
23.45 Flash d'informations. 23.55 Cinéma : L'arabesque, un film français de Sergio Gobbi (1984), avec Daniel Auteuil, Marisa Berenson, Marcel Rozzuffi, Daniel Ugeux, Michel Beaune.
1.25 Cinéma : Inferno, un film italien de Dario Argento (1979), avec Leigh McCloskey, Irène Miracle, Sacha Pivoff, Daria Nicolodi.
3.05 Cinéma : La castagne, un film américain de George Roy Hill (1976), avec Paul Newman, Strother Martin, Michael Ontkean, Jennifer Warren, Lindsay Crouse.
5.05 Cinéma : Les sept ans de la vie américaine de Mark Buzman et William Sachs (1984), avec Robert Ginty, Mario Van Peebles, Deborah Gaffner, Frankie Faison.

LA « 5 »

20.30 Feuilletton : Dynasty 2 ; 21.25 Série : Kojak ; 21.30 Feuilletton : Flamingo Road ; 23.30 Feuilletton : Dynasty 2 ; 0.10 Série : Kojak ; 1.05 Série : Star Trek ; 2.00 Série : Chape.

TV 6

20.10, Live 6 ; 22.00, 6 Toile.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Le judaïsme en France aujourd'hui, avec Jean Daniel, Roger Fauroux, Théo Klein, Emmanuel Levinas, Pierre Vidal-Naquet.
21.30 Musique : Black and blue. Au bonheur du jazz.
22.30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (amis de Sarrebruck) : Symphonie n° 102 en si bémol majeur, de Haydn ; Symphonie n° 6, de Hartmann ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en si bémol mineur, op. 23, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Sarrebruck, dir. Ferdinand Leitner, avec André Lucchesini, piano.
22.20 Les solistes de France-Musique.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

14.20 Série : La croisière s'amuse.
15.15 Dessin animé : Astro le petit robot.
15.45 Tiercé à Vincennes.
18.00 Temps X.
Au sommaire : La quatrième dimension ; dossier : Beal, la source détective ; Point X : le télescope du futur.
16.55 Série : Malraux et la jeunesse.
17.00 Mini-Mag.
Au sommaire : En Afghanistan, l'école des mondjakhins ; Zoo bang bang : le procès des tigres mangeurs d'hommes en Inde et des éléphants au Kenya.
17.25 Série : Agence tous risques.
18.20 Trévis millions d'amis.
18.50 D'accord, pas d'accord.
19.00 Magazine : Auto-moto.
19.40 Cocorico-coboy.
20.00 Journal.
20.25 Série : Malraux et l'art.
20.30 Tirage du Loto.

-50% T.V. COULEUR 51 cm 75° au lieu de 150°
par mois pendant 36 mois
APPELEZ VITE GRANADA
30.64.30.00
*opération dans la mesure des stocks disponibles

20.35 Téléfilm : Docteur Teyran (dernier épisode).
21.10 Série : Malraux et les grands hommes de l'histoire.
22.10 Droit de réponse.
De Michel Polac.
Sur le thème : le retour des Muscadins.
0.00 Journal, et série : Malraux et la culture.
0.15 Série : Malraux et la guerre d'Espagne.
0.20 Ouvert la nuit. Série : La prisonnier.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

14.25 Dessins animés.
14.50 Les jeux du stade.
17.00 Document : Les carnets de l'aventure.
18.00 Série : Loterie.
19.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Affaire suivante...
20.00 Journal.
20.35 Les victoires de la musique.
En direct du Mont-Rouge, sous la présidence de Gilbert Bécaud, maître de cérémonie : Renaud. En compétition, meilleurs interprètes marseillais : Etienne Daho, Jean-Jacques Goldman, Renaud ; Meilleurs interprètes féminines : Catherine Lara, Jeanne Mas, Catherine Ringer.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8.00 Bonjour la France.
9.00 Émission islamique.
9.15 A 8800 cartes.
9.30 La source de vie.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe à l'église Saint-Pierre d'Avignon.
12.00 Télé foot 1.
13.00 Journal.
13.20 Série : Malraux et la décolonisation.
13.25 Série : Star Trek et l'histoire.
14.20 Série : Malraux et la télévision.
14.25 Sports dimanche.
14.30 Variétés : A la folie, pas du tout.
Émission présentée par Patrick Poivre d'Arvor. Invités : Charles Aznavour, Michel Piccoli, Francis Lalanne, Mely Mérelle.
15.30 Tiercé à Autour.
15.45 Sports dimanche (suite).
16.00 Sports à Bercy.
16.30 Variétés : A la folie, pas du tout (suite).
17.30 Les amoureux du monde.
Émission de Martine de La Grange et Antoine Reilla. Le court été du record polaire.
18.00 Série : Malraux et les civilisations.
18.05 Série : Pour l'amour du risque.
19.00 Série : Malraux et de Gaulle.
19.05 Magazine : Sept sur sept.
Invité : Carlo De Benedetti.
19.55 Tirage du Loto sportif.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Une place au soleil.
Film américain de George Stevens (1951).
Un jeune homme arriviste occupe un poste subalterne dans l'usine de son oncle. Il séduit une ouvrière et s'empare d'une jeune fille riche. Les méfaits de l'ambition sociale d'après une tragédie américaine, roman de Theodore Dreiser dont Sternberg avait, dans les années 30, tiré un film bien plus attachant. La mise en scène de celui-ci est acrobatique. Les compositions de Montgomery Clift et Shelley Winters sont remarquables. Les Taylor se contentent d'être belles.
Avec Montgomery Clift, Elizabeth Taylor, Shelley Winters, Anne Revere, Keefe Brannan, Raymond Burr.
22.30 Série : Malraux et l'art.
22.35 Sports dimanche soir.
23.30 Journal.
23.45 Série : Malraux l'écrivain.
23.50 C'est à lire.
0.05 Série : Malraux et la politique.

PRESSE

« Apaisement à l'Unité ». — Les remous nés au sein d'une partie de la rédaction de l'hebdomadaire socialiste l'Unité, après la demande faite aux journalistes de renoncer à leur traitement mensuel (le Monde du 13 novembre), se sont momentanément apaisés. M. Estier, directeur de la publication et sénateur PS de Paris, a réuni la rédaction en assemblée générale, jeudi 20 novembre, et lui a proposé une nouvelle réunion, fixée au 15 janvier, lors de laquelle sera examinée la situation financière du journal. Cette proposition a été acceptée par douze voix contre une, cinq journalistes préférant s'abstenir.

Samedi 22 novembre

LONG DRINKS PAR CAMPARI
TOUJOURS PLUS ÉTONNANT !
Campari-Rock : deux doigts de Campari, allongés de Schweppes tonique, des glaçons. Et pour d'autres cocktails, écrivez à :
Campari France S.A. BP 416, 92004 Nanterre Cedex.

per : Meilleurs chanteurs : L'Aziza (Daniel Balavoine). Belle-Île-en-Mer (Laurent Voulzy). En rouge et noir (Jeanne Mas). Nuit magique (Luc Plamondon). Autres catégories : meilleur album chanson, meilleur album rock, meilleur album de variété instrumentale, meilleur enregistrement de musique classique française, meilleur soliste ou petite formation de musique classique.
23.40 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

13h30 SAMEDI VISION
Présenté par Philippe Gildas
- WILKINSON : les succès
- RADOLA : l'année 1986
- STYFFEN : la mode et le style
- FRANCE-QUICK : la restauration rapide
- TICKET FOUR... la gastronomie

15.17 Théâtre : Les deux gentilshommes de Vérone.
Cyclo William Shakespeare.

A la découverte de la graphologie
un magazine proposé par le Centre de recherche et d'analyse graphologique
Samedi, FR3, à 15 h
Appel gratuit : 05.22.22.22

17.30 Jeu : Génies en herbe.
17.55 Croqui soleil.
18.00 Flash info.
18.05 Tam Tam.
18.15 Actualités régionales.
19.53 Dessin animé : La panthère rose.
20.04 Disney Channel pour les tout-petits : Winnie l'ourson.
20.35 Disney Channel pour les jeunes et les moins jeunes.
DTV : Dessins animés : 20 h 55, un épisode de Zorro ; Disney souvenirs.
21.50 Journal.
22.20 Série : Mission casse-cou.
23.10 Série rose : Augustine de Villebrancha.
D'après le marquis de Sade.

Dimanche 23 novembre

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9.30 Informations et météo.
9.35 Les chevaux du Tiercé.
10.00 Biscuits A 2 dimanche.
11.30 Dimanche Martin.
13.00 Journal.
13.20 Tout le monde le sait.
Invités : Miralio Mathieu, Marc Lavoine, Tipha Iric, Georges Guétary, quatuor Eusebio, les philharmoniques de Châteauroux.
La vie en rose.
15.30 L'école des fans.
Invité : Dorothee.
16.25 Le kiosque à musique.
17.00 Série : Christophe Colomb.
Réal. Alberto Lazzara.
Avec Gabriel Byrne, Mark Buffery, Claudi Altiotti, Anne Casanova, Patrick Longhi... (deuxième épisode).
18.15 Stade 2.
Basket : Football : championnat de France ; Rugby : championnat de France ; Cyclisme : bi-cross ; Volley : Vole ! le point sur la Route du rhum ; Hockey sur glace.
19.30 Série : Les supers du catch : 19.30 Flash d'informations.
Comme comme le koulou blanc.
Avec Rosy Varte, Jean-Marc Thibault, Marthe Villalonga.
20.00 Journal.
20.35 Documentaire : Les métamorphoses d'André Malraux.
De Marcel Boulois ; commentaire : Marcel Boulois et Jean Lacouture.
A l'occasion du dixième anniversaire de la mort d'André Malraux.
22.05 Cinéma : Espoir.
Film français d'André Malraux (1939).
A Teruel, pendant la guerre civile espagnole, les républicains existent de leur lutte contre les partisans de Franco. Malraux, qui avait écrit son roman de 1937, l'Espoir, écrit le scénario d'un film intitulé Sierra de Teruel, tourné à moitié dans les studios de Barcelone avant la chute de la ville, interrompu par la capture française en septembre 1939, sort en juin 1945 sous le titre Espoir. C'est un extraordinaire document, un témoignage sur les difficultés de l'Espagne républicaine et sur le Malraux de cette époque-là.
Avec José Benavente, Andrés Mejuto, Julio Pena, Pedro Codina, José Lado, Nicolas Rodriguez, S. Ferro.
23.10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

9.00 Dabord, les enfants.
10.00 Magazine : Mosaïque.
12.00 à 13.00 Espace 3.
13.30 Forum RMC-FR 3.
14.30 Sports loisirs.
17.00 Amuse 3.
17.55 Documentaire : Splendeur sauvage.
18.25 RFO hebdo.
18.55 Amuse 3 (suite). Cat's Eyes ; Muppet Babies.
19.45 Jeu : Cherchez la France.
20.04 Série : Benny Hill.
Cyclo Arthur Rubinstein.
Concert retransmis simultanément sur France-Musique.
21.35 Aspect du court métrage français.
21.55 Journal.
22.30 Cinéma de minuit : Le désert rouge.
Film italien de Michelangelo Antonioni (1964), avec M. Vitti, R. Harris.
Dans le complexe industriel de Ravenna, en proie à l'angoisse et au dégoût de la vie, la femme d'un ingénieur d'une grande usine moderne. Un jour de désespoir, elle devient la maîtresse d'un autre ingénieur, ami de

Que ne fait-il pas faire quand on aime une femme qui n'a d'autres que pour les personnes de son sexe ?
23.40 Prélude à la nuit.
La fin, de David Zevi ; L'odeur de l'orange, de Nahu Hayman.

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : Antipode d'un crime ; 15.30 Cabot Cadix ; 16.05 Série : Flash Gordon à la conquête de l'univers ; 16.25 Série : Hollywood Blues ; 17.10 Documentaire : Les séismes du siècle ; 17.35 Téléfilm : Opération chameaux ; 19.30 Flash d'informations ; 19.35 Top 50 ; 20.30 Téléfilm : Le club, d'Anthony Page, avec Vanessa Redgrave, Martin Balsam, William Russ, Alice Krige, Richard Venture, Kerrie Keane, Roni Samson, Louise Fletcher ; 22.05 Série : Espion à la mode ; 22.50 Flash d'informations ; 23.00 Cinéma : Six per : Meilleurs chanteurs : L'Aziza (Daniel Balavoine). Belle-Île-en-Mer (Laurent Voulzy). En rouge et noir (Jeanne Mas). Nuit magique (Luc Plamondon). Autres catégories : meilleur album chanson, meilleur album rock, meilleur album de variété instrumentale, meilleur enregistrement de musique classique française, meilleur soliste ou petite formation de musique classique.
23.40 Journal.

LA « 5 »

13.20 Série : Happy Days ; 13.50 Feuilletton : Flamingo Road ; 14.50 Dynasty 2 ; 15.40 Kojak ; 16.30 Dessins animés : Les Schtroumpfs ; 17.20 Série : Star Trek : Enterprise pour ; 18.15 Série : K 2000 ; 19.10 Série : Happy Days ; 19.35 Série : Star Trek ; 20.30 Série : Thriller (La soumission) ; 21.40 Série : Arabesque ; 22.30 Feuilletton : Flamingo Road ; 23.30 Football américain. Giants de New York contre Vikings du Minnesota ; 0.35 Série : Thriller (La soumission) ; 1.45 Série : Arabesque.

TV 6

14.00 6 Toile ; 17.00 Système 6 ; 18.00 Variétés : Tam tam ; 19.35 Une page de plus ; 20.10 Série : Indes ; 21.15 Série : No Soap Radio ; 21.45 Série : A. Hitchcock ; 22.00 6 Toile.

FRANCE-CULTURE

20.30 Nouveau répertoire dramatique. Baptême, d'Yves Reyraud, suivi d'Albion.
21.10 Démarches. Gilianna, de Gérard de Cortanze.
22.30 Musique : Semaine Festival d'Angers (le Groupe vocal de France).

FRANCE-MUSIQUE

20.04 Concert (donné à l'Opéra-Comique le 15 novembre 1986) : Quinor à cordes n° 2 en sol majeur, op. 18, de Beethoven ; Quintette à cordes n° 3 en ut majeur, K 515, de Mozart ; Sonate pour piano n° 2, en fa dièse mineur, op. 2, de Brahms ; Quintette pour piano et cordes en mi bémol majeur, op. 44, de Schumann, par le Quatuor Alban Berg, Elisabeth Leonskaia, piano, Markus Wolf, deuxième alto.
22.30 Les solistes de France-Musique. Grands concerts d'archives : l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. Bruno Walter.

son mari. Le premier film en couleurs d'Antonioioni donne, par le langage pictural, une vision cauchemardesque (mais glorieuse, sans effets) de l'adaptation de l'être humain à une technologie qui transforme, attire la nature, le comportement et les rapports des individus. Tout se cristallise sur le personnage hanté, presque déshumanisé, de Monica Vitti en proie à la solitude et à la névrose.
0.20 Prélude à la nuit.
Le bestiaire, de F. Poitren, par Gabriel Bacquier, Christian Ivak, piano.

CANAL PLUS

8.50 Cinéma : Adieu Brest. Film de Bob Decout ; 10.20 Cinéma : Une femme ou deux. Film de Daniel Veuille ; 12.00 Le croc-neige show ; 12.05 Camille plus ; 12.30 Magazine Hollywood star ; 13.00 Flash d'informations ; 13.05 Deux croissants pour un livre Soap, Soap, de Colin et Jacques Hawkins ; 13.09 Série : Rawhide ; 14.00 Téléfilm : L'Étoile inconnue ; 15.35 Les supers du catch ; 16.25 Série : Les monstres ; 16.35 Football américain ; 17.55 Cinéma : Parking. Film de Jacques Deny ; 19.30 Flash d'informations ; 19.35 Ça cartonne ! 20.30 Cinéma : Spécial police. Film de Michel Verne ; 21.55 Flash d'informations ; 22.05 Spécial surprises. Deux courts métrages ; 22.35 Cinéma : Croisière en enfer. Film de Michael O'Halloran ; 0.05 Cinéma : Le diable botteux. Film de Sacha Guitry ; 2.10 Série : Hollywood blues.

LA « 5 »

7.35, 13.30 Série : Happy Days ; 8.00 Dessins animés : les Schtroumpfs ; 8.55 Série : Star Trek : Enterprise pour ; 9.50 Série : Star Trek ; 10.40 Football américain ; 11.50 Série : Tomme mécanique ; 12.40 Série : K 2000 ; 14.00 Feuilletton : Flamingo Road ; 14.50 Série : Arabesque ; 15.40 Série : Baretta ; 16.35 Série : L'homme de l'Atlantide ; 17.30 Série : Schtrif, fais-moi peur ; 18.20 Série : Chape ; 19.10 Série : Happy Days ; 19.40 Série : Star Trek ; 20.30 Série : Mike Hammer ; 21.25 Série : Supercopier ; 22.15 Boon en direct à l'Hotel Hilton de Las Vegas. Championnat du monde poids lourd WBK Mike Tyson contre Trevor Berbick, suivi de Flamingo Road, Mike Hammer, Supercopier, Star Trek, Chape.

TV 6

De 14.00 à 17.00 Rediffusions : Les chevaliers ; Au cœur de temps ; La grande valise ; 17.00 Chape ; 19.00 NRJ 6 ; 20.10 Cinéma : Androïde. Film américain d'Aaron Lipson (1983). Dans une station spatiale délabrée, un savant travaille à la construction d'une androïde parfaite. Trois criminels en fuite s'introduisent dans la station. Très curieux film de science-fiction dans un huis clos où les non-humains affrontent les humains, on passe des souvenirs de Metropolis, de Fritz Lang ; 22.00 6 Toile.

FRANCE-CULTURE

20.30 Musique : Répertoire, Elisabeth Bricet.
20.30 Atelier de création radiophonique. Les machines inconnues.
22.30 Musique : Semaine du Festival d'Angers.

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Concert (retransmis en simultané sur FR3). Cycle Arthur Rubinstein. Concerto n° 1 en ré mineur pour piano et orchestre, op. 15 ; Klavierstücke, op. 76 n° 2 : Capriccio en si mineur ; Intermezzo op. 117, n° 2, en si mineur, de Brahms, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Bernard Haitink.
21.30 Concert (donné en direct de Cologne) : Requiem, de Verdi, par le Gürzenich Orchestra, Chœur de Radio-France, dir. Marek Janowski, chef des chœurs Michel Tranchesi, avec Lucia Valentini-Terrani, mezzosoprano ; Peter Dvornik, ténor ; Ruggero Raimondi, basse ; Cheryl Studer, soprano.
23.00 Les solistes de France-Musique. A 23.05, Clématis, opéra chinois : Le pavillon des pivoines ; à 1.00, Champ d'étoiles : Voyage à travers la chanson.

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

1950 F
FUJI TW 300 - Compact Autofocus 24 x 36.
Bifocal 38 et 65 mm. Préboîlage du film.
Entièrement automatique. Codage DX. Flash incorporé. Retardateur.



350 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 43 62 71 31
PARIS 2^e : PHOTO CINE CHOISEL - 87, passage Choiseul - Tél. 42 96 87 39
PARIS 6^e : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Malesherbes - Tél. 47 42 33 58
PARIS 9^e : A.P.S. - 57, rue de Châteaudun - Tél. 48 74 73 81
PARIS 9^e : SELECTION PHOTO CINE - 91, rue La Fayette - Tél. 48 78 07 81
PARIS 18^e : PHOTO CINE - VISION - 85, avenue Mozart - Tél. 42 88 37 69
BRUXELLES : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 44 53 10 67

Le Monde HABITAT

Vacances de neige

PARTIR aux sports d'hiver ? La neige, le ski, les sautes fatigues du sport, la chaude ambiance des fondus savoyards, le soir, à la veillée. Beaucoup de Français ressentent aujourd'hui comme un besoin cette évasion hivernale, qu'ils grandement facilitée la généralisation de la cinquième semaine de vacances.

C'est quand même un plaisir qui reste fort coûteux et, quelle que soit la formule choisie, on ne peut guère s'en sortir à moins de 10 000 F pour quatre personnes pendant une semaine... Au reste, ce n'est qu'un prix

indicatif, rien n'étant comparable d'une formule à l'autre...

Et puis, entre Noël, les petites vacances de Noël, Pâques, il faut bien choisir si on n'a pas les moyens de partir trois fois. Cette année, les Français ne se précipitent pas pour Noël. La fête traditionnelle familiale autour du sapin retrouverait-elle ses adeptes ? Il semble plutôt que la crainte du mauvais temps (la neige qui tombe sans discontinuer, le brouillard dense), qui a freiné tant de skieurs l'an dernier, freine cette année les enthousiastes. Il faut

dire qu'être bloqué à quatre dans 28 mètres carrés pendant une semaine n'a rien de très réjouissant, surtout quand on a réglé d'avance un forfait de remontées mécaniques. Certes, à Pâques, on a toujours le risque qu'il y ait moins de neige, surtout en basse altitude, mais enfin le soleil printanier est là, les jours sont un peu plus longs et on peut faire des balades.

C'est que le ciel n'est pas toujours clément pour les vacanciers. La météorologie ne tient aucun compte des dates de vacances scolaires, des projets

des familles ni de la stratégie marketing des vendeurs de loisirs en tout genre.

Même si les imprévus sont favorisés cette année pour leurs vacances de neige à Noël (il reste encore de la place et certains leur ont même offert le champagne pour les aider à se décider), le meilleur moyen de s'assurer des vacances agréables, dans le site que l'on aime, c'est encore de les organiser longtemps à l'avance. Il serait astucieux de penser, dès maintenant, aux vacances d'été et aux plages écrasées de soleil et de réfléchir en mai aux pistes poudreuses. Ce serait la sagesse. Mais qui est vraiment sage ?

JOSÉE DOYÈRE.

Une nouvelle venue

La « propriété de loisirs »

LES Français restent fidèles à l'épargne-logement. Cette conclusion de l'INSEE se vérifie dans l'immobilier de loisirs : un habitant de l'Hexagone sur cinq possède une résidence secondaire ou un immeuble de rapport. Ainsi, après une période de stagnation, les investisseurs s'intéressent-ils de nouveau à l'immobilier de loisirs, et la montagne bénéficie de cette évolution.

L'immobilier de loisirs à la neige marque le pas. En douze ans, le taux de départ des Français a triplé grâce à la démocratisation des vacances d'hiver. Aujourd'hui, les skieurs sont 5 millions, dont 900 000 étrangers.

Le marché des années 70 était piloté par l'offre : « On vendait tout ce qu'on proposait », affirmaient récemment des élus lors d'un colloque consacré à la montagne; les promoteurs construisaient à tour de bras. Désormais, les investisseurs cherchent à répondre à une demande qui s'est diversifiée.

Après le coup d'arrêt enregistré en 1985, le marché progresse légèrement, mais la durée des séjours continue à diminuer. En 1980, 8 800 logements étaient construits à la montagne, on en comptait 4 500 en 1984, 5 700 seront dénombrés en 1986. Mais les promoteurs, tirant les leçons des évolutions économiques et sociologiques de leur clientèle, proposent aujourd'hui de nouvelles formules d'investissement et de vacances.

Voici une quinzaine d'années, la montagne était le cadre d'un véritable boom immobilier. Dans la perspective euphorique de la

« civilisation des loisirs », les Français investissent dans la pierre, qui bénéficie de conditions économiques favorables : l'inflation gomme les taux d'intérêt encore peu élevés. C'est la résidence secondaire traditionnelle vendue en appartements qui a le plus profité de ces placements. Des investisseurs privés achètent également des appartements qu'ils louent à des vacan-

Devant la stagnation du marché immobilier, les promoteurs proposent de nouvelles formules d'investissements et de vacances

ciers; enfin, les promoteurs croient avoir trouvé la formule qui régnerait définitivement dans l'immobilier de loisirs proposant, notamment après la crise économique, la vente en multipropriété. Pour 49 000 francs une famille de quatre personnes « achète » ainsi une semaine de vacances d'hiver. Mais les constructeurs ont vu trop grand. Ils se trouvent aujourd'hui devant un stock important de logements (que certains évaluent à 350 millions de francs) pour avoir oublié que chaque appartement devait trouver vingt acquéreurs et pour avoir construit des unités trop importantes.

Des études plus fines

Désormais les investisseurs font des études de marché plus fines : Gérard Brémont, président directeur général de Pierre et Vacances (première chaîne locative française), refuse de se plier aux modes exclusives. « Il n'y a

pas de formule miracle, explique-t-il, mais quatre marchés qui ont un potentiel de clientèle : la résidence secondaire, la multipropriété, les investissements privés et la nouvelle propriété ».

Chacun se dispute la paternité de cette dernière formule, qu'on retrouve sous des dénominations différentes (propriété de loisirs, nouvelle propriété, propriété all-

grandes vacances et prennent des congés fractionnés dans l'espace et dans le temps. Une bonnise d'échange a été instaurée entre les stations de sports d'hiver pour certaines sociétés, entre stations d'hiver et stations d'été pour d'autres.

Priorité aux « stars »

La « nouvelle propriété » permet de rendre solvables des acquéreurs plus nombreux : la société de services leur reverse immédiatement 50 % de la TVA

et onze ans de loyers garantissant un rendement locatif qui n'était pas assuré dans l'ancienne formule de propriété simple. Un appartement de 400 000 F coûte ainsi 300 000 F.

JE SUIS AUSSI MULTIPROPRIÉTAIRE D'UNE SEMAINE DE PLÂTRAGE PAR AN !



PESSIN.

Il s'agit de répondre à l'évolution du marché. Depuis 1980, les Français s'éloignent des circuits de placement immobilier en profitant de la réduction de l'inflation, de l'augmentation des taux d'intérêt et du renchérissement du coût des logements, qui n'épargnent pas le secteur des loisirs. Les conditions économiques sont désormais plus favorables (taux d'intérêt en baisse, revalorisation du placement immobilier).

On voit ainsi apparaître de nouveaux acquéreurs : d'une part les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances, Caisse des dépôts, etc.), qui ont l'assurance de voir respecter les normes fixées dans le cadre de la loi de juillet 1983 classant les appartements en résidences de tourisme; d'autre part les clients individuels de la nouvelle propriété.

La formule est simple : le propriétaire achète un logement dont il confie la gestion à une société de services. Les servitudes afférentes à la résidence secondaire disparaissent, et l'acquéreur conserve un droit de jouissance durant ses propres vacances. Autre avantage de cette formule, elle répond à la demande des Français qui ont renoncé aux

Mais cette formule reste un placement anodin, d'autant qu'il faut assurer la rentabilité de ce placement, ce sont les « stars » de la neige qui en bénéficient : Courchevel, La Plagne, Méribel, Val-Thorens, Avoriaz ou Val d'Isère. Les investisseurs s'orientent à ce placement dans la mesure où l'expansion de ces stations sera limitée, le prix des logements augmentant rapidement.

Parallèlement à la mise en place de ces nouveaux types d'investissement, l'équipement des stations et les formules de vacances se diversifient. Il faut conquérir un marché en évolution : la neige en concurrence avec des destinations lointaines qui offrent le soleil et la mer à des prix compétitifs. En outre, la demande des adeptes des sports d'hiver n'est plus uniforme. La clientèle-type des vacanciers reste la famille de quatre personnes, mais tous ne sont pas des skieurs accomplis. Même si le moteur des stations demeure le ski classique, on voit se développer des semaines à la carte plus souples que le forfait classique. En outre, les vacanciers veulent également pratiquer le ski de fond, le natation, le patinage, le tennis.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Une semaine en février

3 800 F pour 28 mètres carrés

COMBIEN coûte une semaine de sports d'hiver ? Les prix varient, bien entendu, en fonction du type d'hébergement retenu, des services attendus, des activités pratiquées. Une famille de quatre personnes paiera, en moyenne, une semaine de location simple, durant les vacances de février, 3 800 F pour un studio de 28 mètres carrés. Il lui faudra également ajouter le coût des remontées mécaniques, la location du matériel, la nourriture, etc. Les prix pratiqués dans les hôtels durant la même période sont toujours, en moyenne, de 3 300 F par personne en pension complète, de 2 600 F en demi-pension.

Les formules de séjour proposées sont de plus en plus souples. Les clients d'un hôtel ne sont plus obligés de choisir la pension complète et déterminent, dans certaines formules, le nombre de forfaits ski retenus par la famille.

Sotair, filiale d'Air France, fait cet hiver son entrée sur le marché de la neige en offrant

des vacances à la carte. « Il s'agit de trouver un juste milieu entre la formule du club ou de l'hôtel où tout est compris et où tout le monde paye la même somme, et la location simple qui ne propose aucun service. » Chaque membre de la famille n'achète que ce qu'il consomme. Sur la base commune de la demi-pension, les vacanciers choisissent leurs activités. Certains ne feront pas de ski, d'autres peu ou beaucoup, mais aucun n'est astreint au forfait classique. Chaque jour, en fonction de la météo, les clients retiennent, au moyen d'un terminal d'ordinateur, remontrées mécaniques et leçons de ski. Le prix de la semaine pour une famille de quatre personnes est de 9 000 F environ.

Enfin, pour attirer une nouvelle clientèle, Maeva-Locarev propose aux vacanciers de payer leurs vacances à crédit. Un accord avec Cetelem permet de mettre à leur disposition une réserve qui se reconstruit au fil des remboursements.

CATHERINE MAMET PROMOTEUR

LE PAYS DE MEGÈVE :

PRAZ-SUR-ARLY

Dans un authentique village savoyard, à quelques minutes du centre de Megève, Catherine Mamet construit des chalets traditionnels.

225.000 F*

APPARTEMENT 6 PERSONNES

PLUS TERRASSE

PLUS CASIER A SKIS

Cuisine équipée, salle de bains, toilettes indépendantes.

Tél (1) 42.56.48.88.

Prix fermes et définitifs à la réservation avec 5 % soit 11.250 F. Crédit personnalisé aux 5, 10 ou 15 ans. Gestion locative possible. * dans la limite du stock.

Pour recevoir une documentation sur PRAZ-SUR-ARLY : Catherine Mamet 7, rue du Cdt Rivière 75008 PARIS. Tél. (1) 42.56.48.88.

Nom : Prénom : Adresse : Tél. bureau :

Tél. domicile :

ALPES



258.000 F*

Une résidence de quatre avec vue imprenable au cœur du massif. Domaine des Farnes du Soleil, avec ses 650 km de pistes. Avec 5 % à la réservation soit 12 900 F. Crédit personnalisé : sur 10, 15 ou 20 ans.

Groupe AMARO S.A., 87, bd Haussmann, 75008 PARIS. Tél. (1) 47.42.07.07.

Veuillez retourner votre documentation. Les chalets de Morzine.

NOM : ADRESSE :

TEL :

Amaro

SEGMO

DEVENEZ PROPRIÉTAIRE A 100 % A VAL D'ISÈRE

HABITEZ LES HAUTS DE ROGONEY

La plus prestigieuse des stations • Le vieux village à vos pieds, les pistes à votre porte • Une situation unique • Dans les sapins. Le charme d'autrefois avec le confort d'aujourd'hui •

VALFREJUS

VOTRE APPARTEMENT-CHALET A CHAMPEL

Une station toute jeune, toute charmante • L'Italie sur l'autre versant • Le TGV à vos portes • Le ski pour tous • Cadre boisé • Un village tout chalets, tout confort • Exceptionnel •

SEGMO Immobilier

46, rue de la Tour 75116 PARIS

(1) 45 03 21 50

Sans engagement de ma part, j'aimerais recevoir une documentation gratuite sur vos programmes.

☐ Types ☐ Val d'Isère ☐ Val de Thorens ☐ Cap Martin ☐ Vente ☐ Location

Nom : _____

Adresse : _____

Tel : _____

Le Monde

SPORTS

SPONSORING : un entretien avec M. Jacques Delors

La CEE fait reluire ses ECU

Pour assurer sa promotion, la CEE s'est mise à l'heure du sponsoring. M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, explique au Monde la stratégie de ce partenariat sportif.

BRUXELLES
de notre correspondant

« **T**OUR d'Europe à la voile, Tour cycliste de l'avenir, Tournoi de tennis d'Anvers... la Commission européenne se consacre de plus en plus à la promotion d'épreuves sportives. Pour quelle raison ?

— Elle répond ainsi aux directives données par les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE lors du conseil européen de Fontainebleau en juin 1984. Ils ont alors insisté pour que l'on fasse progresser l'Europe des citoyens avec l'idée de sortir des dossiers et de rendre, par des initiatives multiples, la dimension européenne perceptible au plus grand nombre.

— Vous considérez donc que l'encouragement des épreuves sportives constitue un moyen efficace d'y parvenir ?

— Je crois d'abord que nous faisons œuvre utile, je dirais sur le plan culturel, en encourageant les activités sportives dans un cadre européen, en contribuant, par notre action, à faciliter, même modestement, l'accès aux sports. Et puis nous répondons ainsi au dada du monde moderne qu'est la communication. Une épreuve sportive télévisée, où l'on chante l'hymne européen, où apparaissent notre drapeau, nos emblèmes, c'est là un des

moyens privilégiés de faire connaître la Communauté et d'en populariser certains aspects. Enfin, nous mettons à profit ces épreuves sportives que nous encourageons pour organiser des rencontres plus spécialement entre des responsables économiques de la CEE et le maximum de gens intéressés.

— Vous aidez le Tour de l'avenir et, à présent, le Tournoi d'Anvers. Comment sont dictés vos choix ?

— Nous ne sommes pas les maîtres du jeu. Il y a un acquiescement de la Commission européenne à l'égard de la Coupe d'Europe de football, de basket, etc. Bref, le terrain est très occupé, et il faut en tenir compte. Nous nous efforçons de diversifier nos actions avec toujours en tête, qu'il s'agisse de la voile, du cyclisme, du tennis — les trois sports jusqu'ici choisis — le souci de mieux faire connaître la Communauté.

— Patronnez-vous encore le Tour de l'avenir ?

— Très probablement. Le cyclisme est un sport éminemment populaire. C'est un grand spectacle qui comporte sa part de drame. Pour y accéder, il faut des qualités naturelles, mais aussi de la force de caractère. Le Tour de l'avenir, pour moi, c'est l'esprit de compétition, mais c'est aussi l'égalité des chances. J'essaierai d'infléchir la formule pour mettre l'accent sur deux idées importantes : d'une part, la promotion des jeunes et, d'autre part, l'action collective des fédérations des pays membres traversés. Il faut que les fédérations italiennes, espagnoles, etc., se joignent aux Français pour assurer l'organisation. Cette année, le Tour est parti de Porto pour aboutir à Turin, en passant par l'Espagne et le sud de la

France. Le thème général était l'élargissement de la Communauté. Je m'étais interdit d'être présent dans les étapes françaises afin d'éviter les médianes politiques. Mais j'étais là pour donner le départ à Porto, et les gens disaient : « Voilà le président de la

Commission européenne. » Le soir, j'ai dialogué pendant quatre heures avec les industriels du bassin de Porto. En 1987, le thème de la course sera « L'Europe fête son trentième anniversaire ». Et chaque ville étape sera l'occasion de fêter notre Communauté.



A Anvers, Jean-Marc Eusebio a reçu un chèque de 100 millions de francs de la CEE.



A Anvers, Jean-Marc Eusebio a reçu un chèque de 100 millions de francs de la CEE.

FOOTBALL : l'exclusivité de J.-C. Darmon

Un monopole en question

LEIPZIG
de notre envoyé spécial

COSTUME et mine sombres, MM. Jean-François Guiraud et Claude Gbidalia tiennent conférence dans le hall de l'hôtel Merkur à Leipzig, avant le coup d'envoi du match RDA-France. Il est question de télé-rogues et d'envoyés, de contrats conclus et dénoncés, de panneaux publicitaires et de retransmission télévisée. Les deux hommes expliquent, déconfits mais dignes, que le contrat qu'ils avaient signé avec la société allemande Interwerbung, via la société suisse Tobler Advertising, pour l'exclusivité des droits publicitaires du match a été dénoncé le matin même.

Conclu pour 1 150 000 FF et, selon eux, rentabilisé par 1 600 000 FF de recettes publicitaires, le contrat leur permettait de placer les panneaux publicitaires de leurs clients autour du terrain est-allemand, bien en vue des caméras de l'Envision. L'affaire a été « torpillée » par M. Jean-Claude Darmon, directeur de la promotion à la Fédération française de football (FFF) et aussi PDG de la société de régie publicitaire qui a un contrat d'exclusivité avec la FFF.

Cette dernière a fait pression jusqu'à la dernière minute sur son homologue est-allemand pour que Interwerbung donne un coup de canif dans le contrat signé avec les sociétés de MM. Guiraud et Gbidalia. Le « marché » était le suivant : les matches aller et retour n'étaient pas retransmis par la télévision si d'autres panneaux que ceux de M. Darmon figuraient autour du terrain. Le président de la FFF, M. Jean Fournet-Fayard, reconnaît être « monté en première ligne » car, « quand on a des droits, il faut les faire respecter ».

Là où M. Jean-François Guiraud voit « une atteinte au pluralisme et à la libre concurrence », le président de la FFF répond qu'il ne peut pas « par loyauté » enfreindre l'exclusivité accordée à la société de Jean-Claude Darmon pour une durée donnée. Là où M. Claude Gbidalia dénonce « la situation monopolistique de Jean-Claude Darmon »,

M. Fournet-Fayard rétorque que « le monopole cesse quand le contrat d'exclusivité arrive à expiration ». Ce sera le cas dans quelques mois.

En fait, cette « péripétie mercantile », selon l'expression de M. Gbidalia, péripétie qui a failli priver les téléspectateurs français du match RDA-France, montre surtout que la position dominante de M. Jean-Claude Darmon dans la publicité du football est désormais contestée.

Pionnier du genre, l'homme d'affaires marseillais gère la publicité de la plupart des clubs professionnels et tient les rênes de la promotion à la FFF. Pourtant, des fissures sont apparues dans son empire. Bernard Tapie assure lui-même la commercialisation des matches au stade-vélodrome de Marseille. Les petites sociétés comme celles de MM. Guiraud et Gbidalia placent leurs banderilles. Un concurrent plus puissant encore fourbit ses armes : la société ISL Marketing (le Monde du 1^{er} novembre), partenaire exclusif de la FIFA et de l'UEFA, aimerait faire profiter la FFF de ses services et de son expérience internationale.

L'expiration du contrat d'exclusivité de M. Darmon pourrait être l'occasion d'une redistribution des cartes sur ce marché très convoité.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

LES HEURES DU STADE

Football

Coupe de l'UEFA. Matches aller du troisième tour, mercredi 26.

Championnat de France. Dix-huitième journée, samedi 22.

Bicross

Troisièmes Internationaux de Paris. Dimanche 23 à Bercy. TF1 Sports-Dimanche, 14 h 25.

Handball

Coups d'Europe. Huitièmes de finale, matches retour. Gagny-Essen et Nîmes-Flouron, samedi 22.

Rugby

Championnat de France. Huitième journée, dimanche 23.

Voile

Route du rhum. Arrivée à Pointe-à-Pitre. A partir de dimanche 24.

Sambo

Championnats du monde. Samedi 22 et dimanche 23 à Lons (Pyrénées-Atlantiques).

Basket-ball

Championnat de France NM 1. Deuxième phase. 1^{er} tour les 22 et 23 novembre. 2nd tour le 26 novembre.

J O : la Savoie à l'horizon 1992

M. Samaranch ouvre la piste pour Killy

Choisi le 17 octobre par le CIO comme site des Jeux d'hiver 1992, Albertville doit maintenant constituer son Comité d'organisation (COJO). Le président du CIO souhaite que Jean-Claude Killy devienne le président exécutif de ce comité. L'ancien champion olympique et M. Barnier, président du conseil général de la Savoie, ont évoqué successivement ce problème les 18 et 19 novembre avec le président de la République et le premier ministre.

GRENOBLE
de notre correspondant

QUELLE structure juridique prendra le Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) d'Albertville pour les Jeux d'hiver 1992 ? Celui-ci peut revêtir la forme d'une association, comme à Grenoble en 1968, d'une société d'économie mixte (SEM) ou d'un établissement public.

Une SEM, sous forme de société anonyme, aurait actuellement la faveur de M. Michel Barnier, si celle-ci pouvait être dirigée par un directeur, qu'il présiderait, et un conseil de surveillance, qui réunirait essentiellement les maires des communes où se dérouleront les épreuves olympiques.

A la différence des Jeux de Grenoble où l'Etat, par l'intermédiaire du préfet — à l'époque M. Maurice Doublot — était le principal responsable de l'organisation des Jeux olympiques, ceux d'Albertville devraient profiter très largement des pouvoirs que confèrent depuis 1983 au président du conseil général les lois de décentralisation. Or M. Barnier, qui est précisément président du conseil savoyard, entend avoir la haute main sur l'ensemble de l'organisation des Jeux, qu'il veut contrôler de la même manière qu'il conduisit le dossier de candidature.

« Michel Barnier n'a demandé de prendre la présidence exécutive du COJO », a indiqué le 18 novembre le triple médaillé olympique de Grenoble, Jean-Claude Killy, qui donnera sa réponse définitive dans

un délai de dix à quinze jours. « C'est un engagement que je ne conçois que total. Mon acceptation dépend de la réorganisation de mes propres affaires. » Le président du CIO, M. Samaranch, n'a pas caché sa préférence pour l'ancien champion de ski : « J'attends que Killy dise oui. »

Dans le cas contraire, l'actuel président de la Mayenne, M. François Lépine, qui fut de 1982 à juillet 1986 le secrétaire général du département de la Savoie, prendrait la direction du COJO.

Le « patron » du COJO devrait être entouré de quatre directeurs chargés respectivement des infrastructures, de l'architecture, des problèmes financiers et des médias. « L'administration des Jeux olympiques ne sera pas un monstre », a prévenu M. Barnier, qui pense déjà pouvoir recruter toute son équipe avant la fin du mois de mars.

Le COJO se mettra alors au travail. Sa première tâche sera d'examiner dans le détail les sites proposés pour l'organisation des épreuves. Le dossier de candidature prévoit en effet un certain émiettement des lieux de compétition. M. Samaranch a rappelé que le CIO « réclame des Jeux compacts et, si possible, un resserrement des sites ».

Pour constituer son dossier olympique et réunir autour de lui l'ensemble des stations de la Tarentaise jusqu'aux concurrentes, Michel Barnier propose un sagement, des épreuves. Une solution plus concentrée est toutefois possible autour des stations de Courchevel et Méribel, proches du village olympique et dont les pistes peuvent parfaitement recevoir toutes les épreuves de ski alpin. Mais cette solution, qui devrait recevoir l'aval des fédérations sportives internationales concernées, ne rallumerait-elle pas la guerre des stations ? Le sujet est pour le moins épineux. Pour couper court à la polémique, M. Barnier répond : « Je suis sûr que les Jeux olympiques se dérouleront en Savoie... »

CLAUDE FRANÇILLON.

LOTO SPORTIF : la troisième formule

Gagner à douze

A partir de cette semaine, une nouvelle chance de gagner s'offre aux parieurs du Loto sportif. Avec douze bons résultats, les joueurs peuvent présenter leur bulletin à la caisse. Une façon pour le directeur du Loto de fidéliser sa « clientèle ».

« **O**N joue, on marque, on gagne ! » Ce slogan du Loto sportif, un joueur du Pas-de-Calais peut le chanter sur tous les tons. Vainqueur avec seize bons résultats des enjeux de la semaine passée, il a empoché un chèque de 5 468 660 francs. Pour une mise de 5 francs, le rapport est mirifique et frise les plus importants gains réalisés grâce à ce jeu encore jeune.

Une réussite propre à encourager les amateurs de football — et les autres — à faire des petites croix sur les grilles rouge et bleu. Certes, le Loto sportif ne se porte pas mal, mais le directeur de la Loterie nationale ne verrait pas d'un mauvais œil une augmentation du nombre des joueurs. Ils remplissent actuellement près de 4 millions de bulletins chaque semaine lors des matches de première division. Le nombre diminue de moitié lorsque les paris concernent la seconde division.

« Trouvez treize bons résultats est encore difficile », reconnaît Michel Caste, le responsable de la Loterie. Pour aider les joueurs ou plutôt les encourager à persévérer dans leur passion, il a décidé de diminuer la difficulté.

A partir de cette semaine (jeu n° 66), une nouvelle chance de

gagner s'offre aux parieurs. A côté des plus perspicaces, qui réussissent à découvrir les 16 ou 18 bons résultats, des assez chanceux qui en cochant 14 ou 13, une nouvelle catégorie est créée pour les lauréats de 12 jeux gagnants. Eventuellement, s'il n'y a pas de lauréat au premier rang, les auteurs d'un bon résultat à 11 bons numéros seront récompensés. Lorsqu'un joueur n'a trouvé 16 bons résultats, la moitié des sommes attribuées à cette catégorie (9 %) est partagée entre les joueurs ayant 11 bons résultats. L'autre moitié est mise de côté pour des « superpactes ».

« Un nouvel élément d'espoir est ainsi mis à la portée des joueurs », assure Michel Caste. Il souhaite augmenter la clientèle de son jeu, chez les jeunes qui sont déjà nombreux à parier, mais aussi parmi la clientèle féminine « qui se développe petit à petit ». Selon lui, « on ne se ruine pas en jouant au Loto sportif ». Le nombre des bordereaux à 5 F (mise minimale) en témoignage, même si la moyenne des paris se situe autour de 12 F.

Pour Michel Caste, il faut augmenter le nombre des gagnants pour « fidéliser la clientèle » et lui assurer un plus grand nombre de récompenses. Car, le directeur l'admet, « le football est fait de beaucoup de surprises ». Passionné du ballon rond, Michel Caste sait de quoi il parle. Les incertitudes des résultats du Racing, la longue mise en jambes de l'équipe de Monaco ou les surprises du nouvel Olympique de Marseille sont connues de lui. Il sait aussi que de nombreux résultats

peuvent changer dans le dernier quart d'heure des matches. Un ensemble d'éléments qui rendent la tâche des parieurs délicate.

Le directeur estime qu'en majorité ceux-ci sont des passionnés de football qui suivent minutieusement l'évolution des équipes en compétition. Il ne croit pas beaucoup au hasard, bien qu'il puisse intervenir dans un sport aux nombreuses composantes. « L'habitude de la deuxième division doit être prise en compte par les passionnés du Loto sportif », affirme-t-il. Michel Caste plaide pour sa maison, mais il entend aussi défendre les intérêts des clubs : « Qui connaît-elle Casteaux-Louhans avant que nous proposons à quelque deux millions de Français de cocher le nom de cette équipe sur une grille ? », lance Michel Caste, persuadé que l'ensemble du monde sportif participe à la promotion de son jeu. En 1986, ce sont quelque 450 millions de francs qui devraient tomber dans l'escarcelle des différentes fédérations par le biais du Fonds national de développement du sport.

Cette somme pourrait croître si les matches avaient lieu le même jour à la même heure et si les parieurs pouvaient faire valider leur bulletin jusqu'à 19 h 30. Un rêve qui se prépare au fil des semaines grâce à l'informatisation du réseau. « Dans deux ans, l'équipement sera complètement en place, assure-t-il, et les paris pourront s'effectuer jusqu'au dernier moment. » Mais les chances des postulants au gros lot seront-elles supérieures ?

SERGE BOLLOCH.

Profes
touris

مكتبة

Economie

... Le Monde • Samedi 22 novembre 1986 27

Un entretien avec le ministre du commerce extérieur

« Nons n'avons pas envie de voir se perpétuer des déséquilibres que ne justifient pas les lois du marché »
nous déclare M. Michel Noir

Restriction momentanée des importations de pétrole soviétique, mise en demeure des Norvégiens, accord de compensation avec la Corée du Sud, ce sont là des exemples de la fermeté que la France entend désormais afficher envers ses partenaires commerciaux. M. Michel Noir, ministre délégué chargé du commerce extérieur, qui n'attend pas d'amélioration notable de nos échanges avant l'automne 1987, s'explique sur le sens de cette nouvelle politique qui, selon lui, tient à mieux tenir compte de la réalité du marché.

« Vous venez de prendre une mesure de restriction sur les importations pétrolières en provenance de l'URSS. S'agit-il d'une politique nouvelle que le gouvernement français mettrait en œuvre pour favoriser l'équilibre de nos échanges commerciaux ? »
« C'est un comportement de bon sens que nous voulons avoir sur le plan bilatéral. Nos partenaires peuvent comprendre que nous n'ayons pas envie de voir se perpétuer des déséquilibres que ne justifient pas les lois du marché. Avec l'URSS, nous avions fait passer un message très précis au mois de juillet. Il n'en a pas été suffisamment tenu compte. Le seul régulateur dont nous disposions était le pétrole. »
« Ce comportement sera donc valable pour d'autres pays ? »
« Il s'agit bien sûr d'un comportement général. Nous l'avons appliqué pour la Corée du Sud quand, au nom du gouvernement, j'ai indiqué à l'ambassadeur de ce pays que nous trouvions inacceptable que la Corée ne

lance pas d'appel d'offres pour la construction de ses centrales nucléaires, et que cela nous obligerait à prendre des mesures. Dans un premier temps, nous n'avons pas accepté par exemple que la CCM, commanditaire de porte-conteneurs à un chantier coréen tant que la Corée ne était pas engagée à commander en France des travaux ou des marchandises pour une valeur équivalente. Ce qui a été fait. »

« En dehors de l'URSS et de la Corée du Sud, on a évidemment en tête le cas du contrat gazier de la Norvège portant sur environ 200 milliards de mètres cubes ? »

« La Norvège, c'est un petit pays la même attitude. Dès le début, nous avons dit que la France, pour un engagement de vingt-cinq ans et pour des

proportions considérables de livraison, ne trouvait pas anormal qu'il ait une contrepartie et que notre coopération et notre commerce se développent dans les deux sens. N'est-il pas normal que nos propres entreprises puissent jouer leur chance sur un terrain qui est un terrain d'excellence pour elles, à savoir l'équipement des gisements pétroliers et gaziers ? La Norvège est un partenaire qui est d'autant plus enclin à comprendre cela qu'il use lui-même de cette pratique, puisque l'année dernière il a exigé d'autres pays des compensations allant jusqu'à 140 %.

« Nous avons essayé un refus hautain et distant. Voilà pourquoi nous avons tenu ferme : car notre souci était parfaitement légitime. D'une façon maladroite, certains en France ont

expliqué aux Norvégiens que notre fermeté n'était que de façade. Il y avait erreur sur le discours gouvernemental de la part de certains acteurs, y compris de M. Alby, président de Gaz de France, qui pensait que nous allions céder. Le pari que l'on a fait sur notre incapacité à résister a été très malheureux, et de la part de Gaz de France et de la part des Norvégiens.

La réalité du marché

« On prétend qu'il peut y avoir en jeu quelques intérêts autres que ceux du gouvernement, certaines compagnies pétrolières pourraient trouver leur compte dans cette affaire... »

« Peu importe, le support et la matérialisation des contreparties de

notre coopération. L'essentiel est que, le principe en ayant été accepté, on se mette au travail. »
« La vérité, c'est que nous ne devons pas nous limiter à l'exemple des trois pays que nous venons de citer. Nous avons des problèmes sérieux de déficits sur certains pays. De façon très rigoureuse et en profondeur, nous bâtissons des plans d'action en mobilisant les acteurs pour être moins mauvais sur ces marchés. Exemples, le plan d'action RFA, le plan d'action Italie, le plan d'action Espagne. Un autre exemple de ce qu'est l'attitude gouvernementale, ce sont les moyens que nous nous sommes donnés pour nous adapter au marché des grands contrats. Nous pouvons désormais faire des offres compétitives en traitant les affaires au coup par coup et non plus selon des normes fixes. »

« En ayant ce comportement avec l'URSS, la Corée, la Norvège ou à propos des grands contrats, ne prévoyez-vous pas le fin à la critique, s'agissant d'un gouvernement libéral. N'est-ce pas aux grandes compagnies de négocier elles-mêmes leurs contrats, de déterminer leurs prix. Ne va-t-on pas vous accuser d'interventionnisme ? »

« Dans tous les pays du monde, les approvisionnements énergétiques sont à composition gouvernementale. »

« M. Medelin, ministre de l'Industrie, affirmait pourtant, au mois d'août que cela relevait des compagnies elles-mêmes... »
« Il n'y a pas nécessairement contradiction. Nous n'avons pas désigné à Gaz de France le partenaire qu'il devait choisir. Mais, quand vous êtes Gaz de France vous devez naturellement prendre en compte l'intérêt général, qui est le fait qu'un tel engagement sur une telle durée a un prix. La France, comme n'importe quelle entreprise, doit valider ses budgets achats lorsque ces budgets mettent en cause des secteurs qui ont, je dirai, une composante nationale importante. »

« N'est-ce pas vouloir faire preuve d'un trop grand réalisme ? »
Propos recueillis par FRANÇOIS SIMON

« Il faut tenir compte de la réalité du marché. Ce n'est pas la peine de se cacher derrière son petit doigt. Le marché des grands contrats connaît une concurrence acharnée avec une évolution phénoménale de l'offre compétitive financière. La France s'intéresse à ces marchés. Ce sont des milliers d'emplois qui sont en cause. Elle doit s'écarter d'une approche qui serait strictement comptable pour se montrer opérationnelle et efficace. »
« Le réalisme, cela conduit aussi à vouloir sortir de certaines hypocrisies, qui sont aujourd'hui courantes et qui consistent, par exemple, à fermer les yeux sur le problème gigantesque que nous pose le Japon. Je me félicite de la position beaucoup plus ferme qu'a décidé de prendre la Communauté européenne, allant jusqu'à porter plainte devant le GATT. Moi, j'ai été obligé de faire des représentations d'usage chaque fois que j'ai entendu parler de prétendues incompatibilités entre la nature de la neige japonaise et les skis français ou encore de la corrosion des mers japonaises sur nos planches à voile ! »

« Avez-vous les moyens de rendre la neige compatible ? »

« Il s'agit là encore de poser les questions en termes de rapport de force. Ce n'est pas tant à nous qu'à l'Europe de se montrer ferme. Les Japonais vont peut-être commencer à se poser des questions quand ils vont voir qu'ils sont sanctionnés pour une attitude dont jusqu'à présent ils n'avaient pas à se forcer de sortir puisque c'était sans dommages pour eux. »

« Peut-on dire en conclusion que votre politique a changé ? »

« Elle est plus réaliste. Mais elle s'inscrit dans un ensemble de mesures économiques dont les dernières en date, portant sur la libération des changes et sur le crédit, sont de nature à donner aux entreprises les moyens de mieux se défendre dans la compétition internationale. »

France-URSS : des promesses non tenues

En décidant de contingerer les achats de pétrole à l'URSS, M. Michel Noir, qui se rend, dimanche 23 novembre, à Moscou pour visiter une exposition commerciale, a voulu donner un signe aux responsables soviétiques. Il est vrai que les espoirs des industriels français après la visite de M. Gorbatchev, à Paris en octobre 1985, ne se sont pas concrétisés jusqu'à présent.

Ainsi, au cours des dix premiers mois de cette année, les ventes françaises à l'URSS n'ont atteint que 8,8 milliards de francs, en baisse de plus de 40 % par rapport à l'année précédente. Le déficit français s'est à nouveau creusé, dépassant les 6,9 mil-

liards de francs depuis le début de l'année. Il avait été limité à 5,2 milliards de francs en 1985.

Enfin, malgré les promesses faites tant à M. Cresson en janvier lors de la réunion de la grande commission mixte qu'à M. Noir, qui accompagnait M. Mitterrand en juillet, les contrats de biens d'équipement n'ont pas décollé. Alors qu'en 1985, les entreprises françaises avaient enregistré 6,2 milliards de francs de commandes, elles n'avaient pas encore atteint le milliard à la fin octobre.

Les Soviétiques ont réduit leurs achats en devises (de 5,4 au cours du premier semestre). Les

restrictions ont surtout concerné les produits agricoles. Les gros exportateurs occidentaux de céréales ont enregistré une chute de leurs ventes à l'URSS : - 42,3 % pour les Etats-Unis, - 21,7 % pour le Canada. La France est également victime de cette contraction des achats agro-alimentaires. D'après les statistiques soviétiques, les ventes françaises à l'URSS ont diminué de 18,1 %. Les autorités françaises font cependant remarquer que la RFA a accru, au cours de ce même premier semestre, ses ventes à l'URSS de 10,8 %, le Japon de 25,1 % et l'Italie de 32,7 %.

E. L.

SOCIAL

Le comité confédéral de la CGT

M. Krasucki plaide pour l'action et dénonce les « attitudes excessives »

Estimant que la CGT a « imprimé un élan » aux luttes, M. Krasucki a confirmé, vendredi 21 novembre, devant la presse, à l'issue de la réunion du comité confédéral national de son organisation, qu'une action nationale pour la « défense » de la Sécurité sociale aurait lieu le 27 novembre, avec « information », arrêt de travail et manifestations. « Je pense, a-t-il souligné, que nous pouvons créer un grand mouvement populaire pour rendre inévitables des mesures aussi scandaleuses » [que celles constatées dans le plan Séguin]. Dans son rapport devant le comité confédéral, M. Krasucki a passé en revue « bien des signes » qui « indiquent un certain réveil » de l'action syndicale. « Notre problème urgent, a-t-il affirmé en se refusant à masquer les difficultés, c'est de faire reculer davantage (...) les idées de fatalisme, de faire grandir l'esprit de lutte, de résistance et de conquête, de faire grandir l'appui indispensable de l'opinion publique. »

Pour appuyer son appel, M. Krasucki s'est basé sur un bilan extrêmement négatif de l'action gouvernementale, parlant d'accélération et d'aggravation par rapport au précédent gouvernement socialiste. Il s'agit pour lui ni plus ni moins d'un

« recul de civilisation », cette formulation ayant été employée plusieurs fois dans le passé. Ayant tristement retrouvé plus d'autorité sur son organisation, M. Krasucki a été jusqu'à estimer que « ce qui est à l'ordre du jour concret de la lutte sociale en cours, c'est le changement de société ». Encore faut-il, a-t-il ajouté, être « le syndicat du quotidien » et dénoncer qu'« on peut faire autre chose », non dans un « avenir indéterminé », mais « tout de suite », position qui devrait animer la CGT à l'avenir davantage dans la voie de propositions concrètes.

M. Krasucki a de nouveau fait entendre sa « petite musique » sur l'unité d'action, en rappelant, ce qui avait suscité récemment de vifs débats internes, que « nous ne nous résignons pas à une situation où il n'y a pas moyen de s'entendre entre organisations syndicales, même différentes ». Pour autant, il ne s'agit ni de « dédoubler » les autres confédérations, ni de se laisser entraîner dans de « prétendues intersyndicales », où les différences entre organisations domineront l'impression d'être supprimées, ni de pratiquer des « accords au sommet bidons ». « Mais, a-t-il ajouté, dans une mobilisation des travailleurs,

dans la lutte et pour des objectifs clairs, nous sommes pour des accords. »

Dressant un bilan positif de l'application des orientations du quarante-deuxième congrès, qui s'est tenu il y a un an, M. Krasucki a de nouveau fait la leçon à l'« attitude » de la CGT.

« A propos de l'unité d'action il a souligné que ceux qui pratiquent l'invective ou ont des « attitudes crispées, excessives », « Nous avons, a-t-il lancé, à dire la vérité sans aucune complaisance, mais sans que les travailleurs de bonne foi puissent nous recevoir comme venant à des fins partiales ou mécontentement qu'ils ressentent tout autant et qui les met d'accord avec nous. »

M. Anglerand remplace M. Ganné

Comme prévu, le comité confédéral a élu M. Daniel Anglerand au bureau confédéral, ce militant socialiste remplaçant M. Gérard Ganné, également socialiste, qui a démissionné pour raisons personnelles. Dans son intervention d'adieu, M. Ganné, tout en réaffirmant son attachement à la CGT et en précisant qu'il avait bénéficié d'une « entière liberté d'expression », a

confirmé ses désaccords. Se présentant comme « un enfant et un symbole » du quarante-deuxième congrès de 1978 - celui de l'ouverture - il a affirmé que « la raison commande d'entendre au moins avant d'autres voix que celles qui depuis des années nous répètent toujours avoir raison. »

Voyant dans le retour de la CGT au sein de la Fédération syndicale mondiale (FSM) « un recul dans le temps et dans l'équilibre de nos références », il a comparé la révolution d'octobre en URSS à un « volcan éteint » et repété la formule de Jaurès selon laquelle le socialisme est « la démocratie jusqu'au bout ». Pour M. Ganné, « le gros des risques et des difficultés est encore devant nous ». Une analyse qui reste bien éloignée de celle de la direction de la CGT.

MICHEL NOBLECOURT.

[M. Daniel Anglerand, qui n'a pas encore de secteur de responsabilité, est né le 4 janvier 1937 à Limoges. Moteur électrique puis agent technico-commercial à EDF, il a adhéré à la CGT en 1954. Délégué national de la JOC de 1960 à 1964 et secrétaire national de l'ACFO de 1969 à 1975, il a été aussi directeur des Editions ouvrières. Administrateur de la Caisse centrale d'activités sociales d'EGF, il était membre de la commission exécutive de la CGT depuis 1983.]

100 F OR LIBERTE



Tirage limité à 13 000 exemplaires pour le monde entier.

Bientôt une des monnaies françaises les plus recherchées. Frappée en qualité B.U. (Brillant Universel) par l'Administration des Monnaies et Médailles (Ministère de l'Economie et des Finances), cette monnaie OR de 100 F à cours légal est susceptible d'acquiescer une grande valeur numismatique. De nombreux facteurs d'appréciation sont réunis :

- une limite mondiale très faible : 13 000 exemplaires ;
- une émission officielle de l'Etat Français garantie par le Trésor ;
- une qualité de frappe irréprochable. Chaque pièce est protégée par une capsule rendant impossible toute contestation quant à sa qualité et son poids d'or ;
- un certificat de garantie de l'Administration accompagnant chaque monnaie.

Cette offre peut être annulée à tout moment. N'attendez donc pas pour acquiescer votre 100 F OR (3 monnaies maximum par foyer).

Pour commander au prix officiel de l'Administration retournez le bulletin ci-dessous :

commandes téléphoniques au (1) 47.73.81.86

A retourner aux Editions Jean-Marc Laleta
Reveneur Agréé de l'Administration des Monnaies et Médailles
Tour Franklin - Cedex 11 - 92081 PARIS LA DEFENSE

Veuillez enregistrer ma commande pour Monnaie(s) Française(s) de 100 F OR LIBERTE 1986 B.U. (maximum 3 par foyer) au prix officiel de 2 900 F l'une, soit F. Je vous réglerai à réception de la facture qui sera émise si ma commande est acceptée.

Nom
Adresse
Code postal Ville
Signature :

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT VOUS REGLEREZ PLUS TARD

Profession: touristes à Cannes.

2.500 professionnels pour le marché international du tourisme.

Cannes (de notre correspondant)

Le choix de Cannes n'est pas un hasard. Prestigieux rendez-vous international du tourisme, la ville possède également le deuxième Palais des Congrès de France, dont le nom évoque certains grands marchés mondiaux.

Capitale du cinéma, des marchés audiovisuels, de l'informatique, du film publicitaire, du tax free world exhibition, Cannes accueille, l'International Travel Market et devient le rendez-vous des professionnels du

tourisme (Cies aériennes, SINCE, voyagistes, hôteliers, offices de tourisme, organisateurs de congrès et autres prestataires spécialisés).

Deuxième Palais des Congrès de France, 60.000 m² de business, 8 niveaux d'activités, deux auditoriums de 2.400 à 1.000 places, 11 salles de 40 à 300 places, 14.000 m² d'exposition, 121 techniciens, 18 corps de métiers, les Ambassadeurs pour réceptions. 121 hôtels, 4.700 chambres (dont 1.800 à moins de 900 mètres du Palais), 282 restaurants, 2 casinos, 20 pianos bars ou night-clubs et 3.000 heures de soleil.

Direction Générale du Tourisme et des Congrès, Esplanade Président Georges Pompidou - La Croisette 06400 Cannes. Tél. : 93.39.01.01.



C'EST ÉTONNANT, C'EST CANNES.

مكتبة المثل

LA BAISSÉ DES PRIX, ÇA NE SE DÉCRÈTE PAS, ÇA SE FABRIQUE.

Lutter contre la vie chère est une affaire sérieuse qui réclame cohérence et opiniâtreté, et qui puise toute son efficacité dans la vie même des produits industriels.

Depuis 35 ans, BIC est à la pointe du combat pour la baisse des prix. Tout nouveau développement, tout nouvel investissement, toute nouvelle invention militent en faveur d'un unique objectif: le maximum de services pour le minimum de prix. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

	1950	1986	Variation
Prix moyen du crayon à bille BIC	0,50 F	1,20 F	x 2,4
Prix du timbre poste (tarif normal 20 g)	0,15 F	2,20 F	x 14,6
Prix d'un ticket de métro (carnet 2 ^e classe)	0,14 F	2,75 F	x 19,6
Indice des prix à la consommation	100	1049	x 10,4

Source: INSEE à fin Octobre 86

Les briquets et les rasoirs BIC, plus récents, présentent des performances comparables.

	1973	1986	Variation
Prix moyen du briquet BIC grand modèle	5 F	6 F	x 1,2
Indice des prix à la consommation	100	338	x 3,3

	1975	1986	Variation
Prix moyen du rasoir BIC	0,80 F	1 F	x 1,2
Indice des prix à la consommation	100	265	x 2,6

Les fauteurs d'inflation, ce sont rarement les industriels. Et s'ils demeurent la cible privilégiée de tous ceux qui assoient leurs promesses sur du vent, ils savent au contraire, mieux que quiconque, ce que faire baisser les prix veut dire. Ils le savent parce qu'ils le font. Tous les jours. Tout simplement.



Un maximum de services
pour un minimum de prix

1986 7

Ice

re

manifesté
venant à
elles et à

semblent
es cages,
it contre

s grande
manifeste-
réfens et
L'Ouest,
capitale.
i Rennes

ste. Non
ms, Aix,

té qu'un
manifeste-
Dombes),
estation
lycéens

communi-
hevaques-
change
à mettre
lans les
ème si,
diant de
ut pas se
it doit,
mouve-

ntuelles
is mani-
as d'en-
ents, les
x. Bouf-
télé suivi
par les

site et
nté une
a ras-
et qui
indiffé-
ais du
diversité
ourné,
versité
de son
u, pour
sommes

NT.

© PUBLICIS

2 404

Affaires

A TRAVERS
LES ENTREPRISESBouygues détiend
une minorité de blocage
chez Spie-Batignolles

Le groupe Bouygues a annoncé, le 21 novembre, qu'il détenait « indirectement » 33,9 % des actions Spie-Batignolles, en dépit de la tentative de Schneider, le principal actionnaire avec 57 % du capital, de s'y opposer. Bouygues a procédé, en outre, par achat en Bourse, à des acquisitions de titres auprès de sociétés possédées à plus de 20 %. Il aurait aussi pris le contrôle de sociétés non cotées qui détenaient des actions Spie. Le prix moyen payé par action ressort à 510 F.

James Goldsmith renonce
à son OPA sur Goodyear

Goodyear, le roi du pneumatique (65 milliards de francs de chiffre d'affaires), restera américain. Le financier franco-britannique Sir James Goldsmith a jeté l'éponge. Quatre jours après avoir lancé son OPA de 32 milliards de francs, il accepte la proposition faite par la direction du constructeur d'Alcon (Ohio) de lui reprendre, au prix unitaire de 49,50 dollars pièce, les 12,5 millions d'actions (11,5 % du capital) déjà acquises en Bourse. Cet arrangement fait perdre de la veste contre-offensive lancée par Goodyear pour verser son capital en rachetant 52,5 millions de ses propres titres pour 2,6 milliards de dollars (17,2 milliards de francs).

M. Mercier, PDG de Goodyear, avait réussi à mobiliser l'opinion publique et les milieux politiques contre les attaques des spéculateurs. Mais Goodyear risque de s'épuiser à réunir la somme nécessaire pour renforcer son contrôle. En revanche, M. Goldsmith va réaliser un confortable bénéfice en revendant 17,8 % plus cher les titres en sa possession. Son gain est évalué à 93 millions de dollars (614 millions de francs).

General Motors :
16 700 salariés
en chômage technique

General Motors, premier constructeur américain et mondial d'automobiles, a mis en chômage technique, jeudi 20 novembre, 16 700 salariés en raison de la grève qui paralysait l'une de ses filiales de pièces détachées. Le groupe, qui ne dispose pas de stocks tampons, menace de fermer, le samedi prochain, 35 de ses 36 usines nord-américaines. Les 7 700 salariés de l'établissement Delco Electronics de Kokomo (Indiana) ont arrêté le travail depuis quatre jours afin de s'opposer au transfert au Mexique d'une partie des fabrications, privant ainsi le groupe d'équipements électroniques.

Micro-informatique :
Thomson délocalise

« En micro-informatique, les produits se conçoivent entre Seattle et Los Angeles, et se fabriquent en Asie », a affirmé, le 20 novembre, M. Georges Golan, le directeur général de produits « bruns » de Thomson grand public. La nouvelle stratégie présentée en conseil d'administration comprend deux volets. D'abord le transfert de sa production de micro-ordinateurs en Extrême-Orient, ce qui implique la fermeture en 1987 de son usine de Saint-Pierre-Montmar (Meuse-et-Moselle), qui emploie 450 personnes. Thomson élargit, par la même occasion, sa gamme à une série de micros « compatibles » IBM « 16 bits ». Ensuite, le groupe français lance un effort de recherche pour aborder, d'ici à deux ans, la commercialisation de lecteurs de compact-disco interactifs. Ce développement, qui devrait permettre de traiter le texte, mais aussi le son et l'image, sera réalisé à partir du nouveau département « Information System », situé à Los Angeles.

BTR lance
une OPA sur Pilkington

Le groupe British Tyre & Rubber Co (BTR), conglomérat britannique diversifié, a lancé une offre publique d'achat sur la société Pilkington Brothers PLC, le premier fabricant de verre dans le monde. La direction de Pilkington a rejeté cette offre, d'un montant de 1,16 milliard de livres (10,8 milliards de francs). BTR a déjà racheté les groupes Dunlop et Thomas Tilling, et a réalisé en 1985 un bénéfice net de 227 millions de livres (1 176 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de francs.

Finances publiques

Le deuxième collectif budgétaire de 1986

Un budget sérieusement préparé

Ce qui frappe dans le deuxième loi de finances rectificative pour 1986, c'est l'abondance des rentrées fiscales. On ne dispose pas tous les ans, pour boucler un budget en train de s'achever, d'un petit trésor de guerre : un peu plus de 17 milliards de francs par rapport aux prévisions qui avaient été faites.

L'impôt sur le revenu rapporte 2,6 milliards de plus que prévu, les redressements fiscaux 4,1 milliards, l'impôt sur les sociétés 3,1 milliards, la TVA 5,1 milliards, les prélèvements sur revenus de capitaux mobiliers 3,2 milliards de francs... Quelques impôts, taxes et prélèvements rapportent moins qu'on ne l'avait espéré : sur les profits de construction, sur la Banque de France, sur les entreprises pétrolières notamment. Mais ces déceptions sont de peu d'importance par rapport aux plus-values enregistrées.

Cette heureuse surprise rend justice aux reproches de mauvaise gestion faits aux socialistes par le gouvernement de M. Chirac lorsqu'il s'installa au pouvoir fin mars-début avril. Le budget de 1986 voté à l'automne 1985 par la gauche était un budget

dans l'ensemble sérieusement préparé. Si quelques dépenses étaient probablement un peu sous-estimées, les socialistes ont eu le mérite de laisser des recettes fiscales abondantes, et dont les derniers mois viennent de prouver qu'ils les avaient eux-mêmes largement sous-évaluées. On retrouve en cet automne 1986 les premiers fruits d'une amélioration de la situation des entreprises, l'accélération des revenus du deuxième semestre 1985 mais aussi — et cela est la contrepartie heureuse de la relance Bérégovoy de fin 1985 — des rentrées de TVA abondantes.

Reste l'inscription en recettes nouvelles de 3 milliards de francs prélevés sur la Caisse nationale des télécommunications (CNT), l'organisme qui emprunte pour le compte des PTT. Une ligne curieuse, en matière d'équilibre des comptes, qui rappelle d'autres prélèvements aussi discutables, notamment ceux effectués dans le collectif de printemps dernier sur la Caisse d'Aide à l'Équipement des collectivités locales (CAECL). Les mauvaises habitudes ne disparaissent pas facilement.

D'abondantes plus-values fiscales

Lorsqu'il fut voté fin 1985 par le Parlement, le budget de 1986 prévoyait un déficit de 145,3 milliards de francs. Une première loi de finances rectificative en date du 11 juillet a ramené ce chiffre à

144 milliards de francs. Le deuxième « collectif » de l'année, voté cette semaine par le conseil des ministres, réduit à nouveau très légèrement l'impasse : celle-ci étant ramenée à 143,6 milliards de francs.

	Loi de finances initiale pour 1986 (en milliards de francs)	Loi de finances rectificative de juillet 1986 (en milliards de francs)	Projet de loi de finances rectificative de novembre 1986 (en milliards de francs)	Budget de 1986 après deux « collectifs » (en milliards de francs)
I - OPÉRATIONS DÉFINITIVES :				
- Dette publique	94,3	-	9,4	103,7
- Dépenses civiles de fonctionnement et d'investissement	662,9	7,5	4,3	674,7
- Dépenses civiles en capital	78,4	18,4	1,6	98,4
- Budgets militaires	195,3	-	0,5	195,8
- Dépenses des comptes d'affectation spéciale	11,8	-	0,3	11,5
Total des charges à caractère définitif	1042,7	25,9	12,3	1080,9
Total des recettes nettes (y compris recettes des CA spéciales)	901,6	4,7	11,6	917,9
Solde des opérations définitives	- 141,1	- 21,2	- 0,7	- 163
II - OPÉRATIONS TEMPORAIRES :				
- 4,3	22,6	1,1	19,4	
III - SOLDE GÉNÉRAL :				
- 145,4	1,4	0,4	- 143,6	

Après ces différentes constructions, il ne reste plus que 3,1 milliards de francs sur les plus-values fiscales ce qui est insuffisant pour équilibrer les dépenses supplémentaires. Aussi a-t-il été décidé d'inscrire 8,8 milliards de recettes fiscales nouvelles : 3,15 milliards de francs par une augmentation du prélèvement sur le budget annexe des PTT ; 1,15 milliard de francs au titre, indique la Rue de Rivoli, de la « rémunération du capital d'EDF et GDF » ; 2,2 milliards de francs de recettes sur les coupons des obligations assimilables du Trésor (OAT) ; 2 milliards d'écartement de la dotation générale de décentralisation.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

144 milliards de francs. Le deuxième « collectif » de l'année, voté cette semaine par le conseil des ministres, réduit à nouveau très légèrement l'impasse : celle-ci étant ramenée à 143,6 milliards de francs.

	Loi de finances initiale pour 1986 (en milliards de francs)	Loi de finances rectificative de juillet 1986 (en milliards de francs)	Projet de loi de finances rectificative de novembre 1986 (en milliards de francs)	Budget de 1986 après deux « collectifs » (en milliards de francs)
I - OPÉRATIONS DÉFINITIVES :				
- Dette publique	94,3	-	9,4	103,7
- Dépenses civiles de fonctionnement et d'investissement	662,9	7,5	4,3	674,7
- Dépenses civiles en capital	78,4	18,4	1,6	98,4
- Budgets militaires	195,3	-	0,5	195,8
- Dépenses des comptes d'affectation spéciale	11,8	-	0,3	11,5
Total des charges à caractère définitif	1042,7	25,9	12,3	1080,9
Total des recettes nettes (y compris recettes des CA spéciales)	901,6	4,7	11,6	917,9
Solde des opérations définitives	- 141,1	- 21,2	- 0,7	- 163
II - OPÉRATIONS TEMPORAIRES :				
- 4,3	22,6	1,1	19,4	
III - SOLDE GÉNÉRAL :				
- 145,4	1,4	0,4	- 143,6	

Après ces différentes constructions, il ne reste plus que 3,1 milliards de francs sur les plus-values fiscales ce qui est insuffisant pour équilibrer les dépenses supplémentaires. Aussi a-t-il été décidé d'inscrire 8,8 milliards de recettes fiscales nouvelles : 3,15 milliards de francs par une augmentation du prélèvement sur le budget annexe des PTT ; 1,15 milliard de francs au titre, indique la Rue de Rivoli, de la « rémunération du capital d'EDF et GDF » ; 2,2 milliards de francs de recettes sur les coupons des obligations assimilables du Trésor (OAT) ; 2 milliards d'écartement de la dotation générale de décentralisation.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

On retrouve donc bien 11,6 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la loi de finances rectificative de juillet.

On arrive à 11,9 milliards de francs de recettes supplémentaires dont la Rue de Rivoli signale qu'il faut soustraire 300 millions de francs au titre des comptes spéciaux du Trésor.

Marchés financiers

PARIS, 20 novembre ↑

Sensible amélioration

Changement de décor. Après plusieurs jours passés à traîner les pieds, tout en résistant plutôt bien que mai à une certaine pression des ventes, la Bourse de Paris s'est sensiblement redressée jeudi pour la liquidation générale. Franchement fermée dans la matinée (+1,00 %), la tendance a été plus équilibrée ensuite avec les dégonflements de dernière minute initiés par l'amélioration du départ. Reste que le marché a fait un très honorable parcours. A la clôture, l'Indicateur Instantané enregistrait une avance de 1,11 %.

Peu après 16 heures, on a vu le retour d'un bénéfice 86 supérieur aux prévisions. Mais CSF, Carrefour, Roussel-Uclaf, Danone, Pernod-Ricard, Darty, L'Oréal, BIC, Mollat, Satec, Hachette, Printemps, L'Occidentale et d'autres ont également connu l'extension des opérations.

Les liquidités, assurément, sont abondantes et avec le refus du marché de s'engager sur la voie de la baisse, les investisseurs ont repris des positions. « C'est bon signe », disait un professionnel, assurant qu'il s'agit là d'achats pour des fonds de portefeuille.

Mais, comme les jours précédents, des achats étrangers discrets ont été enregistrés. Andrieux ? L'on ne saurait encore dire. Mais l'hypothèse est à retenir, avec le sentiment toujours balancé sur le dollar et les retours de l'affaire Bessy, qui pourraient favoriser des placements de ce côté-ci de l'océan.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

NEW-YORK, 20 novembre ↑

Très vigoureuse reprise

Déjà mieux disposé vingt-quatre heures auparavant, Wall Street, à la surprise générale, s'est très vigoureusement redressé jeudi. Amorcé par que des investisseurs, le mouvement de hausse s'est rapidement développé et, à la clôture, l'Indice des Industriels s'est établi à son plus haut niveau de la journée, soit à 1 801,66 (+ 34,03 points). Le bilan de la séance a été d'une qualité identique à ce résultat. Sur 2 012 valeurs traitées, 1 305 ont monté, 359 seulement ont baissé et 348 n'ont pas varié.

De Paris général, le marché a balayé les craintes que lui avait inspiré le scandale des intités, en prenant conscience que sa réaction trop latente avait entraîné « au tapis » nombre de valeurs d'excellente qualité n'ayant rien à voir avec cette affaire. Bref, avec la dépréciation des cours, nombre d'opérateurs se sont mis en quête des bonnes affaires à réaliser, et là on est tombé. Les placements ont été recherchés, et parmi les Blue Chips, IBM, ATT, General Motors, Kodak, General Electric ont fait l'objet d'une attention particulière. Mais les affaires sérieuses à OPA ont bonifié : Lear, Sieglar, Gillette. L'action Goodyear a été la plus activement traitée (4,85 millions de titres), après la décision de Sir J. Goldsmith de renoncer à son OPA. L'activité a porté sur 151,55 millions de titres, contre 183,3 millions.

Mais, comme les jours précédents, des achats étrangers discrets ont été enregistrés. Andrieux ? L'on ne saurait encore dire. Mais l'hypothèse est à retenir, avec le sentiment toujours balancé sur le dollar et les retours de l'affaire Bessy, qui pourraient favoriser des placements de ce côté-ci de l'océan.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

Au premier étage, la tendance s'est un peu raffermie aussi sur les obligations après la publication du PNB américain. Mais rapidement le marché a été coiffé.

Ajoutons que, sur ordres venus d'en haut, des institutions et/ou des gendarmes sont peut-être intervenus pour préparer le terrain à l'entrée triomphale de Saint-Gobain lundi dans le privé, le premier « mammoth » dénationalisé. Quel qu'il en soit, contrairement aux prévisions, la liquidation est gagnante (+ 2,8 % en volume) pour la première fois depuis août.

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,61 F ↑

Le dollar s'est raffermi sur l'ensemble des marchés à la veille du week-end, passant, à Paris, de 6,57 F à 6,61 F. A l'origine de ce phénomène, on trouve, pour une part, le gonflement de la masse monétaire aux Etats-Unis, qui pourrait empêcher toute baisse des taux. Fermé du franc contre le deutschemark, à 3,2735 F.

FRANCOFORT 20 nov. 21 nov.
Dollar (en DM) .. 2,480 2,485
TOKYO 20 nov. 21 nov.
Dollar (en yen) .. 162,45 163

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (21 nov.) .. 7 1/16 %
New-York (20 nov.) .. 6 1/8 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

19 nov. 20 nov.
Valeurs françaises .. 145,1 146,2
Valeurs étrangères .. 189 191,5
Cotations des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général .. 378,4 381,7

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

19 nov. 20 nov.
Industrielles .. 1 817,21 1 808,66

LONDRES

(Index Financial Times)

19 nov. 20 nov.
Industrielles .. 1 288,5 1 298,5
Mines d'or .. 318,9 320,1
Fonds d'Etat .. 84,76 84,8

TOKYO

20 nov. 21 nov.
Nikkei .. 17 384,56 17 402,56
Indice général .. 1 477,9 1 484,92

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 novembre
Nombre de contrats : 15 418

		Déc. 86	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	-	106,45	106,80	106,50	106,40
Précédent	-	106,75	106,45	106,40	106,20

AUTOUR DE LA CORBEILLE

ABANDON DE CRÉANCE D'IMETAL EN FAVEUR DE PENARROYA. — Pour faciliter la politique visant à renforcer le pôle métallurgique de Penarroya, au moment où la faillite des courts des métaux et l'effritement du dollar perturbent son activité, le conseil d'Imetal a décidé de lui consacrer un abandon de créance d'un montant global de 435 millions de francs. Un prêt de 250 millions de francs sera, de surcroît, accordé à Penarroya,

pour lui permettre de réaliser son programme de cession d'actifs.

20 NOVEMBRE

1

1

PAF

-H des V Saint-
14 h 3 que et
-E
14 h (M^{re})
-C
tagne metro
-L
devant
-L
(M^{re})
-L
101.
décor

JO

S.
des 1
1984
DES
• app
para
rien
• la vi

EN

et
repu
pu 14
les
l'ép
me
une
et 19
D
de
ley
Be
no.
re
re
me
de
Me
de
Do
La

re
Ca
13
(1

ÉTRANGER

- 2 Les élections législatives en Autriche.
- 3 Les relations de l'Iran avec les pays occidentaux.
- 4 Jean-Paul II adopté par les Fidjiens.
- 5 Au Chili, les partis socialistes s'interrogent sur la nécessité d'unir l'opposition.

POLITIQUE

- 6-7 L'Assemblée nationale autorise la ratification de l'Acte unique européen.
- 8 Journal d'un amateur, par Philippe Boucher.
- 9 Les difficultés de la presse communiste.

SOCIÉTÉ

- 10 L'affaire du Carrefour du développement.
- 11 La mort de Thierry Le Luron et le secret médical.
- 23 Education.

SPORTS

- 26 Sponsoring : un entretien avec M. Jacques Delors.

CULTURE

- 19 Les ors de Tarente à Paris.
- Noir et Blanc de Claire Devers.
- 20 Xenakis, Philippe Hersant, Hugues Dufourt : des consignes pour demain.
- 20 Communication.

ÉCONOMIE

- 27 Un entretien avec M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur.
- La comité confédéral de la CGT.
- 28 Renault va supprimer 6 000 emplois en 1987.
- 30 Le collectif budgétaire de 1986.
- 30-31 Marchés financiers.

SERVICES

- Radio-télévision 22
- Annuaire classés 28
- Carnet 28
- Échecs 24
- Philatélie 24
- Météorologie 24
- Moto croisée 24
- Loto 24
- Programme des spectacles 21

CORÉE DU NORD

Un complot aurait bien eu lieu contre Kim Il Sung

Tokyo (AFP). — Une tentative d'assassinat a bien eu lieu la semaine dernière contre le président de la Corée du Nord, Kim Il Sung, indique-t-on ce vendredi 21 novembre dans les milieux étrangers spécialisés de Tokyo, sur la base d'informations en provenance de différentes capitales de la région.

Selon ces mêmes sources, qui ont refusé d'être identifiées, le complot aurait été dirigé par le ministre nord-coréen de la défense, le général O Jin-Ui, qui serait à la tête d'une faction pro-chinoise au sein du gouvernement de Pyongyang.

Le complot, selon les mêmes sources, a pris la forme d'un sabotage provoquant un accident de train samedi dernier, non loin de la capitale nord-coréenne, mais auquel le président Kim Il Sung a échappé. La confirmation de l'accident serait parvenue aux compteurs, mais non le fait que le dirigeant nord-coréen y aurait survécu, ce qui explique la confusion dans l'annonce de la disparition de Kim Il Sung par les organes de la propagande nord-coréenne.

Selon les mêmes sources, la mort du président Kim Il Sung aurait été annoncée par la radio officielle de Pyongyang pendant les journées de samedi, dimanche et lundi, sous la forme de bulletins extrêmement brefs, qui ont été captés par les services de renseignements américains.

A Grasse

Un policier municipal tue son agresseur

Un policier municipal de Grasse (Alpes-Maritimes), M. Georges Smanis, quarante-deux ans, a tué d'une balle dans la tête, jeudi 20 novembre à 4 h 30, un homme qui venait de le blesser d'un coup de couteau au ventre.

Le policier, grièvement atteint, a été transporté à l'hôpital de Grasse. La victime, démunie de pièces d'identité, n'a pu être identifiée.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

Hommage officiel à Georges Besse

Le président de la République, le premier ministre, la quasi-totalité du gouvernement, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, ainsi que deux anciens premiers ministres, MM. Barre et Fabius, nombre d'hommes politiques et de très nombreux anonymes de Renault et d'ailleurs ont assisté, vendredi 21 novembre, aux funérailles, à l'hommage officiel que le gouverne-

ment a rendu en présence de sa femme et de ses cinq enfants à Georges Besse, le PDG de Renault, assassiné par des militants d'Action directe le 17 novembre. La cérémonie a été marquée par un dialogue ému de M. André Girard, ministre de la Défense, qui était très lié à la victime. Georges Besse doit être inhumé dans la plus stricte intimité à Touraine.

L'« appel à témoins »

A peine sorties des rotatives, pendant la nuit du 19 au 20 novembre, les quatre-vingt mille affiches avec les photographies de Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon ont été placardées dans tous les commissariats et lieux publics comme les gares, aéroports, postes, etc (le Monde du 21 novembre). Mais déjà, sur la foi des clichés parus dans la presse, les enquêteurs ont reçu des indications qu'il leur faut vérifier. Durant les mois de septembre et octobre, après la diffusion de l'affiche du ministère de l'Intérieur visant la famille Abdallah et ses proches, quelques deux mille appels étaient parvenus à la police qui avait dû procéder à plus de cinq cents « contrôles ».

Dans le cas du groupe Action directe, c'est le deuxième fois que MM. Charles Pasqua et Robert Pannaud, ministres en charge de la sécurité, recourent à l'affichage. En juillet, une première affiche — essentiellement diffusée dans les commissariats — montrait les visages de Jean-Marc Rouillan, l'un des fondateurs du

groupe, Mohamed Hamami, Eric Moreau, Maxime Frérot et Nathalie Ménigon. Aujourd'hui, les photographies diffusées de Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon ont été placardées dans tous les commissariats et lieux publics comme les gares, aéroports, postes, etc (le Monde du 21 novembre). Mais déjà, sur la foi des clichés parus dans la presse, les enquêteurs ont reçu des indications qu'il leur faut vérifier. Durant les mois de septembre et octobre, après la diffusion de l'affiche du ministère de l'Intérieur visant la famille Abdallah et ses proches, quelques deux mille appels étaient parvenus à la police qui avait dû procéder à plus de cinq cents « contrôles ».

Dans le cas du groupe Action directe, c'est le deuxième fois que MM. Charles Pasqua et Robert Pannaud, ministres en charge de la sécurité, recourent à l'affichage. En juillet, une première affiche — essentiellement diffusée dans les commissariats — montrait les visages de Jean-Marc Rouillan, l'un des fondateurs du

accident de la circulation en 1982. Reste le problème de la qualité des photographies diffusées. Fin 1982, Joëlle Aubron, lors de son procès à Paris, était une jeune fille aux longs cheveux blonde. Sur les murs des bâtiments et lieux publics, elle est désormais brune avec, dit le texte, des yeux « vert orange ». Il s'agit des mythes du grimage et de la photographie. « Nous disposons d'une dizaine de clichés de Nathalie Ménigon et de Joëlle Aubron, disent les enquêteurs. Nous avons dû choisir ».

L. G.

Arrestation de l'ancien chauffeur de Jean-Marc Rouillan. — Gilbert Deharbe, trente et un ans, membre présumé d'Action directe, a été arrêté le 19 novembre à Saint-Germain-Saint-Denis et écroué sous l'inculpation de vol à main armée. Gilbert Deharbe avait reconnu avoir servi de chauffeur à Jean-Marc Rouillan et à Nathalie Ménigon, au cours d'un hold-up commis en 1979 à la trésorerie principale de Cachan (Val-de-Marne).

BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 novembre

La hausse s'accroît

Sur sa lancée, la Bourse de Paris a poursuivi son ascension, vendredi matin, en accélérant le mouvement. En progrès de 1,08 % à l'ouverture, l'indice instantané terminait son premier parcours avec une avance de 1,53 %.

Cinquante-trois hausses ont été répertoriées, dont Hachette (+5,3 %), J. Lefebvre (+4,8 %), Lafarge (+2,7 %), CSF (+2,6 %). Sept baisses seulement se sont produites, les deux plus fortes concernant Schneider (-2 %) et Esso (-1,3 %).

Valeurs françaises

	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Alcatel	471	482	478
Alpe	2070	2080	2085
Alstom	961	966	965
Banque Paribas	1080	1085	1100
Banque de France	2200	2200	2215
Banque de Paris	2200	2200	2215
Banque de la Réunion	4280	4300	4300
Carrefour	3682	3682	3680
Compagnie S.A.	1267	1270	1285
Crédit National	1440	1460	1468
Crédit Lyonnais	1780	1780	1780
Crédit Agricole	330	330	330
Crédit Commercial	3540	3550	3565
Crédit Industriel	1318	1340	1362
Crédit Lyonnais	2288	2430	2435
Crédit Lyonnais	1284	1287	1285
Crédit Lyonnais	2285	2400	2425
Crédit Lyonnais	1080	1095	1080
Crédit Lyonnais	2708	2770	2780
Crédit Lyonnais	1183	1182	1180
Crédit Lyonnais	1025	1035	1035
Crédit Lyonnais	1113	1130	1134
Crédit Lyonnais	700	700	705
Crédit Lyonnais	814	822	825
Crédit Lyonnais	3080	3120	3130
Crédit Lyonnais	1630	1670	1670
Crédit Lyonnais	429	425	425
Crédit Lyonnais	2178	2215	2230
Crédit Lyonnais	509	515	515

A B C D E F G

M. GEORGES MARCHAIS invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 23 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député du Val-de-Marne, qui vient de réintégrer le comité central de son parti, répondra aux questions d'André Fauconnier et d'Odier Bénéf, de l'émission, et de Dominique Ponsard et de Bernard Lelout, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Préservez votre dos fragile avec Pirax. Demandez conseil à votre médecin. CAPÉLOU. 37, Av. de la République 75001 PARIS. Tél. : 45 47 48 35 + Mémo. PARMENTIER.

Deux membres de la CNCL sur la sellette

La participation de M. Michel Droit au comité d'honneur du Mouvement Initiative et Liberté (MIL) et les activités professionnelles de M. Roger Bouzine, font l'objet d'un débat au sein de la CNCL. Leur cas devait être examiné, vendredi 21 novembre, en séance plénière.

Rien ne va plus dans les médias : « ils déforment », « ils portent atteinte à la démocratie ». C'est ce qu'affirme dans un communiqué daté du 17 novembre, le Mouvement Initiative et Liberté (MIL). Sous la houlette de son président, M. André Decocq, professeur de droit à la faculté de Paris, et de son délégué général, M. Pierre Debizet, le MIL décide de lancer une double campagne nationale destinée à « libérer du socialisme la télévision, Radio-France Internationale et un certain nombre de stations », mais aussi « les salaires de monopole syndical ».

Ce sont principalement les journaux télévisés et radiodiffusés que signale le MIL, à l'indignation du Monde un permanent de cette association qui s'est refusé à décerner son identité. « Europe 1 compte aussi parmi les stations incriminées », déclare-t-il, en soulignant que le thème de cette campagne a été décidé dès le mois de septembre. Le MIL, créé en 1981, compte en son sein, près de quatre mille adhérents mais n'a pas encore de véritable activité qu'à la fin de l'année 1985. Animé depuis le mois de juin par un délégué général — M. Debizet, ancien secrétaire général du Service d'action civique (SAC) — le MIL est également doté d'un comité d'honneur présidé par le général de Boissieu, grand du général de Gaulle.

Or parmi ses membres figure le nom de M. Michel Droit, de l'Assemblée française, élu le 9 octobre par cette institution pour la représenter au sein de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). On y trouve aussi M. Alice Samuël-Sellé, ancien ministre des universités de M. Giscard.

Une déclaration de M. Michel Droit

M. Michel Droit nous a communiqué, la précision suivante : « Il est exact que j'appartiens au comité de patronage du MIL où je suis resté à la demande de son président, moi-même le général de Boissieu, ancien grand chancelier de la Légion d'honneur. Or, s'il est vrai que ce comité de patronage, il ne débattait généralement pas d'activités en son sein du MIL. D'autre part, je n'ai nullement été consulté au sujet de la rédaction de ce communiqué, à fortiori quant à l'opportunité de sa publication. Si l'on m'avait demandé ce que je pensais de son contenu, j'aurais répondu que mon devoir de réserve, en tant que membre de la CNCL, sur les différents sujets qu'il aborde, m'interdisait d'exprimer quelque opinion sur lui, mais que j'entendais évidemment prendre toutes les distances qui conviennent à son égard ».

card d'Esting, M. Marc Biancpain, président de l'Alliance française, l'ambassadeur Pierre Siraud, M. Henri Binot, président d'honneur de la BNF, et M. Raoul Beteille, conseiller à la Cour de cassation, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces avant 1981 et l'un des pères de la loi « sécurité et liberté ». La liste figure d'ailleurs sur le papier à ce titre du MIL et en marge des communiqués.

M. Michel Droit désapprouve le communiqué (lire ci-dessus), tout comme M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL, et l'ensemble de ses membres. Réunis en séance vendredi 21 novembre, les treize membres du conseil d'administration ont décidé de ne pas s'ajuster le cas de M. Bouzine.

Coopté à la CNCL en tant que « personnalité qualifiée du secteur de la presse écrite », M. Roger Bouzine, qui conserve le titre de directeur général de la Fédération nationale de la presse française (FNPP) en attendant la nomination de son successeur, continue en effet à signer, sous le pseudonyme de Jacques Tullier, des éditoriaux, quasi quotidiens, dans le journal *Nicolas*, dont il est administrateur depuis plusieurs années. Une activité rémunérée qui paraît en contradiction avec les termes de la loi.

ANITA RIND et YVES-MARIE LABÉ

« Le Monde » interdit pour un mois en Tunisie

Les autorités tunisiennes ont saisi le *Monde* daté du 20 novembre qui contenait un article de notre envoyé spécial, Jean de La Godefroy, consacré à la succession du président Bourguiba. Elles ont aussi décidé d'interdire notre journal pour un mois.

Nous ne pouvons que protester énergiquement contre de telles mesures. Ce n'est pas en interdisant le *Monde* que les censeurs de Tunisie feront à l'avenir une réalité qui reste au centre de toutes les conversations et de la vie politique tunisienne. On ne peut que regretter de voir les autorités de ce pays renouer avec des pratiques autoritaires qu'elles avaient abandonnées depuis 1979, année durant laquelle le *Monde* avait été également interdit pendant plusieurs semaines.

Le numéro du « Monde » daté 21 novembre 1986 a été tiré à 506 846 exemplaires

Où trouver le Glenlivet ? Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple Hôtel La Pérouse, 40, rue La Pérouse, Paris 16^e.

En Une Demi Heure, vos Repas CHEZ VOUS par « LAYRAC à domicile » en téléphonant à 46.34.21.40 (Vos repas choisis sur Minitel à 43.24.34) Prix nets • Livraison gratuite

TWA Promenades Américaines : l'affaire de l'hiver.

L'affaire de l'hiver, c'est une promenade américaine avec TWA.

En fait, l'affaire de l'hiver, ce sont plusieurs bonnes affaires.

Bonne affaire : quand vous partez à 2 adultes vous bénéficiez des bas tarifs transatlantiques TWA.

Bonne affaire : la location de

voiture Hertz gratuite pendant 7 jours. Il vous suffit de venir la chercher, dans les 7 jours qui suivent votre arrivée dans des bureaux Hertz

travaillant avec TWA. Bonne affaire : le forfait voiture-hôtel gratuit pendant 4 jours. Toujours sur la base de 2 adultes en chambre

double. Vous résidez gratuitement à l'hôtel Gold Key - Orlando (Floride) ou à l'hôtel Hollywood - Los Angeles (Californie).

Bonne affaire : l'accueil et l'ambiance typiquement américaine de TWA. C'est absolument gratuit. Et avec le sourire.

Conditions et programme valable jusqu'au 31 mars 1987 auprès de TWA Promenades Américaines, 4 rue Scribe - 75009 Paris - Tél. : (1) 47.42.99.99.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA